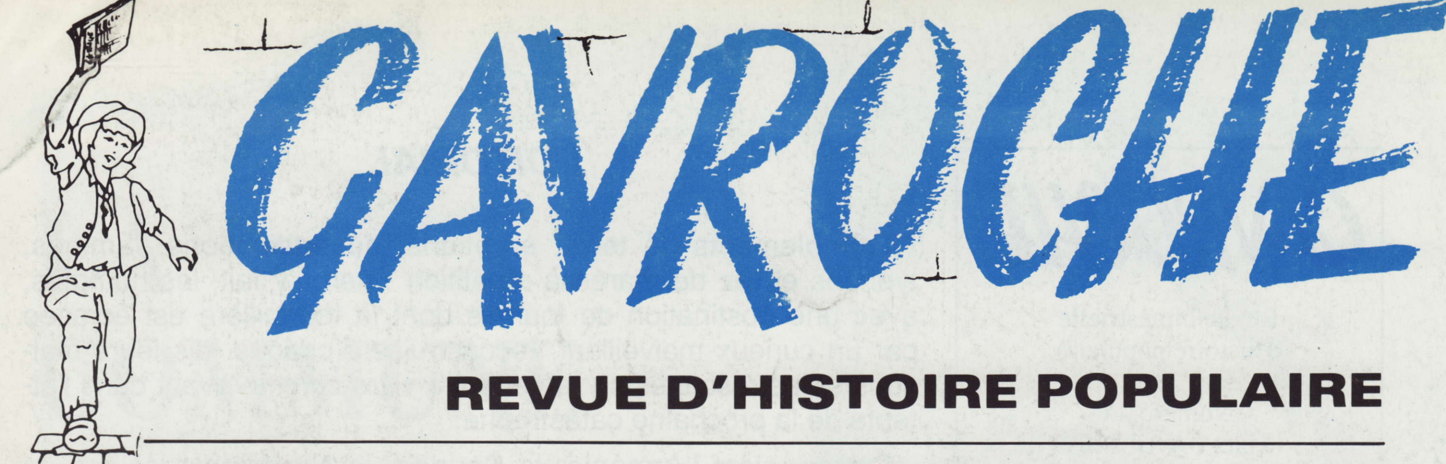


REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

LE NUMERO : 30 F

BIMESTRIEL N° 44 — MARS-AVRIL 1989

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 44
Mars - Avril 1989

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
Dépôt : 41, rue de la Harpe
Tél. : 32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER
Directeur de la publication :
Georges POTVIN
Secrétaire de rédaction
Françoise BERANGER
Avec la collaboration
pour ce numéro de
Michel AUVRAY
Catherine GIRAULT
Bernard LE SUEUR
Julien PAPP
Georges PELLETIER
Georges POTVIN

Commision paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette revue sont
résumés et indexés dans HISTORICAL
ABSTRACTS and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
14, rue de Nanteuil
75015 Paris - Tél. 45.32.06.23

Imprimé en France

Maquette et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

COUVERTURE : Attroupement au faubourg Saint-Antoine le 28 avril 1789 - d'après Vény et Girardet. Voir article page 16.

EDITORIAL

Tremblements de terre, éruptions, désertifications, famines, typhons et raz de marée à répétition : rien n'y fait, les hommes, avec une obstination de fourmis dont la fourmillère est écrasée par un curieux malveillant, reconstruisent chaque fois leurs maisons et les rescapés se remettent à vivre comme avant dans l'attente de la prochaine catastrophe.

Certes, c'est l'Arménie, le Soudan, le Nordeste brésilien, le Bengladesh (entre autres) qui suggèrent ces réflexions; il s'agit là d'actualité et non d'histoire. Mais, outre que l'actualité est la pâte même de l'Histoire de demain, le phénomène n'est pas nouveau et on peut même dire qu'il est vieux comme l'humanité elle-même. Les archéologues le savent bien, qui trouvent sur un même site de fouilles, trois, quatre, voire sept villes successivement construites sur les mêmes lieux ravagés périodiquement. Quel instinct pousse donc les hommes à s'installer, puis à se cramponner aux terres parfois les plus inhospitalières ? La Fuite devant un ennemi, l'esprit d'aventure, quelques bonnes récoltes successives devenant légendaires peuvent expliquer une première installation, une première reconstruction. Mais après ? Peut-être y a-t-il là un phénomène culturel lié au "culte des ancêtres". Ce qui expliquerait dans nos civilisations occidentales où ce culte s'estompe fort, une plus grande mobilité des populations, encore bien incertaine.

La curiosité, la nécessité pousse l'homme à la découverte de nouveaux lieux où vivre. La résignation, l'obstination et sans doute le besoin de nouvelles racines, le fixent en des lieux devenus difficilement vivables. Etranges contradictions. Surtout si on songe qu'en même temps, ceux-là mêmes qui habitent un milieu hospitalier, s'empressent de le bousiller...

Georges Potvin

LA COMMUNE DEMOLIT LA COLONNE VENDÔME

16 mai 1871. L'effondrement à 5 heures de l'après-midi de la colonne en quatre tronçons qui achevèrent de se disloquer en arrivant au sol. *(L'exactitude du dessin n'est pas garantie.)*

Le 16 mai 1871 se déroule l'acte le plus spectaculaire de l'histoire de la Commune de Paris : la démolition de la colonne Vendôme, considérée comme *un monument de barbarie, un symbole de force brute et de fausse gloiré, une affirmation du militarisme.* Cérémonie rituelle, voire séance d'exorcisme, ce moment fort d'une guerre civile au symbolisme puissant vaudra au peintre Gustave Courbet, tenu pour responsable, d'être condamné à en payer la restauration.

Un événement important, à la portée souvent méconnue.

"Laide et maigre, noire et sombre, couverte du sang des vieux guerriers de la République, elle supporte sur un piédestal de boue et de fumier la copie grotesque du despote Napoléon". Dès le 4 avril 1871, Verlet dit, dans le *Cri du Peuple* de Vallès, son dégoût de la colonne "élevée sur le cadavre de la Révolution". Pour lui, comme pour tant d'autres Parisiens qui sont entrés en insurrection le 18 mars, la colonne de la place Vendôme est assurément un symbole : "Il faut l'abattre!, poursuit Verlet. Le peuple de Paris déboulonnera un à un les cylindres de ce monument d'infamie. On en fera des sous pour les malheureux ou des canons pour sauver la patrie. Et ainsi disparaîtra le dernier souvenir de notre esclavage et des débauches napoléoniennes."

Abattre la colonne Vendôme, tout au moins jeter à terre la statue de l'empereur qui la domine, plusieurs y ont déjà pensé. Et la place a déjà connu bien des vicissitudes.

Un symbole à abattre

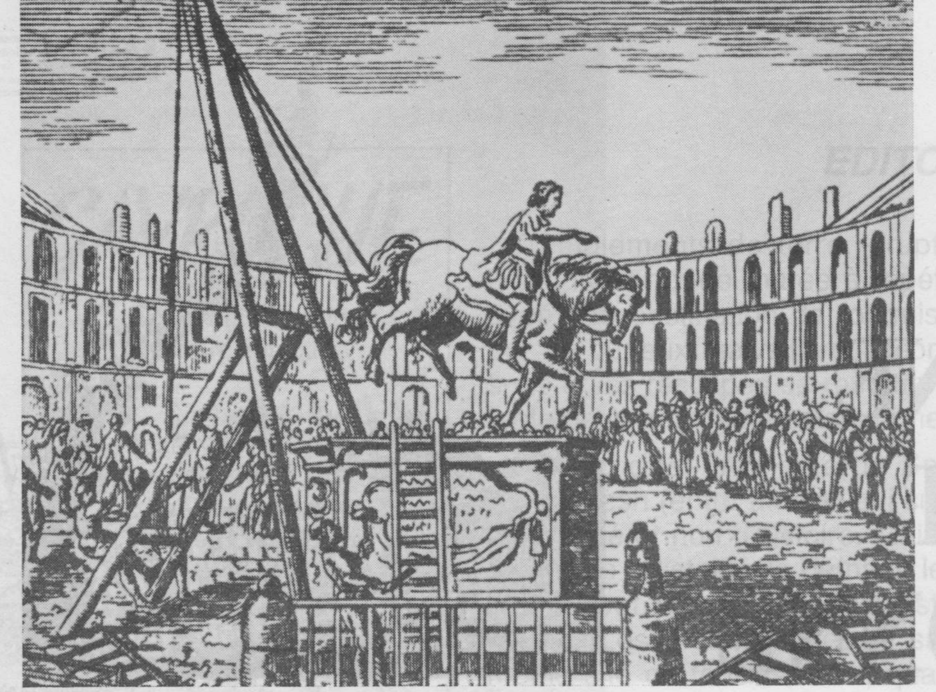
Construite, non loin du Palais-Royal, à la demande de Louvois, la place des Conquêtes avait été conçue, à l'origine, pour y recevoir la statue équestre de Louis XIV. Plus tard, elle était devenue place Louis-le-Grand, puis place Vendôme en 1799. Et, déjà, le peuple de Paris y avait manifesté sa volonté de rompre avec un passé fait d'oppression, de morgue et de souffrances : la statue du Roi-Soleil avait été détruite à la Révolution. Depuis 1810 y avait été érigé un monument de 44 mètres de hauteur, inspiré de la colonne Trajane de Rome, et censé être coulé dans le bronze de 1200 canons pris aux Russes et aux Autrichiens, à la bataille d'Austerlitz. Bref, un monument élevé à la gloire de la Grande-Armée. Et surtout, bien sûr, de son empereur, Napoléon 1er.

La statue de Louis XIV sur la place Vendôme appelée alors place Louis-le-Grand.



Tout pouvoir politique veille, de toute évidence, à accorder les signes et symboles représentatifs de sa puissance avec l'image qu'il se plait à donner de lui. Point n'est donc besoin d'être surpris que les régimes politiques qui se succèdent dans cette première moitié du 19ème siècle changent à plusieurs reprises la statue qui surplombe la place : le 13 mars 1814, des cordes avaient arraché la première statue de Napoléon, remplacée par un drapeau blanc à fleurs de lys. Puis l'emblème royaliste avait fait place à un Napoléon en redingote, à la fin de la Restauration. Quand le Second Empire s'écroulera, la statue aura été encore une fois modifiée : un césar en toge, digne de la Rome antique, dominait, conquérant, l'impressionnante colonne.

Badinguet une fois déchu, le peuple entrant en scène, l'heure est alors venue que soit justifiée, après trente


Le 10 août 1792 le peuple de Paris renverse la statue de Louis XIV.


Gustave Courbet

ans, la prophétie du poète et publiciste Henri Heine :

"Déjà une fois, les orages ont arraché du faîte de la colonne Vendôme l'homme de fer qui pose sur son fût et en cas que les socialistes parvinssent au Gouvernement, le même accident pourrait lui arriver une seconde fois, ou bien même la rage d'égalité radicale serait capable de renverser toute la colonne afin que ce symbole de gloire fût entièrement rasé de la terre." (1)

Une idée de Courbet ?

Peintre, lithographe et dessinateur, Gustave Courbet s'est fait, depuis la révolution de 1848, l'ardent défenseur du *réalisme*. Il a fréquenté Proudhon et Baudelaire, et s'est orienté, sous l'influence des théories socialistes, vers une conception de l'art plus démocratique et populaire. Devenu célèbre dans toute l'Europe, même s'il a des ennemis chez les tenants de l'académisme, c'est, en 1870, "la plus grande gueule de la peinture française" (2).

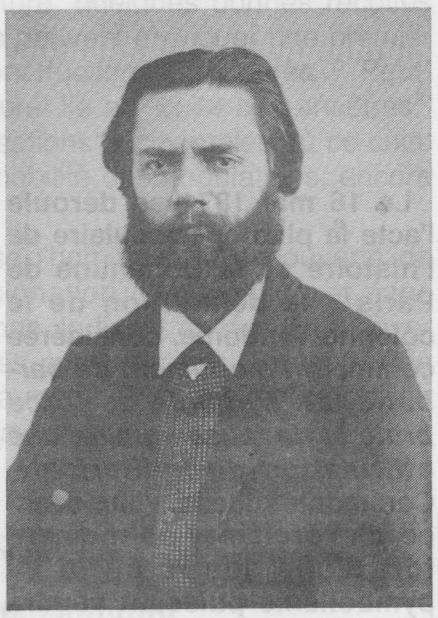
Dès la proclamation de la République, le voilà nommé président de la Commission artistique qui doit veiller à la protection des musées et des oeuvres d'art. C'est à ce titre que, le 14 septembre 1870, il adresse une pétition au Gouvernement de la Défense Nationale, lui demandant l'autorisation de "déboulonner la colonne, ou qu'il veuille bien lui-même en prendre l'initiative, en chargeant de ce soin l'administration du Musée d'artillerie, et en faisant transporter les matériaux à l'hôtel de la Monnaie" (3).

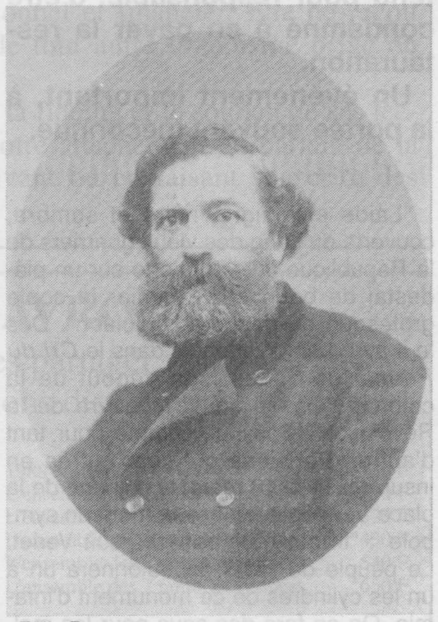
Déboulonner la colonne et non l'abattre ? La nuance est de taille, comme nous le verrons. Pour l'heure, l'idée de Courbet, la demande qu'il formule, reste lettre morte. La colonne et sa statue d'empereur romain se dressent encore, après l'insurrection du 18 mars, sur la place Vendôme où siège désormais l'état-major de la garde nationale.

La Commune à peine proclamée, Courbet prend parti pour elle. Sans hésitation ni ambiguité, il s'engage au côté du peuple en révolution : "Qui a peint *la Fileuse*, les *Casseurs de pierres*, *l'Enterrement d'Ornans*, doit être inévitablement - le jour où il faut choisir - du côté où il y a le travail, la misère et les pavés", écrira à son propos Jules Vallès (4).

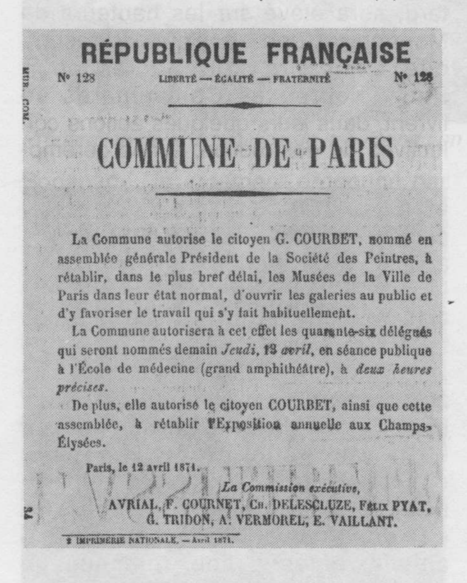
Gustave Courbet s'occupe activement de la formation de la Fédération des artistes, dont il devient le président. Le 12 avril, la Commune l'autorise "à rétablir, dans le plus bref

En 1814, les royalistes arrachent la première statue de Napoléon.



Jules Vallès


Félix Pyat

délai, les Musées de la ville de Paris dans leur état normal, d'ouvrir les galeries au public et d'y favoriser le travail qui s'y fait habituellement". Et, le 16 avril, le grand peintre est élu par le VIème arrondissement de Paris, et va donc siéger au Conseil de la Commune qui le nomme à la Commission de l'Enseignement. Or, quelques jours avant qu'il n'y soit élu, le Conseil de la Commune a pris un décret appelé à faire grand bruit : la destruction de la colonne Vendôme vient d'être décidée. L'initiative venait-elle réellement de Félix Pyat, qui ne faisait que relayer une idée d'Alfred Picard, le directeur de *l'Electeur libre* et frère du ministre de l'Intérieur de Versailles ? Le fait est que "Courbet réclama l'éxécution de ce décret, et c'est pourquoi on fit plus tard comme s'il en était responsable".(5)


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 128 LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ N° 128

COMMUNE DE PARIS

La Commune autorise le citoyen G. COURBET, nommé en assemblée générale Président de la Société des Peintres, à rétablir, dans le plus bref délai, les Musées de la Ville de Paris dans leur état normal, d'ouvrir les galeries au public et d'y favoriser le travail qui s'y fait habituellement.

La Commune autorisera à cet effet les quarante-six délégués qui seront nommés demain *Jeudi*, 13 *avril*, en séance publique à l'École de médecine (grand amphithéâtre), à *deux heures précises*.

De plus, elle autorise le citoyen COURBET, ainsi que cette assemblée, à rétablir l'Exposition annuelle aux Champs-Élysées.

Paris, le 12 avril 1871.

La Commission exécutive,
AVRIAL, F. COURNET, CH. DELESCLUZE, FÉLIX PYAT, G. TRIDON, A. VERMOREL, E. VAILLANT.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Avril 1871.

Patriotisme et antimilitarisme

Le texte du décret pris par la Commune ce 12 avril 1871 est sans doute lyrique, voire grandiloquent, mais ô combien lucide et généreux :

"La Commune de Paris, considérant que la colonne impériale de la place Vendôme est un monument de barbarie, un symbole de force brute et de fausse gloire, une affirmation du militarisme, une négation du droit international, une insulte permanente des vainqueurs aux vaincus, un attentat perpétuel à l'un des trois grands principes de la République française, la Fraternité, décrète : Article unique. La colonne de la place Vendôme sera démolie."

Née du refus d'accepter la défaite face aux Prussiens, opposée à l'humiliante paix conclue par les représentants de la bourgeoisie, la Commune de Paris fait montre, c'est incontestable, d'un patriotisme certain. D'autant que c'est une Prusse militariste et monarchiste qui fait la guerre, maintenant, à une démocratie naissante. Les Fédérés ont aussi, il est vrai, un goût prononcé de l'uniforme, quitte à témoigner d'une "galonnomanie" théâtrale : nombreux sont les gardes nationaux qui souhaitent "garnir abondamment leurs manches d'or et d'argent, et surtout venir parader à cheval, sabre au côté, dans les rues de leur quartier" (6).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 42 LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ N° 42

COMMUNE DE PARIS

La Commune de Paris DÉCRÈTE :

1° La conscription est abolie ;

2° Aucune force militaire, autre que la garde nationale, ne pourra être créée ou introduite dans Paris ;

3° Tous les citoyens valides font partie de la garde nationale.

Hôtel-de-Ville, le 29 mars 1871.

LA COMMUNE DE PARIS.

La Commune et les artistes

Fort répandue est l'inclination d'assimiler les révolutions, toutes les révolutions, à des entreprises de démolition. Surtout, bien sûr, lorsque la réaction finit par l'emporter. L'ère des bouleversements un moment close, la répression triomphant, les tenants de l'ordre rétabli ne manquent alors jamais de s'indigner des transformations et des signes de rupture, de se scandaliser des coups symboliquement portés aux représentations de leur toute-puissance menacée.

La Commune de Paris détruit certes solennellement l'hôtel particulier de Thiers, la guillotine et la colonne Vendôme, symboles de tout ce contre quoi elle lutte : le pouvoir de l'argent, la peine de mort, le militarisme ... Mais elle ne rase ni même ne s'empare de la Banque de France et de la Bourse, ce qui lui coûtera fort cher. Non seulement la Commune détruit très peu, mais encore a-t-elle une incontestable action de création. Sous les bombardements des canons de Versailles, et avant que Paris ne soit défiguré par la terrible répression de la Semaine sanglante, la Commune protège, construit, innove. Elle entreprend même une oeuvre culturelle ambitieuse que les fusils des militaires ne lui laisseront pas le temps d'achever.

Les écrivains Alphonse Daudet, Alexandre Dumas fils, Théophile Gautier, George Sand, Gustave Flaubert et même Zola ont, face à la révolution communale, des réactions de bourgeois apeurés. Ils se terrent, fuient et volent au secours de leur classe de privilégiés menacée par l'irruption du peuple sur la scène politique. Or, si la majorité des écrivains se montre violemment opposée aux Communards, nombre de savants, en revanche, les rejoignent. Ainsi, Elie Reclus, frère d'Elisée, est-il nommé directeur de la Bibliothèque nationale, laissée à l'abandon par le départ de ses responsables. Et la plupart des artistes, dont les conditions de vie sont plus proches de celles du peuple, s'engagent plus encore en faveur de la révolution.

La Commission fédérale des artistes, élue, comprend des peintres, sculpteurs, architectes, graveurs lithographes de renom : Corot, Daumier, Manet, Millet, Courbet, par exemple, y représentent les peintres. Son but : *La libre expansion de l'art, dégagé de toute tutelle gouvernementale et de tous privilèges*, la défense des artistes dans leur indépendance et dans leur dignité. La Fédération des artistes a pour président Gustave Courbet, et un Comité des Beaux-Arts, chargé de sauvegarder les *oeuvres du passé* et de faire connaître l'art contemporain, protège effectivement bien des monuments et réalisations artistiques des éclaboussures de la guerre civile : tableaux et statues du Louvre sont emballés, l'Arc de triomphe et les chevaux de Marly sont abrités, ainsi d'ailleurs que les bronzes de Thiers. Parallèlement, Courbet et ses amis animent un jeune mouvement qui rassemble des naturalistes et réalistes, de même que les premiers impressionnistes; dans l'enthousiasme, des peintres entreprennent de critiquer l'académisme étouffant, l'art figé des maisons de Rome et d'Athènes. Ce faisant, ils contribuent à la reconnaissance de cette peinture de la réalité, de cette peinture libérée qui fera date.

Le Comité des Beaux-Arts se donne même pour ambition de répandre l'art jusque dans les mairies des villages : *Le Comité, proclame-t-il, concourra à notre régénération, à l'inauguration du luxe communal et aux splendeurs de l'avenir, et à la République universelle.* Vaste projet d'artistes révolutionnant leur discipline, de citoyens oeuvrant au changement social. Comme l'écrivaient voici vingt-quatre ans ceux qui n'étaient encore que de tout jeunes historiens, Jean-Pierre Azéma et Michel Winock : *Le côté exubérant d'un tel voeu n'enlève rien à l'idée prometteuse d'offrir au peuple la beauté, jusque-là confisquée par l'argent (*).*

* - J.-P. Azema et M. Winock, *op. cit.*, p. 104.

"Le peuple souffletant le despotisme"

Arthur Arnould fut élu au Conseil de la Commune et participa à diverses commissions (Enseignement, Relations Extérieures ...), avant de devenir responsable de la rédaction du *Journal Officiel. Dans son Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris* (*), il consacra par la suite une belle page à l'analyse de la démolition de la colonne Vendôme. Non dénuées d'un lyrisme bien légitime, ces lignes sont parmi les plus lucides qu'il m'ait été donné de lire sur cet événement ô combien significatif des aspirations de la Commune.

Le décret du 12 avril "fut peut-être maladroit, *écrit-il*, en ce sens que le Parisien, comme jadis le peuple d'Athènes et de Rome, tient essentiellement à ses monuments. Il en est personnellement fier. Ils sont sa propriété. C'est un artiste. L'une des choses qui indignait les plus indifférents, des gens qui ne trouvèrent pas une larme pour tant de leurs concitoyens égorgés, c'était de voir les obus thiéristes entamer l'Arc-de-Triomphe, criblant de larges blessures ses bas-reliefs.

"On peut aussi prétendre que la Commune avait des mesures plus urgentes à prendre que d'ordonner la démolition d'un monument quelconque. "Néanmoins, ce décret, assez mal accueilli au début, par une notable partie de la population, restera marqué d'un grand caractère moral.

"C'était une affirmation éclatante des principes qui dominaient la Commune. C'était la déclaration que la Commune brisait, sans esprit de retour, avec tout un passé où avaient régné la fausse gloire et les triomphes du canon.

"C'était la condamnation de la guerre et de la conquête, c'était le jugement du peuple et de l'avenir sur ce despote qui avait fait de la Révolution du droit humain l'asservissement de la France et de l'Europe.

"C'était, en face des Prussiens vainqueurs et conquérants, rejeter à leur place véritable et marquer du sceau du mépris les victoires et les conquêtes de la force brutale.

"En renversant cette colonne faite du bronze pris à l'étranger, en couchant la statue de Napoléon 1er sur le lit de fumier où elle alla choir au son de *la Marseillaise* et du *Chant du départ*, la Commune tendait la main à l'Univers affranchi et effaçait du même coup la honte de nos dernières défaites, - car elle jugeait la victoire.

"C'était l'idée se substituant au fait, le peuple souffletant le despotisme dans la boue, marquant à l'épaule, du fer rouge de la Révolution, tous les grands capitaines, tous les Bonaparte d'hier, tous les Guillaume d'aujourd'hui, tous les Bismark de demain."

(*) Arthur Arnould, *Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris*, réédition Jacques-Marie Laffont et associés, 1981, p. 175.

Patriotisme exacerbé, goût de la parade certain, mais aussi, paradoxalement, haine virulente du militarisme.

Dès le 22 mars, le Comité central de la garde nationale a défini de la sorte ses conceptions militaires dans une proclamation précisant les attributions de la future assemblée communale : "Elle donne à la cité une milice nationale qui défend les citoyens contre le pouvoir, au lieu d'une armée permanente qui défend le pouvoir contre les citoyens" (7). C'est clairement définir la nature et le rôle du militarisme, les fonctions de l'armée, et résolument dire sa volonté de rompre avec tout un passé d'oppression et de massacres.

Dès le lendemain de sa proclamation, la Commune décide en effet, par un décret du 29 mars, l'abolition de la conscription. Elle veut briser l'armée permanente, la remplacer par une force armée issue du peuple et constamment contrôlée par lui. Fini les casernes et soldats, place aux gardes nationaux fédérés, dont les officiers sont élus.

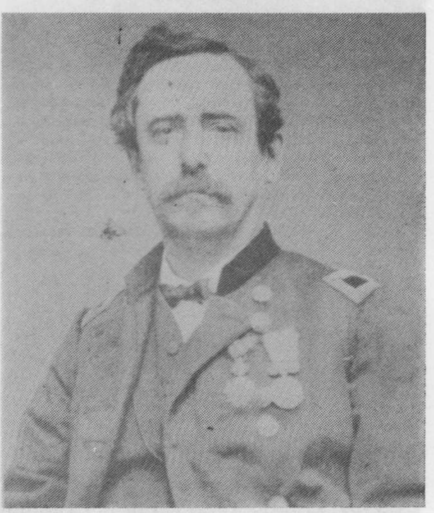
Il faut, certes, agir dans l'urgence, dans des conditions dramatiques, sous la pression permanente des attaques des soldats de l'armée de France, et les maladresses vont s'accumuler, les erreurs et incohérences se multiplier pendant les 72 jours que dure la Commune. Le fait que le commandement soit longtemps confié à Cluseret et Rossel - deux anciens officiers de l'armée de ligne, qui ne connaissent que leurs méthodes traditionnelles et se trompent, au fond, de troupes - ne fait qu'aggraver la situation. Il n'en reste pas moins que la volonté de rompre radicalement avec le militarisme et ses funestes conséquences préside aux décisions de la Commune. Et c'est peut-être une des raisons qui explique pourquoi l'armée frappera avec tant de férocité, d'atroce cruauté, quand elle rentrera dans Paris.

Une séance d'exorcisme ?

Destruction d'une *affirmation du militarisme*, oeuvre de salubrité publique, la démolition de la colonne n'en est pas moins envisagée comme une bonne affaire pour les finances de la Commune : le bronze des canons d'Austerlitz est censé permettre la fabrication d'un million de pièces d'un sou. Et, le 20 avril, le *Journal Officiel* annonce : "Les matériaux qui composent la colonne de la place Vendôme sont mis en vente. Ils sont divisés en quatre lots : deux lots, matériaux de construction; deux lots métaux. Ils seront adjugés par lots séparés, par vote de soumissions cachetées adressées à la direction du Génie, 84, rue Saint-Dominique-Saint-Germain". (8)

Intérêt économique, sans doute. Entreprise civique, acte solennel d'une guerre civile investissant largement le champ symbolique, sûrement. Ainsi la Commune décide-t-elle d'abattre également la chapelle expiatoire, symbole de la monarchie, qu'avait fait construire Louis XVIII. Et l'édifice religieux ne doit de rester intact qu'aux manoeuvres d'un monarchiste, qui en retarde la destruction jusqu'au bout. Ainsi, dans le XIème arrondissement, place Voltaire, une guillotine est-elle symboliquement brûlée le 6 avril, devant une foule enthousiaste. Ainsi rase-t-on, enfin, l'hôtel particulier de Thiers, place Saint-Georges.

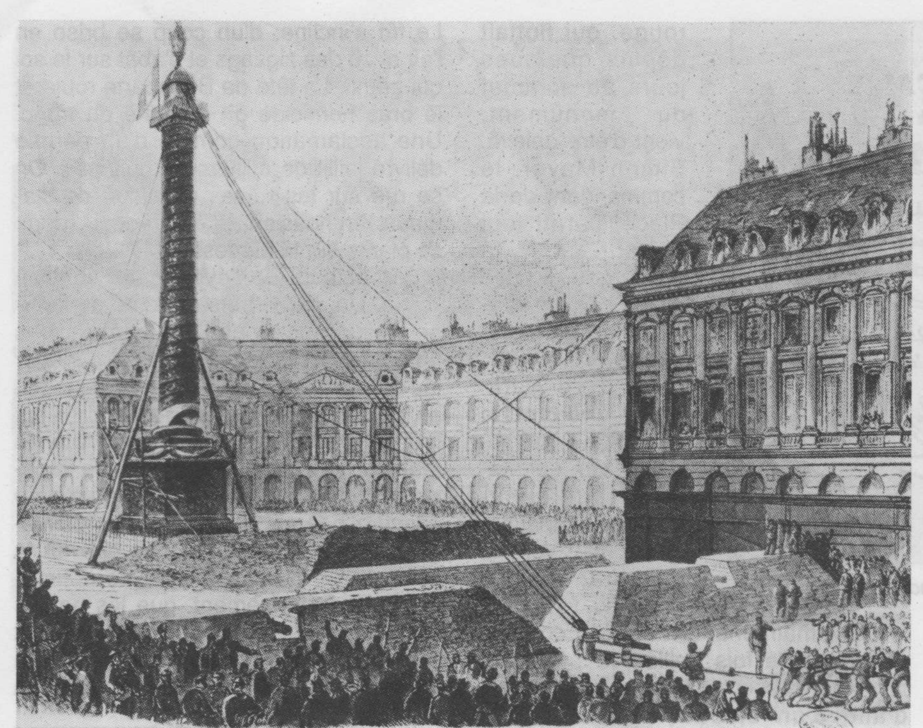
Les massacreurs, de leur côté, ne seront pas non plus avares d'un usage important des symboles. Thiers théâtralisera sa victoire, dès le 7 juin, par un sordide psychodrame : l'archevêque Darboy sera, pour l'occasion, déterré, embaumé et célébré à Notre-Dame, lors d'une cérémonie voulue grandiose de "réparation" publique. Et, deux ans plus tard, sera élevé sur les hauteurs de Montmartre une basilique grotesque dite expiatoire : le Sacré-Coeur. Pour l'heure, les Communards se livrent, dans leurs quelques actions collectives de destruction, à des cérémonies qui s'apparentent au meurtre rituel. Michel Winock a, en ce sens, raison d'écrire que *cette guerre des symboles n'(est) pas plus innocente que la magie noire : on anéantit l'ennemi en intention faute de pouvoir en acte.*(9) Moments de meurtre rituel donc, d'exorcisme aussi, dans la mesure où ce sont là *des actes de destruction grandiose et publique, qui ne comptent que par leur valeur symbolique.*(10) Grands moments de fête enfin : la démolition de la colonne va être l'acte le plus spectaculaire, le plus théâtral même, de la révolution communale, avec la proclamation de la Commune devant l'Hôtel de ville et la manifestation des francs-maçons.



Cluseret

Sous les obus, la fête

L'ingénieur chargé de la démolition s'était engagé par contrat, au nom du Club positiviste de Paris, à exécuter le 5 mai, jour anniversaire de la mort de



Préparation de la démolition de la colonne : on tend les cables à l'aide de cabestans.

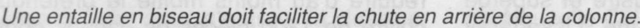
Bonaparte, *le jugement prononcé par l'histoire et édicté par la Commune de Paris contre Napoléon Ier.* Est-ce parce qu'on lui débauchait souvent les ouvriers employés au projet ? L'opération est retardée au 16 mai, soit plus d'un mois après la signature du décret en ordonnant l'exécution. Et, ce 16 mai, la situation a terriblement changé : les troupes versaillaises sont alors au pied des remparts, les forts d'Issy et de Vanves sont tombés, et la direction de la résistance armée, confiée depuis peu à Delescluze, est à vau-l'eau. Le dévouement des fédérés, moins enthousiastes et mal coordonnés, va *s'éteindre dans le vide. On dirait,* écrira *Lissagaray, une chaudière de machine dont toute la vapeur fuirait par cent issues.*(11)

Bien peu de communards ont alors clairement conscience du danger qui se précise : dans moins d'une semaine, les militaires fusilleront dans les rues, aux carrefours, dans les jardins, partout. Pour l'heure, la Commune, qui est née dans la fête, célèbre en grande pompe la chute symbolique du césarisme. Assiégé, cerné, bombardé, le peuple de Paris fait la fête en couchant dans le fumier cette *affirmation du militarisme.*

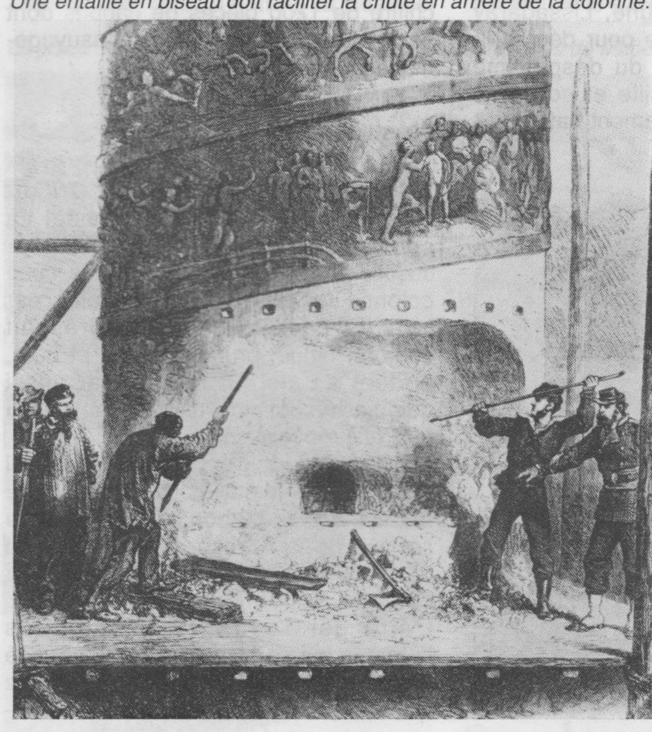
Dès 14 heures, une foule énorme remplit les rues proches de la place Vendôme. Des rumeurs circulent, s'enflent, prédisant toutes sortes de catastrophes : il y a là comme un acte sacrilège, on le sait bien. Gustave Courbet lui-même est inquiet : il a reçu, depuis quelques jours, de nombreuses lettres de menaces prétendument signées de rescapés de la Grande-Armée, qui lui promettent de venger par sa mort cette profanation.

L'ingénieur, lui, s'est déclaré par contrat *en mesure d'éviter tout danger.* La colonne a été sciée horizontalement, tel un arbre, un peu au-dessus du piédestal. Une entaille en biseau doit faciliter la chute en arrière sur un vaste lit de fagots, de sable et de fumier, accumulé dans l'axe de la rue de la Paix. Un cable, attaché au sommet du monument, s'enroule autour du cabestan fixé à l'entrée de la rue. La place, isolée par des barricades, est remplie de gardes nationaux.

Tout est maintenant en place pour un spectacle de choix, une grande cérémonie officielle. Seuls les invités, porteurs d'un coupe-file à leur nom, orné d'une pique et d'un bonnet phrygien, peuvent s'approcher. Pas de surprise : les meilleures places sont au balcon du ministère de la Justice.



Une entaille en biseau doit faciliter la chute en arrière de la colonne.



Delescluze

Un témoin de qualité : Vuillaume

Le témoignage d'un de ces illustres invités nous est, parmi d'autres, fort précieux : celui de Maxime Vuillaume, l'un des rédacteurs du *Père Duchêne,* qui voulait ressusciter la feuille d'Hébert, et qui a conté dans ses très beaux *Cahiers rouges* ces moments d'émotion.

L'arrivée sur la place, d'abord : "Droite dans le ciel d'une pureté superbe - un ciel de floréal - la colonne se dresse. Le drapeau rouge, fixé à la balustrade, caresse mollement la face de César. (...) Les boutiques sont fermées. Collées sur les carreaux, de longues bandes de papier en croix, pour amortir les vibrations." (12)

Suivons notre témoin sur le balcon de Protot, le délégué à la Justice : "Il y a foule dans la grande salle du ministère. Le balcon est déjà tout occupé. Par les fenêtres largement ouvertes, la place apparaît, grouillante d'uniformes. Le soleil brûle les pavés. Debout, appuyé contre la grille de la colonne, un jeune commandant d'un des multiples bataillons de *Vengeurs*, de *Défenseurs*, ou de *Turcos.* (...) Aux angles de la place, des musiques, dont les cuivres étincellent. Au-dessous de nous, cinq ou six membres de la Commune. Miot,


RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté. Egalité. Fraternité.

PLACE VENDÔME

Laissez passer et circuler librement dans la Place Vendôme le 16 Mai courant

Le citoyen Gustave Lemaire

Paris le 16 Mai 1871

Signature du Titulaire — Le Major de la Place Vendome

Mayer

Laissez-passer d'un invité le jour de la démolition.

avec sa haute taille et sa longue barbe blanche. Ferré, tout petit, le masque envahi par la barbe noire, le nez busqué, deux yeux noirs, noirs, très doux, qui brillent cependant, derrière le lorgnon, d'une flamme étrange. Sur le piédestal de la colonne, une demi-douzaine d'hommes, courrent avec animation, interrogeant du regard l'écorchure du fût" (13).

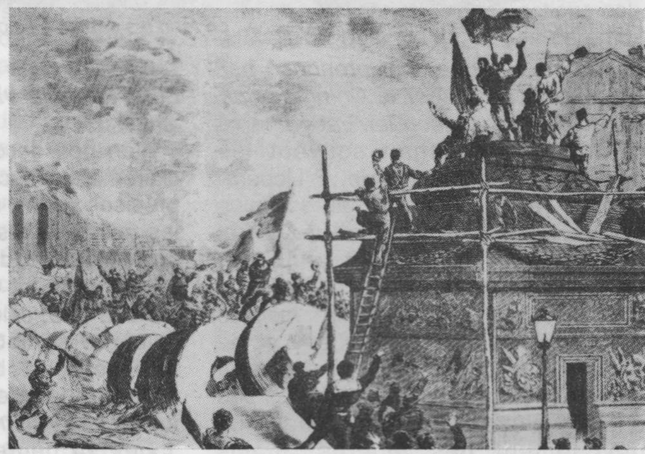
A 15h.30, les fanfares des 172e et 190e bataillons de fédérés ouvrent la cérémonie en jouant *la Marseillaise*. *Le Chant du départ* lui succède et l'on commence à tendre les cordes du cabestan. "On tire. Crac... Le cabestan cède. Les cordes se détendent... Murmures de déception. On dit qu'il y a des bléssés..."(14). Dix sept hommes ont été en effet projetés au sol, l'un d'eux est blessé. Des bruits de trahison circulent. "On va chercher d'autres poulies... Une grande heure d'attente. Et l'on roule, dans un coin de la place, à l'abri, la lunette de l'astronome en plein vent, oubliée là, et qui allait être écrasée, elle aussi, bien innocente cependant" (15).

17h 15 - Sur le piédestal, on enfonce des coins au pied du fût. Le drapeau rouge, qui flottait depuis quelques jours au sommet du monument, vient d'être enlevé. Simon Mayer, le commandant de la Place, paraît tout là-haut, sur la balustrade. Il agite longtemps un drapeau tricolore, le fixe à la grille et redescend vite. Très vite, mais cela paraît interminable aux spectateurs qui attendent; et s'impatientent. Enfin! Voilà le cabestan qui, à nouveau, vire.

Il est maintenant 17h 26. Ecoutons une nouvelle fois Vuillaume : "Devant nos yeux passe subitement le battement d'aile d'un oiseau gigantesque... Un zigzag monstrueux... Ah! je ne l'oublierai jamais, cette ombre colossale qui traversa ma prunelle!... Blouf!... Un nuage de poussière... Tout est fini... La colonne est à terre, ouverte, ses entrailles de pierres au vent... César est couché sur le dos, décapité. La tête, couronnée de lauriers, a roulé, tel un potiron, jusqu'à la bordure du trottoir" (16).

Autre communard illustre et superbe historien de la Commune, Lissagaray n'est pas moins lyrique pour décrire la chute de ce symbole du despotisme militaire : "César oscille et son bras chargé de victoire vainement bat le ciel. Le fût s'incline, d'un coup se brise en l'air avec des zigzags et s'abat sur le sol qui gémit. La tête de Bonaparte roule et le bras homicide gît détaché du tronc. Une acclamation comme d'un peuple délivré jaillit de milliers de poitrines. On se rue sur les ruines et, salué de clameurs enthousiastes, le drapeau rouge se plante sur le piédestal" (17).

Les acteurs de l'événement sont en liesse. Un, deux, trois orateurs de fortune se succèdent pour dire leur joie. Des hommes se précipitent pour se partager les débris. Mais la Monnaie veille, jalouse de ses prérogatives budgétaires. Et tout un chacun peut alors constater la matière dont était faite la colonne impériale. Le rédacteur de *l'Estafette* ne cachera pas sa surprise : "Les privilégiés admis à contempler ce que fut la colonne ont pu constater avec nous, à leur grand étonnement, que les parties lisses du revêtement de bronze de cet édifice n'avaient pas plus de 2 cm d'épaisseur, ce qui nous autorise à réduire d'au moins moitié le prétendu chiffre de 1200 pièces de canons dont se composait ce trophée de la sauvagerie césarienne" (18).



...Une acclamation comme d'un peuple délivré jaillit des milliers de poitrines...

...La colonne est à terre, ouverte, ses entrailles de pierre au vent..



"Justice est faite !"

Deux jours plus tard, *le Cri du Peuple* exulte : "Elle est tombée! La sentence du peuple est exécutée. Justice est faite! Elle est tombée cette colonne faite de canons achetés par tant de cadavres, qui se dressait sombre, rigide, brutale, lourde et bête, portant au ciel un faux César aussi odieux, despotisme militaire au milieu du Paris républicain."

Tout le monde n'est pas de cet avis, il s'en faut. A Versailles, bien sûr, où le maréchal Mac-Mahon, qui commande l'armée de la France, proteste par un ordre du jour indigné : "Soldats ! La colonne Vendôme vient de tomber. L'étranger l'avait respectée. Des hommes qui se disent Français ont osé détruire, sous les yeux des Allemands qui nous observent, ce témoin des vic-



...César est couché sur le dos, décapité..(On reconnaît ici Gustave Courbet en chapeau haut de forme).

toires de nos pères contre l'Europe coalisée (...)". Proclamation malhonnête, qui entretient la confusion entre Napoléon et ceux qu'il fit périr sur les champs de bataille. Mais texte habile, tant dans l'esprit populaire Badinguet et Bonaparte ne s'identifient pas. Le mythe napoléonien a la vie dure et les réactions sont, dans la capitale même, très partagées : Fallait-il vraiment abattre la colonne pour déboulonner une idole ?, se demande-t-on. La Commune n'avait-elle pas des mesures plus urgentes à prendre ? Et le Parisien n'est-il pas, au fond, très attaché à ses monuments ? "Malgré les bombardements, malgré les exécutions sans procès, les ambulances mitraillées, les blessés achevés et les prisonniers fusillés, Versailles marque un point dans la guerre psychologique" (19).

Décision maladroite pour certains, inopportune pour d'autres, la destruction sacrilège soulève les passions des amis de l'ordre. L'explosion de la cartoucherie Rapp, le lendemain 17 mai, apparaît à beaucoup comme un acte de vengeance des Versaillais. Et George Sand peut laisser éclater, deux jours plus tard, sa haine de classe : "Paris tout entier est ivre-mort! Le seul exploit c'est de jeter la Colonne à terre. Vive Courbet! (quelle ignominie). On ne comprend pas que l'armée n'en finisse pas avec cette orgie."

Moins d'une semaine plus tard, cet écrivain bourgeois aura de quoi être comblé : libérés par Bismarck à cette fin, officiers et soldats d'une armée prisonnière massacreront et condamneront par dizaines de milliers ces hommes et ces femmes qui avaient eu l'affront d'afficher haut et fort leur liberté. La communarde Louise Michel pourra, bien plus tard, de retour du bagne de Nouvelle-Calédonie, dire sa rage et son dégoût : "D'abord, la tuerie en masse avait eu lieu quartier par quartier à l'entrée de l'armée régulière, puis la chasse au fédéré, dans les maisons, dans les ambulances, partout. On chassait dans les catacombes avec des chiens et des flambeaux (...)" (20).

La vengeance du parti de l'ordre

Le samedi 27 mai, alors que la soldatesque fusille à tour de bras, Rossel, qui est encore caché dans Paris, note dans son *Journal* que "l'Assemblée de Versailles fait à la Commune une concurrence déloyale : elle décide que la colonne Vendôme sera rebâtie, et détermine même les inscriptions en style lapidaire qui seront gravées sur le socle" (21). La guerre des symboles est loin d'être morte : républicains ou monarchistes, les bourgeois sont bien décidés à se venger. Ils ont eu si peur de perdre leur pouvoir et leurs privilèges...

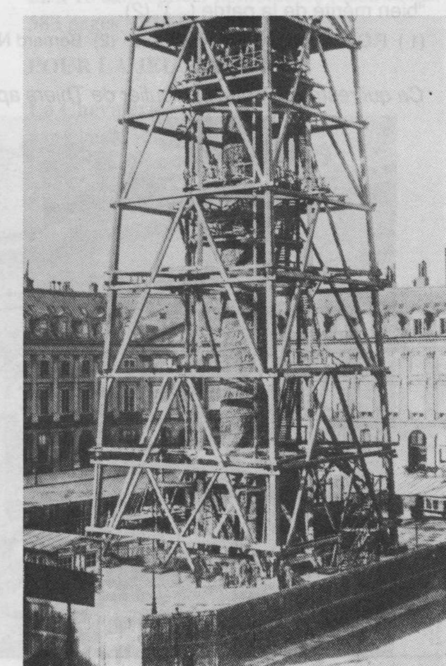
Gustave Courbet, arrêté le 7 juin, est l'objet de rancunes féroces. Ainsi, l'écrivain Barbey-d'Aurévilly suggère-t-il de "montrer à toute la France le citoyen Courbet scellé dans une cage de fer sous le socle de la colonne... On le ferait voir pour de l'argent" (22).

Traduit devant le 3e conseil de guerre siégeant à Versailles, et tenu pour responsable du sacrilège, le peintre a beau jeu de démontrer qu'il n'était pas encore membre du Conseil de la Commune lorsque fut signé le décret qui ordonnait la démolition de la colonne. Et puis, argumente-t-il à l'audience du 14 août 1871, lui, voulait seulement la déboulonner, la transporter aux Invalides, et non la détruire. A le croire, la colonne obstruait, elle était laide, affreusement laide : "C'était de la sculpture comme un enfant en ferait. Pas de perspective.

La place Vendôme est maintenant occupée par les troupes de Mac-Mahon.



En 1875, la colonne est reconstruite.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 294 LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ N° 294

COMMUNE DE PARIS

Le Comité de Salut public,

Vu l'affiche du sieur Thiers, se disant chef du Pouvoir exécutif de la République française;

Considérant que cette affiche, imprimée à Versailles, a été apposée sur les murs de Paris par les ordres dudit sieur Thiers;

Que, dans ce document, il déclare que son armée ne bombarde pas Paris, tandis que chaque jour des femmes et des enfants sont victimes des projectiles fratricides de Versailles;

Qu'il y est fait appel à la trahison pour pénétrer dans la place, sentant l'impossibilité absolue de vaincre par les armes l'héroïque population de Paris,

ARRÊTE :

Art. 1er. Les biens meubles des propriétés de Thiers seront saisis par les soins de l'Administration des Domaines.

Art. 2. La maison de Thiers, située place Georges, sera rasée.

Art. 3. Les citoyens FONTAINE, délégué aux Domaines, et J. ANDRIEU, délégué aux Services publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution IMMÉDIATE du présent arrêté.

Paris, le 21 floréal an 79.

Les Membres du Comité de Salut public,

ANT. ARNAUD, EUDES, F. GAMBON, G. RANVIER.

Pauvre Monsieur Thiers !

Le 21 floréal, an 79, autrement dit le 10 mai 1871, alors que les combats font rage de Saint-Ouen à Neuilly et que les obus versaillais éventrent les maisons de Paris, le premier acte du nouveau Comité de Salut Public est d'ordonner la destruction du domicile parisien de Thiers, place Saint-Georges.

Le vendredi 12 mai, le drapeau rouge flotte sur la demeure du "chef de pouvoir éxécutif", réfugié à Versailles. Et, le lendemain, Da Costa grimpe sur le toit, pioche en main. Destruction symbolique, rituelle, de l'hôtel particulier de celui que les Communards affublent volontiers de surnoms colorés : Adolphe-le-Petit, Coeur saignant, Obus 1er, Général Tom Pouce ...

Comme tant d'autres, le journaliste Rochefort applaudit, dans *Le Mot d'Ordre* : "Il est de toute justice que ce vieil évadé voie tomber sa maison dans un décret, puisqu'il a l'infamie de faire tomber les nôtres sous les obus."

Thiers en devient enragé. Et plus odieux encore. Le fait est que, notera Lissagaray, "cette étourderie valut au bombardeur un petit palais que l'Assemblée rurale lui vota (...)" (1). L'historien réputé qui se prenait pour un fin stratège ne répugnait pas à soigner ses petites affaires personnelles : il se fit en effet rembourser son cher hôtel particulier. Au prix fort. Au fond, nous dit Bernard Noël, "peut-être rien n'est-il plus révélateur de son caractère que le marchandage auquel il se livra devant l'Assemblée nationale alors que Paris sentait encore le cadavre. Il réclama 1.600.000 francs à titre de dommages, l'Assemblée offrit 1.000.000, somme jugée très large. Thiers finit par transiger à 1.053.000 francs. Les historiens ne l'en félicitent pas moins d'avoir magnifiquement redressé l'économie française (...). Le 17 mars 1873, à l'unanimité, l'Assemblée vota que Thiers avait "bien mérité de la patrie (...)" (2).

(1) P.O. Lissagaray, *op. cit.*, p. 285. (2) Bernard Noël, *op. cit.*, p. 347.

Ce qui reste de l'hôtel particulier de Thiers après sa destruction.



Rien. (...) Sur la place Vendôme c'était une prétention malheureuse d'oeuvre d'art qui faisait rire les étrangers. Aux Invalides, c'était autre chose. C'était un souvenir militaire qui n'avait pas besoin d'être artistique" (23).

Souci esthétique, soit. Courbet n'était pas seul responsable de cette décision et l'on comprend qu'il ait choisi, comme tant d'autres, d'esquiver ses responsabilités devant ses juges, alors que tombaient encore sous les balles des pelotons d'exécution tant de ses amis. L'on a cependant peine à croire que le peintre n'était animé que de ce que le président du tribunal qualifiera de *zèle artistique*. A preuve, ces "Lettres de Gustave Courbet à l'armée allemande et aux artistes allemands", rédigées dès octobre 1870 et où l'on peut lire cette invitation : "Laissez-nous vos canons Krupp, nous les fondrons ensemble; le dernier canon, gueule en l'air, coiffé du bonnet phrygien, planté sur un piédestal acculé sur trois boulets, et ce monument colossal, que nous érigerons ensemble sur la place Vendôme, sera notre colonne, à vous et à nous, la colonne des peuples, la colonne de l'Allemagne et de la France à jamais fédérées" (24).

Amour de l'art, d'un art libéré des tutelles académiques, des contraintes politiques et économiques, bien sûr. Mais aussi désir non moins sincère d'une paix, d'une fraternité universelle qui passe, sans coup férir, par la destruction de tous les édifices militaristes. Et Courbet de tonner en ces termes : "Quand les frontières auront disparu, plus ne sera besoin de forteresses pour les garder. Plus de forteresses, partant, plus d'armées... Les assassins seuls tueront...". Belle utopie, prématurée sans doute. Mais en définitive non contradictoire avec son système de défense, qui préférerait mettre l'accent sur la protection des oeuvres d'art qu'il avait assurée. La trempe d'une Louise Michel tenant tête aux juges militaires est, à proprement parler, exceptionnelle.

Courbet accablé

La modération relative de la peine (6 mois de prison, 1500 F d'amende) qui frappe le peintre ne suffit pas à satisfaire la soif de vengeance des amis de l'ordre. Le 30 mai 1873, soit six jours à peine après son élection à la présidence de la République, Mac-Mahon propose la reconstitution de la colonne. Et un projet ubuesque, à peine croyable, germe : faire payer à Courbet cette reconstruction!

Une saisie-arrêt est sur-le-champ prononcée sur tout ce que le peintre possède à Paris et à Ornans. L'artiste finit par se réfugier en Suisse, près de Vevey, pour échapper à la ruine. La colonne est reconstruite, à nouveau surmontée de l'effigie de l'empereur. Et, le 4 mai

1877, la facture lui est présentée : 323.091 francs et 68 centimes, soit la bagatelle de trois à quatre millions de nos francs actuels. Accablé, le peintre demande à payer par annuités. *Faveur accordée* : il devra payer quelque 10.000 F par an, pendant 33 ans, jusqu'à sa ... 91e année. Epuisé, attristé de tant de bassesse, Gustave Courbet mourra le 31 décembre 1877 : la veille du jour fixé pour le paiement de sa première annuité.

Une semaine plus tard, Jules Vallès, lui aussi en exil en Suisse, rendra au grand peintre ce bel hommage : "Après tout ne le plaignons pas ! Il a eu la vie plus belle que ceux qui sentent, dès la jeunesse et jusqu'à la mort, l'odeur des ministères, le moisi des commandes. Il a traversé les grands courants, il a plongé dans l'océan des foules, il a entendu battre comme des coups de canon le coeur d'un peuple, il a fini en pleine nature, au milieu des arbres, en respirant les parfums qui avaient énivré sa jeunesse, sous un ciel que n'a pas terni la vapeur des grands massacres (...) (24).

La Commune avait eu l'insolence de vouloir déclarer la paix au monde. Elle posait les premières pierres d'une République qu'elle voulait universelle en couchant dans le fumier celles qui se dressaient en colonne pour immortaliser le despotisme militaire. *Quel honneur* !, éructait le très officieux *Journal des débats* au lendemain de la Semaine sanglante : "Notre armée a vengé nos désastres par une victoire inestimable". Une victoire sur le peuple qui l'entretenait et dont elle se nourrissait. Quoi d'étonnant à ce que l'un des premiers actes de la bourgeoisie victorieuse fut de généraliser le service militaire obligatoire, de célébrer la soldatesque. "De relever ce bâton énorme, symbole de sa souveraineté", écrira Lissagaray : "Pour remonter le maître sur son piédestal, il fallut un échafaudage de trente mille cadavres" (26).

Michel AUVRAY

NOTES

1 - Henri Heine, cité par P.O. Lissagaray, "Histoire de la Commune de 1871", Librairie contemporaine de H. Kistemaeckers, Bruxelles, 1876 - Réédition F. Maspéro, 1972, P. 290

2 - Armand Lanoux, "Le Coq rouge. Une histoire de la Commune de Paris", Grasset, 1872 - Réédition Librairie J. Tallandier, 1972, P. 319.

3 - Texte de la pétition cité par Maxime Vuillaume, in "Mes Cahiers rouges au temps de la Commune", Paul Ollendorff, 1909. Réédition fac-similé, Albin Michel 1971, p. 251.

4 - Julles Vallès, in "Le Réveil" du 6 janvier 1878, cité par Maurice Chourry, in "Les poètes de la Commune", Seghers, 1970, p. 241.

5 - Bernard Noël, "Dictionnaire de la Commune", Fernand Hazan, 1971, p. 104.

6 - Jacques Rougerie, "Procès des Communards", Julliard, Collec. Archives, 1964, p. 185.

7 - Cité par Bernard Noël, op. cit., p. 21.

8 - Ibid., p. 358.

9 - Michel Winock, "La Fièvre hexagonale. Les grandes crises politiques (1871-1968)", Calmann-Lévy, 1986. Réédition seuil, collec. Points, 1987, p. 40.

10 - Jean-Pierre Azema et Michel Winock, "Les Communards", Ed. du Seuil, collec. Le temps qui court, 1964, p. 123.

11 - P.O. Lissagaray, op. cit., p. 224.

12 - Maxime Vuillaume, op. cit., pp. 246-247.

13 - Ibid., p. 248.

14 - Ibid., p. 249.

15 - Id.

16 - Ibid., pp. 249-250.

17 - P.O. Lissagaray, op. cit., p. 291.

18 - "L'Estafette", 19 mai 1871.

19 - Armand Lanoux, op. cit., pp. 321-322.

20 - Louise Michel, "La Commune. Histoire et souvenirs", Stock, 1898. Réédition Maspero, 1970, t.II, p. 63.

21 - Louis-Nathaniel Rossel, "Mémoires, procès et correspondance", présentés par Roger Stéphane Jean-Jacques Pauvert, 1960.

22 - Cité par Jean-Pierre Chabrol, dans sa préface à l'ouvrage de Maurice Chourry, op. cit., p. 29.

23 - Cité par Maxime Vuillaume, op. cit., pp. 251-252.

24 - Cité par Bernard Noël, op. cit., pp. 103-104.

25 - Jules Vallès, in "Le Réveil", 6 janvier 1878, op. cit.

26 - P.O. Lissagaray, op. cit., p. 291.



Les grèves des "pénichiens" mariniers du Nord, en 1904

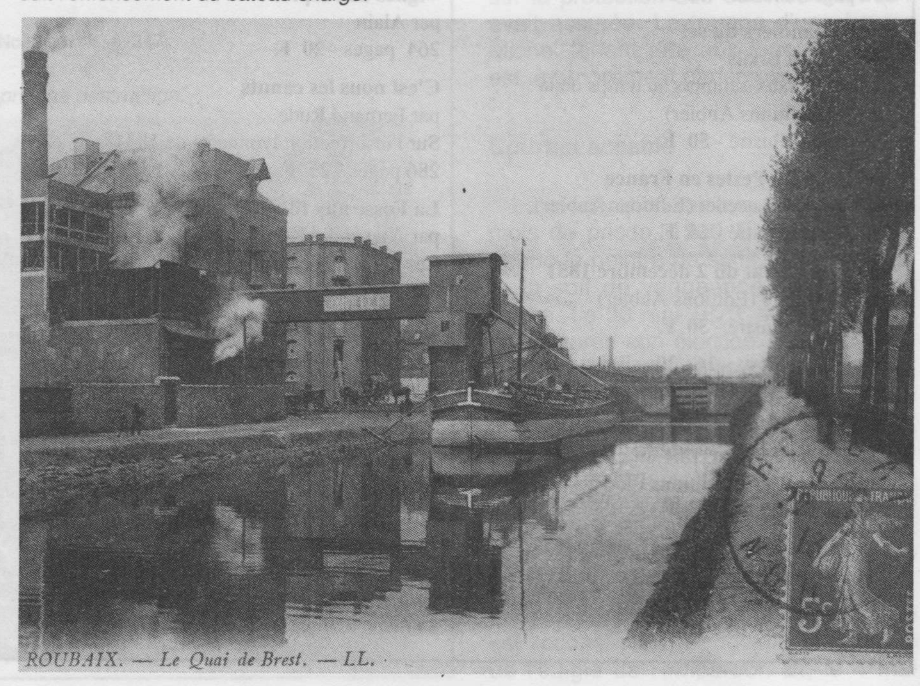
Après une période de prospérité passagère vers 1900, prospérité due en grande partie à l'Exposition Universelle, le marasme s'installe dans le petit monde des transports par eau. Dès la fin de 1903, de nombreux observateurs jugent la situation très préoccupante et attirent sans succès l'attention des pouvoirs publics. Les syndicats de bateliers dénoncent l'exploitation de la détresse des leurs par des spéculateurs de toutes sortes, les abus et les maladresses des courtiers et, finalement, l'impossibilité pour les "pénichiens" de vivre décemment.

Parmi ces syndicats, le Groupement des Batelleries Françaises et Belges joue un rôle de premier plan. Il a été fondé à Pontoise, le 10 juillet 1904 par Chanovin qui en devient le premier leader. Chanovin est cafetier-restaurateur à l'Ile Saint-Denis, petite ville de la région parisienne où se garent de très nombreux bateaux. Dans ce quartier de mariniers, il prend la mesure de la crise commerciale et de la tragique situation dans laquelle se trouvent plongés de nombreux "pénichiens". Il a déjà participé au lancement d'une mutuelle : La Gardienne, quand, en 1903 il entreprend une tournée dans le Nord afin de persuader les bateliers de s'unir et de réagir.

Au cours de cette campagne, il réussit à rassembler plus de 4500 signatures au bas d'une pétition demandant la création d'un Groupement Général. Dès le 15 août 1904, le syndicat revendique 6000 adhérents et publie *Le Pénichien*, porte-parole du G.G.B.

Pour Chanovin et ses partisans, il est impossible d'admettre "le désastre réel qui entame et menace la grande et noble corporation" sans réagir par "l'union étroite de tous les membres de la grande famille" de la marine. Les combinaisons déloyales et les médiocres bénéfices réalisés par la Marine désorganisent les courants commerciaux et les habitudes des clients de la voie d'eau. En "graissant la patte" aux intermédiaires courtiers, par une ristourne supplémentaire, les bateliers ne sont même plus certains d'obtenir un chargement. Et les conditions financières ne cessent pas, elles non plus de se dégrader. N'ayant souvent que peu

Péniche en cours de chargement sur le canal de Roubaix. Sur la coque un grisé plus clair traduit l'enfoncement du bateau chargé.





Péniche chargée sur le canal de l'Aisne à la marne. On remarquera l'attelage mixte composé d'un cheval et d'un mulet. A l'approche de l'écluse la marinière se tient sur les veules avant, prête à saisir les cordages.

d'avance de trésorerie, le "pénichien" demande qu'une partie du prix total payé pour le trajet lui soit remise avant le départ. Parfois, cela peut même constituer une condition nécessaire à l'éxécution du transport si le marinier ne possède plus les sommes indispensables pour couvrir les frais divers du voyage. Les courtiers pratiquent alors des "avances" à des taux usuraires : un intéret de deux pour cent la semaine est fréquent ! Toutes ces pratiques constituent aux yeux de Chanovin "un ensemble ruineux pour la Marine"

Vous devriez être tout : Vous n'êtes rien !

S'unir et réagir deviennent donc les deux mots d'ordre privilégiés du Groupement.

Comme pour Chanovin, les courtiers sont les grands responsables de la crise, la seule solution pour en sortir, c'est... de les supprimer ! Le Groupement entrerait directement en contact avec les clients et répartirait équitablement le travail entre ses adhérents : "Alors, plus de ces concurrences par le besoin de vivre, plus d'hésitations ni d'exploitations, plus de procédures et de tracasseries, de ces longues attentes aux rivages des mines ou des chantiers..."

Le Groupement devrait constituer une "force colossale" capable d'arracher une organisation des transports "équitable et précise". Des règlements à négocier détermineraient les affrètements, les délais de chargement et de déchargement, et les diverses modalités des voyages. Le tout serait connu et respecté par toutes les parties. Plus de clauses abusives ni de contrats reconnus par les uns et refusés par les autres !

L'exemple de Charleroi : l'Agence d'affrètement

Les mines de cette région sont aussi anciennes que celles du Nord et de Mons. Le charbon extrait sert principalement à alimenter les fours domestiques. En direction de la France, deux axes se concurrencent : celui de la Meuse vers l'est, et celui de Paris par le canal de la Sambre à l'Oise. Ce dernier a été concédé à une Société Anonyme en 1832, pour 99 ans. Cette Société multiplie ses efforts pour y développer la navigation puisqu'elle prélève au passage des droits. Or, sur cet axe, de grandes variations de fret ont été enregistrées dès le milieu du 19ème siècle. Les fortes crues de la Sambre, présumées ou effectives, influencent les prix. C'est dans le but de stabiliser les cours et d'ajuster les demandes de transport des Mines au nombre de bateaux disponibles vers Charleroi qu'en 1886, la Société du Canal de la Sambre à l'Oise met en place une Agence d'affrètement. Cette initiative est combattue par les courtiers et les clients de la voie d'eau qui l'empêchent durant deux ans de fonctionner correctement. Mais, à partir de 1890, un système complexe se déploie et finit par s'imposer. Cette organisation de l'affrètement repose sur trois éléments principaux.

1 - La publicité de l'offre et de la demande : La société a établi deux centres d'informations à Chauny et à La Fère, à l'entrée du Canal. Au jour le jour, les "pénichiens" obtiennent des renseignements sur le nombre de bateaux, leur destination et la situation du marché. A Charleroi, des séances d'affrètement se déroulent trois fois par semaine. A chacune d'elles, on communique aux mariniers l'ensemble des demandes de transport parvenues à l'Agence.

2 - Le tour de rôle : A leur passage à Erquelinnes, sur la Sambre, les bateaux vides sont inscrits sur un registre, selon leur ordre d'arrivée. Le jour de la séance d'affrètement, le premier batelier de cette liste choisit son voyage. Ce système supprime la concurrence entre les mariniers et répartit le travail entre eux.

3 - Des frets réguliers : La Société stabilise les cours tout au long de l'année pour les bateliers en jouant sur un système de primes d'affrètement. En été, quand les cours restent bas, elle donne une forte prime aux mariniers; quand les prix montent, elle réduit d'autant les primes.

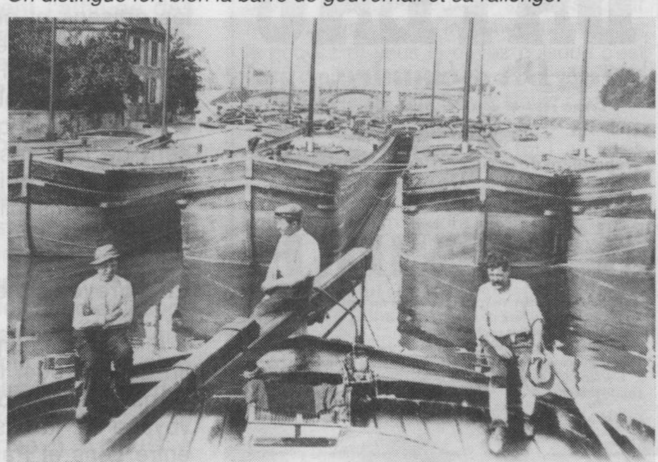
Pour attirer les "pénichiens", l'Agence leur offre un ensemble d'avantages complémentaires non négligeables : réduction des droits de péage sur le canal, gratuité du halage et du dédouanement à Jeaumont... Ainsi elle conquiert le quasi monopole des voyages de charbon de Charleroi vers Paris.

Cette organisation du marché en Belgique fournit aux responsables syndicaux un exemple de ce qui peut être réalisé concrètement et avec succès.

L'échec de la Chambre d'affrètement en France

A l'initiative de la Chambre de Commerce de Cambrai, une série de conférences se tient en 1899 en vue de créer une Chambre semblable à celle de Charleroi. Ces réunions regroupent des Chambres de Commerce, des Compagnies Minières, des ingénieurs de la navigation et des représentants syndicaux des bateliers du Nord. Mais on ne parvient pas à un quelconque accord.

L'attente. Les pénichiens se sont rassemblés sur les veules arrière. On distingue fort bien la barre de gouvernail et sa rallonge.



Une seconde tentative, fin 1903, aboutit au même résultat. Constatant ces échecs successifs, les Houillères organisent alors elles-mêmes une Chambre d'Affrètement à Douai,"*en vue de concilier les intérêts de la Batellerie avec ceux du Commerce et de l'Industrie*". Cette Chambre fonctionne à partir du 7 juillet 1904. Désormais, chaque Mine, au lieu d'avoir ses propres affréteurs, est représentée collectivement par des courtiers agréés. Comme les bateliers craignent pour leur indépendance, ils boudent le système. Plusieurs bureaux de ce type sont ouverts, mais devant leur peu de clients, ils ferment les uns après les autres

Et pendant ce temps, la crise s'aggrave !

L'effondrement des cours

A la fin du mois d'août 1904, le fret offert aux mariniers pour transporter une tonne de houille de Lens à Paris tombe à 4,75 F alors qu'en cette période de l'année, il tourne habituellement autour de 5,50 à 6 F. Les cours se sont donc effondrés. L'administration estime, en effet, qu'à moins de 5,50 F les bateliers travaillent à perte. Alors à 4,75 F !

Ce mouvement descendant des frets, dû avant tout à la faiblesse des demandes de transport, se trouve largement amplifié par la nouvelle politique suivie par les grandes Compagnies de Chmin de Fer, qui baissent leurs tarifs pour devenir plus compétitives. Dans ce même but, elles réalisent entre elles des accords commerciaux. Par exemple, les Compagnies du Nord et de l'Ouest s'accordent pour faire venir la houille dans la banlieue ouest de Paris sans supplément de prix.

Les "pénichiens" ne comprennent pas cet effondrement des cours et peu à peu, leur colère monte. Ils imputent la


UN

BATEAU

Dit Bélandre,

Connu sous le nom des deux Sœurs-Volantes,

Avec tous ses agrès,

Dépendant de la succession bénéficiaire de M. Augustin Roefs, décédé à Lille le premier juillet 1837,

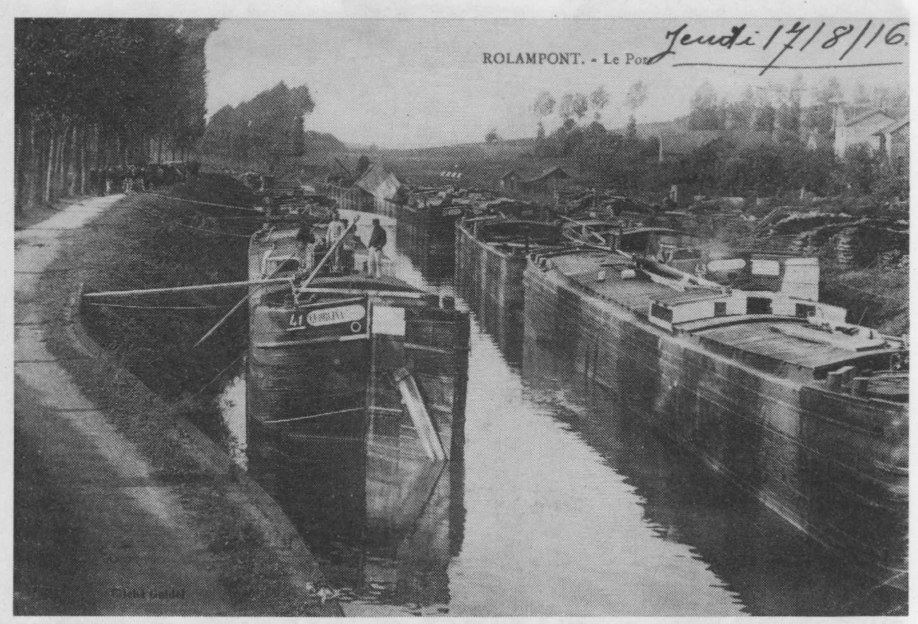
A VENDRE.

LE lundi 31 juillet 1837, à dix heures du matin, commune de La Magdeleine, en face du rivage Sainte-Hélène, il sera vendu au plus offrant et dernier enchérisseur,

Le Bateau ci-dessus désigné, qui se trouve en station à La Magdeleine, audit rivage Sainte-Hélène, où les amateurs pourront le visiter.

L'assemblée au cabaret de la Prise-d'Alger, en face dudit rivage Sainte-Hélène.

LILLE. — IMPRIMERIE DE L. DANEL.



Péniches en attente de chargement au port de Rolampont, sur le canal de la Marne à la Saône.

responsabilité de leurs malheurs aux courtiers. Certains dénoncent également la concurrence déloyale des Compagnies Minières à la toute puissance desquelles ils sont soumis : ils ne voient dans cette baisse qu'une manoeuvre dirigée contre eux.

Les courtiers n'ont-ils pas rassemblé sous leur obédience des groupes importants de bateliers, mettant fin à leur indépendance économique ? Certains n'ont-ils pas accordé des prêts aux "pénichiens" pour les aider à passer un cap difficile (effectuer les réparations nécessaires, acheter un bateau pour un fils...), ce qui leur permet de les contrôler et de les *tenir* ? D'autres ne profitent-ils pas de la chute des cours pour acheter à faible prix des péniches à des artisans acculés à la vente, péniches qu'ils feront naviguer pour leur propre compte, avec des commis à bord ? Autant de pratiques auxquelles les mariniers sont quotidiennement confrontés, d'où leur révolte! Et c'est ainsi que le courtier devient le responsable numéro un de leurs difficultés. Pour leur part, les Mines créent des filiales spécialisées dans le transport des houilles. Ces sociétés concurrencent directement les artisans et pèsent lourdement sur les cours. La présence de ces unités aux rivages miniers est ressentie comme un véritable défi par les "pénichiens". Surtout que ces bateaux jouissent de certains avantages lors des chargements qui s'effectuent sous la seule responsabilité du Directeur de la Mine.

Et la grève éclate à Dunkerque

A la grande surprise de tous, en cette fin d'août 1904, les mariniers de Dunkerque décident de ne plus accepter de voyage sur la base de 4,75 F la tonne entre Lens et Paris. C'est la grève! Ils refusent aussi de traiter avec les courtiers locaux et exigent que l'ensemble des offres passent dorénavant par le Groupement.

Les affréteurs décident de maintenir autoritairement le cours de 4,75 F tant que durera le mouvement : l'épreuve de force est bel et bien engagée !

Pour rendre leur mouvement plus efficace, les bateliers cherchent des appuis extérieurs. La grève est soutenue par la presse locale de gauche, mais le conflit n'a aucun impact sérieux dans la presse nationale. Chavonin prend des contacts avec les dockers du port maritime de Dunkerque et ceux-ci acceptent momentanément de ne plus effectuer les transbordements de cargo à péniche. Mais l'accord entre les deux corporations est de courte durée, malgré les liens étroits qui unissent les Chavonistes aux syndicats dunkerquois.

Quant aux non-grévistes, ils continuent à s'affréter à 4,75 F (base Lens-Paris). C'est alors que les *mariniers rouges* décident de bloquer complètement la voie d'eau en dressant des barrages de bateaux pour contraindre *les jaunes* à l'inaction. Cette forme de lutte provoque l'intervention de la force publique pour assurer *la liberté de navigation*. Le conflit se durcit chaque jour davantage.

Les négociations sont longues à s'ouvrir. En effet, les courtiers refusent tout contact avec les représentants syndicaux du G.G.B., les Chavonistes étant considérés comme de dangereux agitateurs irresponsables. Ils exigent de n'avoir en face d'eux que des délégués élus des mariniers en grève. Ces derniers acceptent et la négociation s'engage sous les auspices du Comité Général pour la Défense des Intérets Maritimes et Commerciaux du port de Dunkerque.



Café fluvial. Toujours en bordure de la voie d'eau, permet les distractions familiales. Lors des bals de la marine "ceux d'à terre" ne sont pas admis.

Le "Bureau de Tour" Dunkerquois

Il faut attendre le 22 septembre 1904 pour qu'un accord se réalise, au terme d'un mois de conflit ! Les courtiers fluviaux et les bateliers, délégués par leurs pairs, signent une convention. Cette convention renouvelable est valable pour cinq années et ses modalités s'appliquent à l'ensemble des mariniers, syndiqués ou non.

Les "pénichiens" obtiennent la création d'un "Bureau de Tour", organisé matériellement par les courtiers et géré avec eux. On y établira une *liste de tour de rôle* en inscrivant progressivement les bateaux déclarés libres de chargement. Cette liste, accompagnée de l'ensemble des demandes de transport, sera affichée à la vue de tous pour assurer la publicité des transactions. Les bateliers choisiront leurs voyages à tour de rôle en fonction de l'état réel du marché. Le système aboutit en fait à centraliser les offres et les demandes sur un terrain commun et à supprimer la concurrence entre bateliers.

La Convention prévoit également :

- Un contrat d'affrètement-type : c'est une formule unique qui définit entre autre *la planche* (durée d'immobilisation du bateau entre son affrètement et son chargement), et la commission des courtiers, fixée à 5% (toute ristourne est formellement interdite).

- Une échelle mobile des frets : les prix des voyages sont calculés en fonction du nombre de bateaux inscrits au Tour et des quantités de marchandises à charger. Ce système assure au marinier un fret minimum et évite de trop fortes variations de cours.

La grève de Dunkerque permet aux bateliers d'obtenir des résultats. Le bureau fonctionne sans problème majeur pendant cinq années. Mais, en septembre 1909, lors du renouvellement de la Convention, les mariniers présentent de nouvelles exigences quant aux tarifs. Un nouveau conflit éclate. Le Bureau est fermé, et le 2 octobre 1909, les bateliers votent "la Grève Générale"!

Les industriels veulent retrouver leur liberté et choisir eux-mêmes les bateaux sans passer par le "Bureau de Tour". Des heurts violents opposent les mariniers à la police. Finalement une nouvelle convention est signée le 4 octobre 1909. Mais, les industriels obtiennent le droit de choisir des bateaux hors le Tour, ce qui provoque de nombreux incidents.

29 août 1904 : la grève s'étend

Dès août 1904, le mouvement parti de Dunkerque s'étend rapidement à Douai. Le lundi 29 août, environ soixante-dix mariniers, présents au marché d'affrètement, refusent les 4,75 F. La grève fait tache d'huile, et bientôt toute la région est touchée. Chavonin tient un meeting au café Isbled, place Carnot; il développe les deux revendications majeures des "pénichiens" : *Nous voulons le fret à 5,50 F. C'est notre droit et c'est notre vie!...Plus d'intermédiaires, vive le Groupement* !. Puis on fait serment *de ne cesser la grève que lorsque le Commerce et l'Industrie s'adresseront directement au service d'affrètement du Groupement.*

Lorsqu'ils apprennent l'attitude des bateliers, les trente-trois courtiers présents réagissent violemment. Ils prennent l'engagement *de n'affréter aucun marinier à plus de 4,75 F*, et qui plus est, *de maintenir ce prix* ! Cette déclaration met le feu aux poudres, le mouvement se durcit et s'étend à Lille, Lens et Denain. La grève est quasi-générale.

Face à cette situation, les clients de la voie d'eau abandonnent les courtiers. Ils préfèrent accepter les augmentations demandées par les bateliers plutôt que de risquer de les voir prendre eux-même en mains l'affrètement. Ainsi, dès le 7 septembre, un très gros client, le Gaz Parisien, propose 5 F; puis à Douai, la Chambre d'affrètement des Mines relève son cours type de 75 centimes. Les 5,50 F réclamés par les "pénichiens" sont enfin obtenus.

Après une douzaine de jours de conflit, la grève cesse à Lille, Lens, Denain puis Douai. Les marchés conclus confirment ces cours et certains clients prennent même des mesures rétroactives en augmentant les rémunérations de bateaux ayant quitté le Nord depuis plus d'un mois !

Le rebondissement de l'automne 1904

Mais à partir de la mi-septembre, les cours s'effondrent à nouveau, atteignant même 4,50 F ! Au marché de Douai, le 19 septembre, plus de 200 mariniers se présentent pour...une quinzaine de voyages. De nouveau, on vote la grève. Au fur et à mesure de leur arrivée dans le Nord, et de leur déchargement, les bateaux s'entassent dans les garages et les ports fluviaux. Les amas ainsi constitués deviennent impressionnants. Les péniches s'étendent de manière continue sur les 24 Km séparant Férin de Bouchain sur le Sensée, et ne laissent qu'un passage étroit pour la navigation. Un blocus complet est mis en place au Bassin-Rond d'Estrun où plus de 500 bateaux barrent la voie fluviale.

Le Gouvernement intervient alors pour faire respecter "la liberté de navi-

Appel aux mariniers

Camarades,

En présence de la crise commerciale qui s'aggrave chaque jour et porte un préjudice fatal à votre belle corporation, il est absolument nécessaire et urgent pour vous, pour vos familles, de chercher les moyens de réagir contre cette torpeur qui semble vous envahir en face de la situation actuelle.

Mariniers ! Est-il possible que vous restiez dans cette pénible situation ? Non ! Vous êtes des hommes d'honneur, probes, travailleurs infatigables ! (...) Debout Mariniers, plus de défaillance, plus d'indécision et groupez-vous tous pour le salut de votre cause (...)

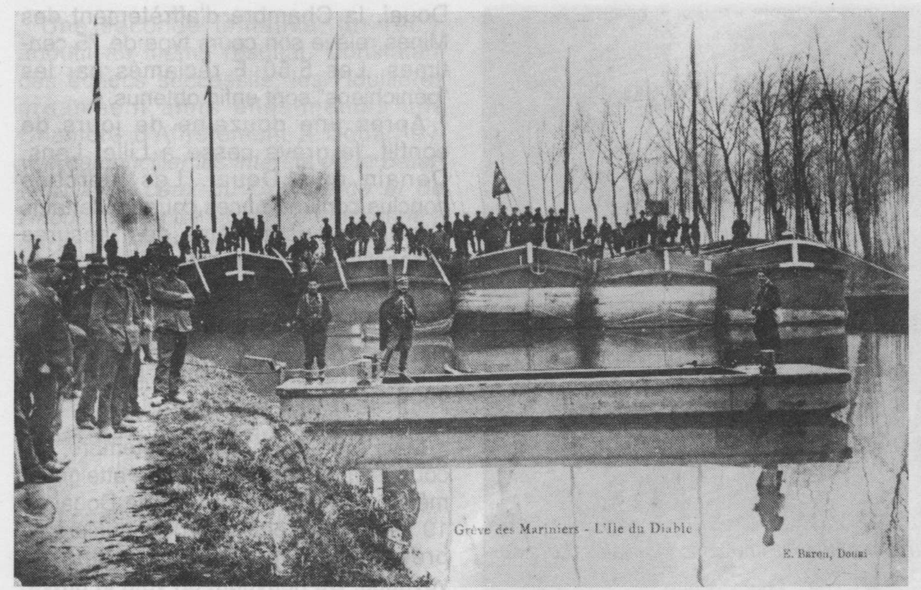
Groupez-vous en une association formidable à laquelle le Commerce et l'Industrie seront heureux de s'adresser, car elle supprimera les intermédiaires. Vous le pouvez et vous le devez puisque c'est votre droit, et en agissant ainsi, vous verrez une ère de prospérité s'ouvrir à nouveau devant vous.

Car vous devriez être tout et vous n'êtes rien (...)

Vous sachant sans défense, on fera de vous ce que l'on voudra et on cherchera à profiter de votre faiblesse pour disloquer tous les jours les meilleurs organes de votre corporation.

Par la division vient la ruine.
Par le Groupement naît la prospérité.

Chanovin
(Extraits d'affiches)



Grève de 1904, Barrage de péniches à l'île au Diable.

gation". Le conflit devient de plus en plus violent.

Le centre du mouvement, le Bassin-Rond, nommé "Port-Arthur" (1), occupe une position stratégique que les "pénichiens" veulent tenir à tout prix. Pourtant, au début de novembre 1904, la gendarmerie et les soldats du génie ouvrent une brèche dans le barrage. Profitant de l'absence de la majorité des bateliers, partis à une réunion, ils donnent l'assaut en lançant des péniches chargées sur le barrage et en prenant place dans de petits canots de fer amarrés sur les flancs et à l'arrière des unités.

Au petit port fluvial de Ferin, près de Douai, rebaptisé "Vladivostok" par les grévistes, les bateliers boulonnent ensemble les bateaux pour résister plus efficacement aux manoeuvres des mobiles chargés d'enlever les barrages.

Des piquets de grèves se généralisent et empêchent, par la force, tout mouvement. On recourt à des actions dites *de ripolinages* : qui consiste à peindre en blanc l'avant et l'arrière des bateaux des *jaunes* tandis que la cabine centrale est recouverte de goudron.

Devant la prolongation du mouvement, les bateliers reçoivent l'appui de la population locale habituée à côtoyer les *gens de l'eau* à la recherche de travail, sur les places publiques . A Noël, une grande fête de bienfaisance est spontanément organisée au profit des enfants des mariniers grévistes.

L'éphémère victoire

L'épreuve de force continue sans qu'aucune des parties ne cède. Chavonin inscrit les bateaux sur un *livre de tour* en fonction de leur date d'arrivée; les affréteurs rassemblent les demandes de transport et interdisent aux clients de s'adresser au Groupement. Les uns possèdent les bateaux et les autres les offres de voyage ! Vers la mi-octobre, les industriels et les commercants accentuent leur pression pour que le conflit cesse : à cette époque de l'année, il faut absolument alimenter Paris notamment en charbon domestique, avant que les glaces n'interrompent la navigation.

Plusieurs tentatives de négociations échouent. Finalement, le 19 novembre, l'accord se réalise. La Chambre de Commerce de Douai s'engage à organiser une Bourse d'affrètement où les cours seront affichés publiquement. Les commissions d'affrètement seront règlementées, du moins pour les voyages vers Paris. Aucun marinier ne sera mis à l'index pour ses prises de positions personnelles au cours du conflit. Enfin, le Préfet du Nord s'engage à intervenir auprès des Mines pour que celles-ci réduisent à quinze jours les délais de chargement aux rivages.

Pour assurer correctement la reprise de la navigation, les courtiers acceptent d'observer l'ordre d'inscription des bateliers sur les registres de "mise au tour" tenus par les syndicats. Mais cette mesure sera tout à fait transitoire et cessera dès que les encombrements auront pris fin.

Les "pénichiens" tiennent une assemblée générale à l'Hippodrome de Douai le 21 novembre. Ils votent la levée des barrages et la reprise du travail après 43 jours de grève.

Comme le compromis signé leur apporte satisfaction sur bien des points, les mariniers se montrent beaucoup trop confiants quant à l'avenir des décisions prises : ils ne se donnent pas les moyens de contrôler l'application de l'accord. Contrairement aux engagements, la Chambre de Commerce refuse de créer la Bourse promise; sa décision est rendue officielle en mars 1905. Elle est motivée par l'impossibilité de faire siéger côte à côte des courtiers et des représentant du Groupement. En fait, la véritable raison tient à l'opposition des Compagnies Minières : leur agence continue à fonctionner sans modification jusqu'à la guerre de 1914. Les commissions d'affrètement limitées d'abord à 30 francs pour un voyage Lens-Paris, augmentent lentement; en 1909, elles dépassent les 100 francs ! Quant aux courtiers, ils ripostent. Prétextant d'avoir à subir "*les procédés inquisitoriaux, vexatoires et violents des représentants du Groupement*", sans que la police douaisienne les pro-

(1) - Par allusion à "L'embouteillage" de Port-Arthur : lors du conflit russo-japonais qui se déroulait la même année, l'amiral Togo avait donné l'ordre d'obstruer l'accès du grand port militaire Russe en faisant couler six vapeurs à l'entrée de la rade.

Les Marinières

Si l'existence du marinier est dure, remplie de fatigues et de difficultés, celle de la femme du marinier est tout simplement digne de pitié. Pour elle, pas de repos. Les minutes mêmes où elle aurait le droit de goûter les joies du foyer lui sont comptées. Elle doit être au poste en même temps que son mari, et ne peut le quitter avant que le bateau soit amarré. Elle supporte avec lui les fatigues écrasantes de la traversée de Cayenne, et sait résister, ce que beaucoup de nos mondaines ne voudraient pas croire, à plusieurs jours et plusieurs nuits consécutives sans prendre de repos. Elle reste, toujours vaillante aux commandes et est forcée, très souvent, d'entendre les insultes des charretiers, brutes que rien ne touche.

Pendant ce temps, les petits sont enfermés dans la cabine. Eux aussi sont presque des déshérités. Ils sont privés des caresses de leur mère et des distractions de leur âge. Parfois, ils appellent désespérément leur mère, qui les entend bien mais ne peut se rendre auprès d'eux. Son coeur se serre en entendant ses petits la réclamer : mais, fidèle au poste, elle ne bouge pas et se résigne à son sort.

Marinières,

N'avez-vous pas songé bien des fois combien est triste et peu enviable votre situation ? N'avez-vous pas rêvé d'une existence moins pénible et plus en rapport avec votre sexe ?

Avez-vous songé que votre vie est perpétuellement en danger ? Que vous pouvez, la nuit surtout, être tuée ou noyée, sans même que votre mari s'en aperçoive ? Savez-vous bien que les reclusionnaires, punies de peines infamantes, ont un labeur moins dur que le vôtre ? Savez-vous encore que votre rôle doit se borner exclusivement à diriger votre ménage, et à vous occuper de vos enfants ? (...)

Par le Groupement, vous obtiendrez toutes les améliorations qu'il conviendra de réclamer. Vous ne serez plus considérées comme des nomades, méprisées comme des chemineaux. Mais estimées et respectées comme doit l'être toute corporation qui a pris comme devise : "Travail, Honneur et Liberté."

Femmes, votre devoir est tout tracé !

tège suffisamment, ils abandonnent la place Carnot pour...Lille. Le conflit dure toute l'année 1911. Et le projet n'est abandonné qu'en octobre. Quant aux cours, ils ne s'améliorent guère.

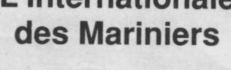
Les "pénichiens" et l'action directe

En apparence, les résultats du mouvement de Douai sont donc décevant, en particulier si on les compare à ceux de Dunkerque. Les Chavonistes voulaient prendre en mains directement l'organisation du marché et répartir entre eux le travail dans un esprit d'égalité et de justice. Il s'agissait là de poursuivre l'oeuvre commencée dès la fin du 19ème siècle quand les "pénichiens" avaient créé des Sociétés Mutuelles de remorquage afin d'échapper à la domination des grandes Compagnies de traction.Ce qu'ils avaient réussi dans ce domaine, échoue donc dans celui de l'affrètement.

Par la suite, les bateliers abandonneront l'idée d'auto-organisation et réclameront l'intervention et la protection de l'Etat. Après de nombreux conflits, le Front Populaire leur donnera satisfaction par une loi de juillet 1936, en organisant des Bourses d'affrètement et en fixant les cours.

En 1904, la lutte des "pénichiens" se concentre sur l'organisation du marché. Ce thème les pousse à rejeter les traditionnelles conférences, réunions conciliatoires et autres manifestations...pour passer à l'action directe.

La grève, pour les bateliers, n'est pas un refus de travail immédiat, comme c'est le cas pour les ouvriers, mais un refus d'affrètement; les mariniers continuent leurs voyages et conduisent leurs chargements à destination, mais ils posent leurs conditions avant d'accepter un nouveau fret. Ce n'est donc pas un conflit classique entre patrons et salariés, mais un groupe d'artisans qui s'oppose à un groupe d'intermédiaires, chargés théoriquement de les représenter auprès de leurs clients.



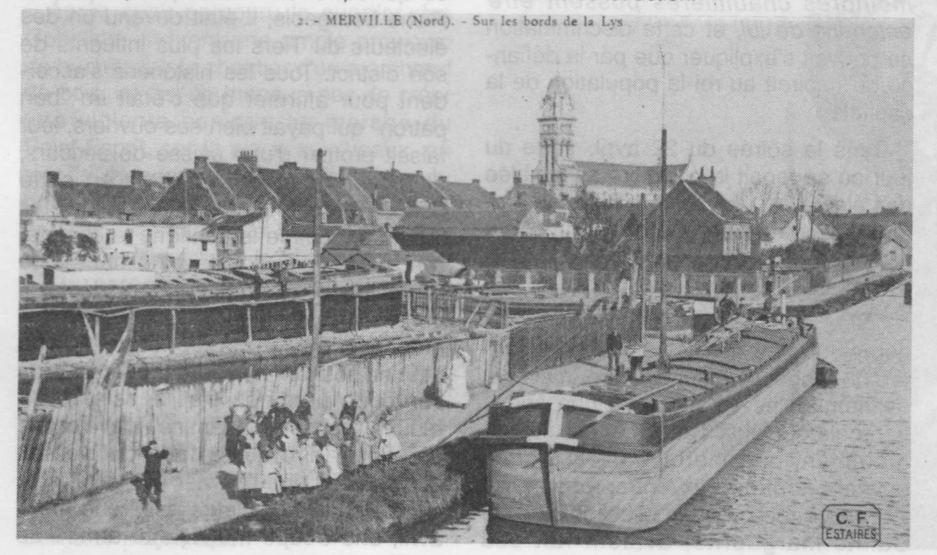
L'Internationale des Mariniers

Debout les victimes d'affréteurs!
Debout les forçats de la faim
Plus d'courtage à ces rongeurs
Plus d'billets bleus dans la main!
Du passé nous leur en f'sons grâce
Les esclaves debout, debout!
La Marine change de base
Nous ne sommes rien, soyons tout !

Refrain :
C'est la lutte finale
Et chantons tous en choeur
L'union cordiale
A bas les affréteurs!

Les Chavonistes jouent un rôle important pour le choix de cette forme d'action. Ils ont été influencés par l'exemple de la batellerie de la Seine. Quelques temps auparavant, en effet, Chavonin avait soutenu une véritable grève des mariniers salariés qui naviguaient sur des bateaux appartenant à de grandes Compagnies de Navigation. Ils exigeaient, en août 1900, des augmentations de salaires. Leurs patrons faisant la sourde oreille, une grève générale de tout le personnel naviguant avait débuté à Rouen en septembre. Des dépêches étaient envoyées rapidement à tous les pilotes et contre-maîtres. Le mouvement s'étendait très vite tout au long de la Seine. Les bateaux interrompirent immédiatement leur trajet. On pouvait lire dans le journal "La Navigation" : *"Tous les chalands faisant le service entre Rouen et Paris sont immobilisés par suite de grève des mariniers. Ces chalands sont au nombre de deux cents, montés en général par quatre hommes, ce qui fait huit cents grévistes... La grève a surpris tous ces chalands en cours de route et tous sont restés à l'endroit de leur voyage où ils se trouvaient, échelonnés entre Rouen et Paris"*. A cette augmentation de salaire s'ajoutaient rapidement deux autres revendications fondamentales touchant leurs conditions de travail et la reconnaissance de leur syndicat. La grève avait duré un mois, l'accord se réalisa sur les salaires, le paiement intégral des journées de grève et la reconnaissance du syndicat.

Derrière la palissade de bois, une péniche est en cours de construction.



La batellerie et le mouvement social

La lutte des "pénichiens" présente de nombreux caractères comparables à ceux du mouvement ouvrier à la même époque.

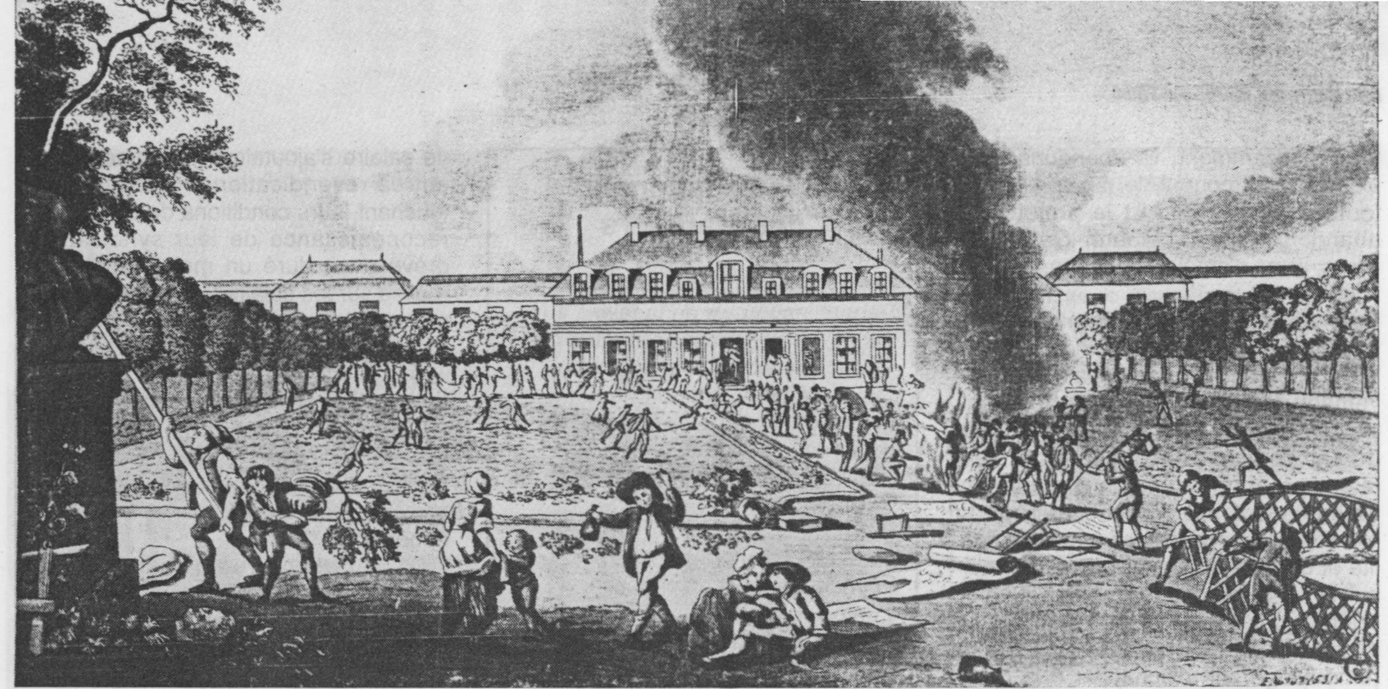
Le fret peut être comparé globalement au salaire de l'ouvrier, mais il correspond au travail et charges de toute la famille. Le "pénichien" n'a pas de patron à proprement parler, il est amené à s'opposer aux courtiers qu'il considère comme ses exploiteurs, ses *rongeurs.* Il les compare à *des rats assiégeant sans cesse le bateau et ses occupants.* Donc, bien que se trouvant dans une situation économique bien différente, et que leurs revendications ne soient pas identiques, ouvriers et bateliers partagent les mêmes luttes.

Au début du siècle, le monde ouvrier se mobilise pour obtenir la diminution du temps de travail, ce qui inquiète vivement les mariniers qui multiplient les démarches, en 1905 et 1906, pour rester à l'écart de toute décision en ce domaine. La loi du 13 juillet 1906, instituant le repos hebdomadaire ne s'appliquera pas aux artisans bateliers; ceux-ci ont fait valoir leurs longs moments d'inactivité imposés par les conditions de la navigation de cette époque.

En 1904, seule la région du Nord est touchée par un mouvement de grève partiel et limité de la batellerie, ce qui s'inscrit bien dans la stratégie adoptée par la classe ouvrière : après l'échec de la tentative de "grève générale" de 1898, les syndicats optent pour des actions locales et dures, tout comme à Dunkerque et Douai.

A cette époque, la batellerie présente encore des caractères régionaux spécifiques. Une certaine compartimentation subsiste. De nombreux "pénichiens" limitent leur activité à une région ou à certains itinéraires précis. L'organisation du marché des transports fluviaux présente des caractéristiques locales très fortement marquées, ce qui explique que les grèves conservent elles aussi un caractère régional. Le choc et les combats de 1904 s'inscrivent profondément dans la mémoire collective de la batellerie. Et les anciens se souviennent encore des histoires que leur racontaient leurs pères. Quelle fierté d'appartenir à une famille ayant joué un premier rôle à "L'Ile au Diable", "Port Arthur" ou à "Vladivostock" !

Bernard LE SUEUR



Pillage de la fabrique de papiers peints de Réveillon le 28 avril 1789. Gravure en couleur par Guyot.

L'AFFAIRE REVEILLON

"Devant ces lits d'hôpital où nous rencontrons pour la première fois des prolétaires abattus sous des balles d'ancien régime pour avoir assailli un riche bourgeois, champion de la Révolution, devant ces potences où furent hissés de pauvres ouvriers frappés par la justice expirante du Roi, désavoués et flétris comme des brigands par la nouvelle classe révolutionnaire, nous nous arrêtons avec un grand trouble d'esprit et une grande anxiété de coeur."

Jean JAURES

"Cet incident est resté une énigme très obscure et probablement indéchiffrable" écrit Jean Jaurès dans son Histoire Socialiste. Le 27 avril 1789, au Faubourg Saint-Antoine, le plus grand quartier de Paris, se déroula une manifestation importante suivi du saccage de la manufacture de salpêtre Henriot, sous les yeux bienveillants des gardes et de la police. Le lendemain, dans la rue Saint-Antoine, après le pillage d'une autre manufacture, celle de Réveillon, brutalement, les soldats firent feu sur le peuple, faisant plus de cinq cents victimes. Quel était le mobile de ce mouvement que personne ne revendiqua ? quels en furent les instigateurs ? et comment expliquer que ce massacre tomba dans l'oubli, alors qu'il fit cinq fois plus de victimes que lors des combats qui se déroulèrent à la Bastille, un peu plus de deux mois plus tard ?

Les prémices

Dès le milieu du mois d'avril, on savait de source sûre qu'une extrême effervescence agitait le menu peuple de Paris. On craignait un soulèvement populaire : le Gouvernement n'avait-il pas fait mettre en sûreté à la Bastille le dépôt d'armes qui se trouvait à l'Arsenal ? Cette menace de troubles était due, certes, au renchérissement du pain, mais aussi au mécontentement des artisans de Paris, privés du droit de participer aux assemblées électorales. En effet, l'électorat en province appartenait à tous les Français âgés de vingt-cinq ans et payant une contribution quelconque, ce qui revient à dire qu'on était proche du suffrage universel puisque la capitation était due par tous les habitants. A Paris, au contraire, il fallait justifier le paiement d'une contribution annuelle de six livres au moins, ce qui donnait au droit de vote un caractère censitaire, excluant ainsi des assemblées électorales les nombreux artisans de la ville. Le roi avait pourtant exprimé le voeu que *les habitants des moindres chaumières pussent être entendus de lui*, et cette discrimination ne pouvait s'expliquer que par la défiance qu'inspirait au roi la population de la capitale.

Dans la soirée du 22 avril, veille du jour où se tenait la première assemblée des électeurs, une échauffourée se produisit au faubourg Saint-Antoine. Le lieutenant de police, Thiroux de Crosne rend compte au roi de cet incident :

" Sire, il y a eu hier au soir sur les dix heures un peu de rumeur dans un canton du faubourg Saint-Antoine, mais cet événement ne tenait pas à une cause générale; il n'était que l'effet du mécontentement que marquaient quelques ouvriers contre deux entrepreneurs de manufactures qui, dans l'assemblée de Sainte-Marguerite, avaient fait des observations inconsidérées sur le taux des salaires. Le calme s'est bientôt rétabli; on m'informe dans ce moment qu'il y règne beaucoup de tranquillité."

Les deux entrepreneurs sont le sieur Henriot, salpêtrier du roi, et le sieur Réveillon, propriétaire d'une manufacture de papiers peints. On sait donc depuis le 22 avril que ces deux entrepreneurs étaient menacés.

Le manufacturier Réveillon

Réveillon avait profité de l'essor industriel qui marquait la fin du 18e siècle. Du stade artisanal, il était passé au stade industriel puisqu'il employait, au moment des événements près de 300 ouvriers, ce qui est considérable pour l'époque. Riche bourgeois, il était devenu un des électeurs du Tiers les plus influents de son district. Tous les historiens s'accordent pour affirmer que c'était un "bon patron" qui payait bien ses ouvriers, leur faisait profiter d'une caisse de secours, et n'avait licencié personne en cette période de chômage. Or, le bruit s'était répandu, comme le confirme le compte-rendu de Thiroux cité plus haut, que Réveillon et Henriot auraient déclaré, dans les assemblées préparatoires aux élections des Etats-Généraux, qu'un ouvrier pouvait vivre avec quinze sous par jour. Au prix où était le pain, c'était réduire l'ouvrier à la famine. N'avaient-ils pas voulu dire que le prix du blé soit abaissé afin que l'ouvrier pût vivre avec quinze sous ? Toujours est-il que le 27 avril, une troupe menaçante armée de



Régiment des gardes-françaises, gravure couleur d'Alfred de Mabot

pierres et de bâtons portait, en tête de cortège, l'effigie de Réveillon pendue à une potence (1), suivie d'un écriteau sur lequel on pouvait lire : "Arrêt du Tiers-Etat qui condamne les sieurs Réveillon et Henriot à être pendus et brûlés en place publique".

Une manifestation populaire

C'est dans l'après-midi du 27, qu'une troupe de cinq à six cents personnes s'était formée au faubourg Saint-Antoine. Elle s'était rendue ensuite sur la rive gauche, au faubourg Saint-Marceau, puis, grossie d'une population affamée, gagna la Montagne Sainte Geneviève, où elle descendit par la rue Mouffetard jusqu'aux Gobelins. Les émeutiers ne cherchaient querelle à personne, et discutaient même amicalement avec les gardes-françaises se trouvant sur leur passage. Prudents, les boutiquiers fermaient leurs volets. Certains manifestants s'étaient arrêtés chez un marchand de vins pour s'y rafraîchir payant normalement leur consommation, détail qui fera penser plus tard qu'ils avaient été soudoyés.

Après avoir parcouru le quartier des Gobelins, ils firent une ample provision de bûches sur le chantier d'un marchand de bois, ce qui ne manqua pas de créer une violente panique au marché du Saint-Esprit, sur la place aux Veaux, où tout le monde s'enfuit à l'approche du bruyant cortège. De là, la manifestation, après avoir traversé le Pont-Marie, arriva par les quais sur la place de Grève où la potence fut dressée, au milieu d'une foule estimée à trois mille personnes. L'éffigie de Réveillon resta exposée pendant plus d'une heure, puis réduite en cendres, selon la coutume, sous le regard bienveillant des hommes de garde, et sans émouvoir pour autant l'autorité municipale, présente à l'Hôtel de ville. La foule allait se disperser, quand les événements prirent alors une tournure infiniment plus grave.

(1) L'effigie était décorée du cordon noir, distinction maçonnique.

Le sac de la maison Henriot

Réveillon se trouvait à l'Archevêché où se tenait une séance de l'assemblée des électeurs du Tiers, dont il faisait partie. Les électeurs allaient procéder à la fusion des cahiers de districts et à la rédaction du cahier commun. Là, Réveillon apprit avec stupeur que son image était colportée au bout d'une potence. Sans attendre, il se rendit chez le lieutenant de police pour lui demander aide et protection. Celui-ci lui conseilla de s'adresser directement au duc de Châtelet, nouveau colonel des gardes-françaises, qui venait de remplacer le Maréchal de Biron, décédé depuis peu.

Pendant ce temps, trois électeurs, Charton, Santerre et Avrillon, rejoignirent les émeutiers dans le but de les apaiser, mais malgré leur popularité, ils ne purent obtenir satisfaction. L'intervention d'un bataillon de gardes-françaises aurait suffit à calmer les manifestants, or, le duc de Châtelet, que Réveillon venait d'alerter, n'envoya devant sa manufacture et sa maison, à poste fixe, qu'un sergent et trente hommes.

Les manifestants ou *insurgents*, comme on disait alors, s'élancèrent en direction des deux manufactures, celles de Réveillon et d'Henriot. Comme la manufacture de salpêtre d'Henriot n'était pas protégée, les manifestants commencèrent par lancer des volées de pierres dans les vitres de la maison où se tenaient Madame Henriot et ses enfants. C'est en vain qu'un voisin tenta de refouler les assaillants en leur certifiant que celui qu'ils cherchaient était parti; en effet Henriot s'était bien réfugié au château de Vincennes. Mais la foule, déchaînée, envahit quand même la maison, détruisant tout sur son passage, les ateliers, les appartements, la cave, ainsi que la basse-cour. Les meubles, jetés par les fenêtres, furent brûlés dans un grand feu allumé sur la chaussée du Marché Saint-Antoine avec les voitures, vêtements, linges et papiers.

Montreuil (rue), commence rue du Faubourg St-Antoine, 223, finit barrière de Montreuil. - VIIIème arr.

Ainsi nommée parce qu'elle est la route du village de Montreuil, situé à 3 kilom. de Paris.

Dans cette rue était, au N°31, l'hôtel Titon, appartenant à M. Titon du Tillet, conseiller au Parlement, mort en 1762, qui fit exécuter le Parnasse de bronze que l'on voit à la Bibliothèque impériale. Cet hôtel fut ensuite occupé par un fabricant de papiers peints, nommé Réveillon, dont la manufacture fut pillée le 27 avril 1789.

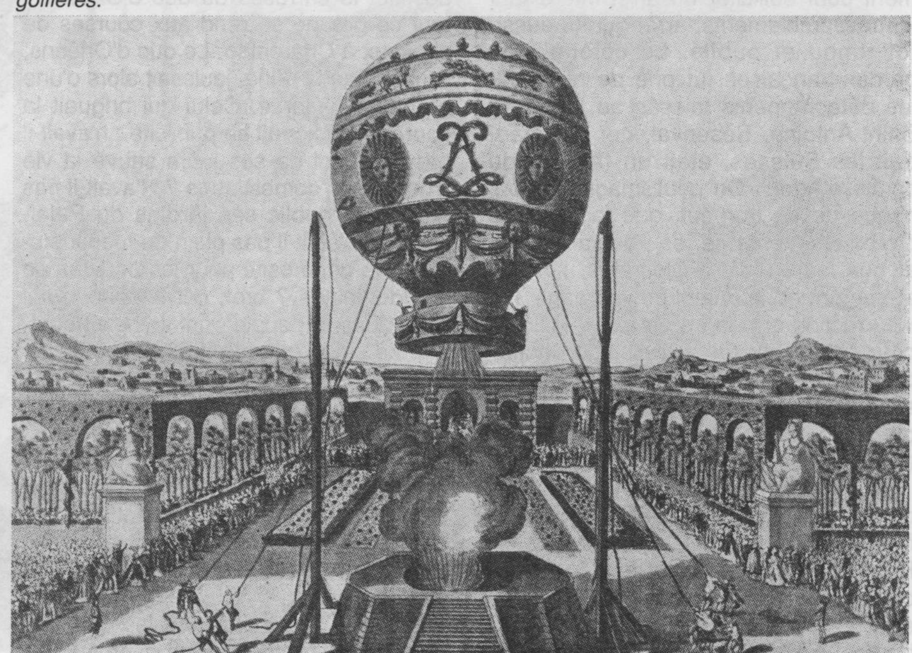
Extrait du Dictionnaire topographique et historique de l'ancien Paris par Frédéric Clock

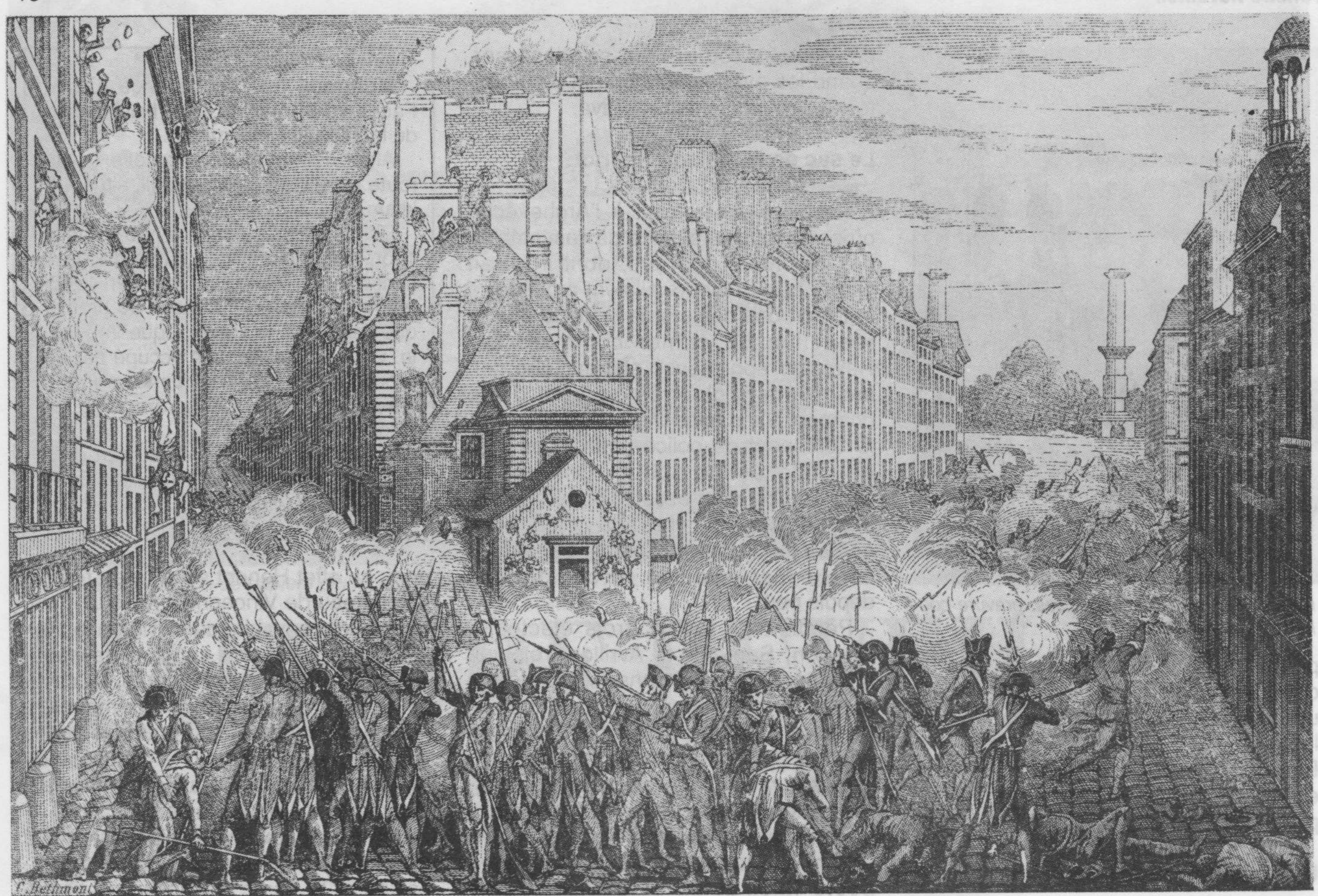
Les principaux chefs militaires, le duc de Châtelet colonel des gardes-françaises et le baron de Besenval, lieutenant-colonel des gardes-suisses, s'étaient réunis, sans donner l'impression de vouloir intervenir efficacement. Toutefois, les gardes-françaises et le guet réussirent, dans la nuit, à disperser les derniers attroupements, et la journée se termina, fort heureusement, sans effusion de sang.

Le sac de la maison Réveillon

Quelques piquets disséminés ainsi que des rondes organisées par les

Le jardin Réveillon où avait eu lieu, en octobre 1783, l'ascension d'une des premières montgolfières.





La fusillade au faubourg Saint-Antoine.

cavaliers venus de Charenton dans la capitale suffirent à rassurer l'autorité militaire qui décida de consigner dans leur caserne toutes les troupes disponibles, pour préserver les autres quartiers de Paris que d'ailleurs rien ne menaçait. Il est vrai que le faubourg semblait avoir repris tout son calme.

Pourtant, au lever du jour, un groupe encore plus nombreux que la veille, continuait à conspuer Réveillon. C'est ce qui détermina le lieutenant de police à se présenter dès le matin au Parlement pour solliciter un arrêt interdisant les rassemblements, arrêt qui fut aussitôt rendu et publié. Le colonel des gardes-françaises fut prié de renforcer les détachements laissés au faubourg Saint-Antoine. Bésenval, qui commandait les Suisses, était un familier du comte d'Artois. On peut imaginer, sans risque de se tromper, que la tournure des événements ne les troublait guère, et que leurs amis aristocrates, hostiles aux réformes, auraient pu voir dans une insurrection armée un prétexte suffisant pour obtenir du roi la dissolution anticipée des Etats-Généraux qui allaient s'ouvrir prochainement. Toujours est-il que les Suisses n'interviendront qu'à la tombée de la nuit !

La maison Réveillon était défendue, comme la veille, par quelques gardes-françaises, plus quelques cavaliers du Royal-Cravate qui barraient les deux bouts de la rue de Montreuil. La cohue envahissait maintenant la rue du Faubourg-Saint-Antoine. Les manifestants avaient attiré un nombre si important de curieux, qu'on prétend que cent mille personnes étaient présentes, et que bon nombre d'entre elles, ignorant alors la cause de l'émeute, au nom de la faim, des injustices subies et des souffrances endurées, feront cause commune avec les émeutiers.

Alors que la foule essaie de se frayer un passage dans le barrage formé par les cavaliers du Royal-Cravate, une longue file de voitures élégantes apparaît, parmi lesquelles le peuple reconnaît aussitôt le carrosse du duc d'Orléans : tout ce groupe se rend aux courses de chevaux à Charenton. Le duc d'Orléans, l'ennemi de la reine, jouissait alors d'une grande popularité. Celui qui briguait la couronne, soignait sa publicité : n'avait-il pas, au péril de ses jours sauvé la vie d'un de ses domestiques ? N'avait-il pas ouvert au public ses jardins du Palai-Royal ? N'était-il pas plein de mansuétude et de générosité pour les pauvres de ses domaines ? bref, cet intrigant avait su séduire le peuple dont il voulait peut-être se servir ce jour là; peuple qui l'acclamait et lui fit un passage jusqu'à l'endroit où le détachement du Royal-Cravate barrait la route. Le duc descendit alors de voiture, parla avec les gens, leur frappa sur l'épaule, remonta dans son carrosse, et repartit, franchissant le barrage que le commandant avait fait ouvrir par respect pour un personnage aussi important.

Profitant de la situation, les manifestants franchirent le cordon avec les voitures et prirent à revers les cavaliers qui furent rapidement débordés. La foule réduisit alors à l'impuissance le piquet d'infanterie placé depuis la veille devant la maison Réveillon, et pénétra dans la manufacture, somptueuse résidence qu'on appelait encore la Folie-Titon, du nom de son précédent propriétaire, Titon, qui en avait fait un véritable palais. Comme la veille, chez Henriot, tout est jeté dans la cour et brûlé, le mot d'ordre (qu'on retrouvera dans tous les mouvements populaires) est de détruire, mais non de voler : celui qui enfreindrait la règle serait massacré sur place !

Du haut de la Bastille, Réveillon, qui y avait trouvé refuge après avoir passé la nuit à l'évêché, assistait impuissant à la destruction complète de sa maison. Il voyait l'amoncellemnt de ses meubles et objets d'art brûlés dans son jardin, jardin où avait eu lieu quelques années auparavant l'ascension d'une des premières montgolfières.

Alors que tout était détruit, l'ordre arriva de disperser la foule par tous les moyens, et de faire feu si besoin était. "Quelle négligence ! écrira plus tard Réveillon dans sa lettre au roi, et quand le mal est au comble, que les têtes sont exaltées, et que l'embrasement est presque général, c'est alors que les troupes fondent de tous côtés". Disons tout de suite qu'après cette lettre, Réveillon sera complètement indemnisé.

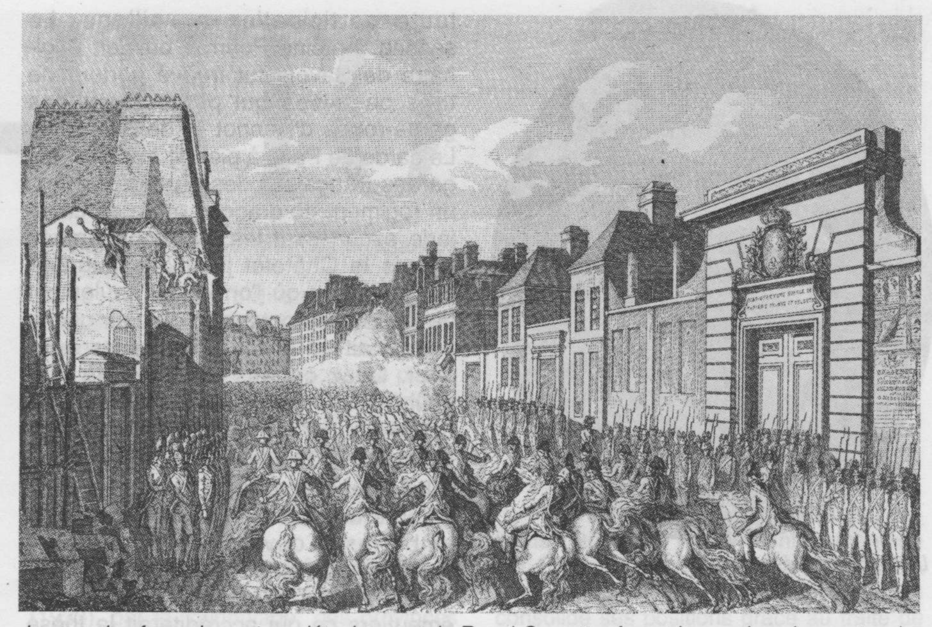
Devant les premières sommations, les ouvriers, qui avaient pris confiance, face au calme apparent des soldats,

répondirent en jetant des pierres. Les plus intrépides, montés sur les toits, jetèrent des tuiles et tout ce qui leur tombait sous la main, sur la troupe rassemblée dans la rue. Le Royal-Cravate chargea la foule au galop de ses chevaux, mais celle-ci se reforma aussitôt après leur passage. Les gardes-françaises, sur ordre, pénètrèrent dans la cour de l'immeuble et s'y formèrent en carré.

Le carnage

Une fois disposés en carré, les hommes tirent sur la foule qui les entourent : c'est le début du carnage. La troupe recharge ses armes et tire une seconde fois, puis une troisième... C'est l'horreur. "Le sol est jonché de cadavres et de blessés; sur les toits, dont certains sont en flammes, on voit des grappes humaines se balancer un instant dans le vide et venir s'abîmer sur la chaussée avec des cris d'épouvante". Loin de se sauver, de nouveaux assaillants viennent remplacer les morts, armés de leur gourdin, une espèce de rage les anime. Comment parler, devant de telles scènes, de bandits de profession, de malfaiteurs ou de pillards soudoyés comme le firent certains historiens ? Des témoins affirment qu'au milieu des plaintes, on entendait un cri de ralliement : Liberté ! criaient les combattants au milieu de toutes les clameurs.

Après la fusillade, les gardes-françaises, prirent d'assaut la maison Réveillon, et de pièce en pièce, de chambre en chambre, ils tuèrent froidement, à coups de baïonnettes, tous ceux qu'ils rencontraient, alors que toute résistance avait cessé. On se battait jusque dans la cave, ou quelques malheureux se tordaient de souffrance, après avoir bu de la teinture qu'ils avaient pris pour du vin.



Les gardes françaises et un détachement de Royal-Cravatte, furent les seuls qui eurent ordre de tirer sur le peuple en cette journée du 28 avril 1789.

A la tombée de la nuit, les Suisses, dans leur uniforme rouge, arrivèrent, tambour en tête, avec l'ordre de tirer à mitraille sur la foule si celle-ci ne se dispersait pas, mais, par bonheur, ils n'eurent pas à intervenir, ni à utiliser le canon qu'ils traînaient derrière eux, et dont les servants tenaient la mèche allumée. Le baron de Besenval, dans ses mémoires, s'attribue le mérite du retour au calme :"Tout Paris me regarda comme son libérateur, et je ne pouvais me montrer nulle part qu'on ne m'accablât d'éloges et de remerciements".

On n'a jamais pu déterminer le nombre exact des victimes de cette journée du 28 avril. Des morts furent dissimulés dans des maisons particulières, et la plupart des blessés légers se cachèrent pour éviter les représailles policières. Nombre de blessés transportés d'urgence à l'Hôtel-Dieu ne devaient pas survivre à leurs blessures. On esti-

Le sol est jonché de cadavres et de blessés...





Le baron de Bésenval

me généralement à environ cinq cents le nombre des victimes dans les rangs du peuple et dix morts et quatre-vingt blessés parmi les soldats.

Le vent de la justice

Le lendemain, le Parlement reçut une déclaration du roi qui attribuait à la juridiction prévôtale "le soin de rechercher et de punir les auteurs et les instigateurs du trouble". Le prévôt général de la compagnie de maréchaussée de l'Ile de France, Messire Jean-Charles Papillon, eut donc à constituer un tribunal prévôtal composé de quatorze juges du Châtelet. Dès le soir du 18, François Beauvallet, commissaire au Châtelet de Paris avait procédé aux interrogatoires des blessés qui se trouvaient à l'Hôtel-Dieu. Il rapporta que la plupart des malheureux ne savaient pas ce qu'ils faisaient là, entraînés dans une manifestation dont ils ne connaissaient pas l'origine. Parmi les prisonniers arrêtés dans la maison Réveillon, presque tous avaient un domicile fixe, ce qui infirme la thèse selon laquelle des "brigands" auraient envahi la capitale quelques jours avant les émeutes :"Dès le commencement du mois d'avril, écrit Besenval dans ses mémoires, on y vit abonder une quantité d'étrangers de tous les pays, la plupart déguenillés, armés de grands bâtons, et dont l'aspect effrayant suffisait pour faire juger ce que l'on devait en craindre". Si cette affirmation semble exagérée, il n'en reste pas moins que la famine ayant attiré dans la capitale un grand nombre de malheureux, il n'est pas surprenant que certains d'entre eux aient participé aux événements d'avril.

Le tribunal d'exception ne trouva, parmi les prisonniers capturés le 28, que deux coupables qui furent pendus le soir même du 29. Le premier, Jean-Claude Gilbert, couvreur, originaire de Reims nia aveo la plus grande énergie toute participation au pillage. Le second, Antoine Pourrat, ouvrier, originaire de Savoie fut trouvé porteur de trois chemises qui provenaient des garde-robes d'Henriot et de Réveillon. La garde de Paris à pied et à cheval, les gardes-françaises, les gardes-suisses, un régiment de dragons et un de cavalerie escortèrent les deux condamnés depuis le Châtelet jusqu'au faubourg Saint-Antoine où l'on venait seulement de dresser les potences, de peur que le peuple ait eu la tentation de les arracher. Deux canons prenaient le faubourg Saint-Antoine en enfilade, où de nombreux curieux venaient contempler les ruines de la maison Réveillon.

Le tribunal chargé de trouver les instigateurs du mouvement, se trouva fort embarrassé devant le manque d'indices. On prétendit avoir trouvé de l'argent dans les vêtements de plusieurs émeutiers ce qui accréditerait la thèse de la conjuration orléaniste à laquelle on mêla la participation d'un certain abbé Roy (ou Le Roi). Cet abbé que Réveillon avait attaqué en paiement d'un billet de 7000 livres, portant sa signature imitée, était complètement ruiné, on ne pouvait donc pas l'accuser d'avoir distribué de l'argent au peuple et il fut relâché après quelques jours de détention. D'autres furent relâchés devant le manque de preuves.

C'est ainsi que la commission prévôtale dut renoncer à chercher les preuves d'un complot et se décida le 18 mai à condamner d'obscurs participants. Un écrivain public, du nom de Mary, qui avait désarmé deux officiers du Royal-Cravate, fut condamné à mort ainsi qu'une femme Bertin, convaincue d'avoir distribué aux assaillants des bâtons et des bûches. Cette dernière s'étant déclarée enceinte, échappa à la mort; quant à Mary, il fut exécuté place Saint-Antoine. Face à la potence, on avait disposé cinq carcans destinés à cinq condamnés aux galères perpétuelles. Selon la pratique de l'époque, chacun d'eux fut marqué d'un fer rouge aux deux épaules, des lettres GAL. Ils partiront le 25 mai pour le bagne de Brest. Tous les prévenus, qui devaient encore être jugés, furent relâchés et ne furent plus inquiétés. Nul ne songea à venger ou seulement réhabiliter la mémoire de ces victimes sur lesquelles réactionnaires et révolutionnaires ont observé le plus grand silence.

Tels furent les événements qui se déroulèrent les 27 et 28 avril 1789 et dont on s'explique mal qu'ils ne figurent pratiquement dans aucun manuel d'Histoire.

On peut difficilement ignorer la thèse du complot orléaniste, sans aller jusqu'à épouser celle de De Montjoye qui déclare dans son ouvrage, *l'Histoire de la conjuration de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans* : "Le conseil révolutionnaire de d'Orléans fit précéder le coup que le prince se proposait de frapper le 27, d'émeutes, de mouvements, de désordres partiels qui tenait nuit et jour sur pied la garde et les deux régiments des gardes-suisses et françaises. (...) Le même conseil avait pris la précaution de faire arriver quelques jours auparavant par toutes les barrières de Paris, des nuées de bandits à qui les conjurés avaient donné pour armes des gros bâtons noueux, et pour uniforme des haillons." C'est également ce que pense Camille Desmoulins quand il déclare que les *violences furent l'oeuvre de brigands, suscités pour compromettre la cause du peuple.*

Pourquoi s'attaquer en particulier, au nom du Tiers-Etat, à Réveillon, électeur de ce même ordre ? On a prétendu que le duc d'Orléans aurait voulu se venger de Réveillon qui n'aurait pas voulu "se prêter à ses vues séditieuses", or, la manoeuvre visait bien à discréditer le manufacturier aux yeux du Tiers. Il faut rappeler également que les artisans du faubourg, représentant une forte proportion de la masse populaire, n'étaient pas satisfaits de se voir représenter auprès du Tiers par un "bourgeois" dont l'industrie florissante les avait menés au chômage. De même pour les ouvriers qui se voyaient menacés de vivre avec 15 sous par jour, en observant toutefois, si l'on s'en tient aux rapports d'interrogatoire des blessés, que les ouvriers dénombrés "n'étaient point en effet des ouvriers de Réveillon et qu'ils n'appartenaient pas au faubourg " (Jaurès, Histoire socialiste).

Quant à l'aristocratie, elle n'était pas mécontente de ce conflit entre gens "du peuple" qui ne pouvait manquer d'effrayer la population parisienne : n'allait-on pas jusqu'à imaginer que, tout compte fait, le comte d'Artois ne serait pas étranger à cette manipulation ?

On voit que de tous côtés l'émeute pouvait tirer ses origines, ce qui revient à dire que ce drame fut, sans conteste, l'aboutissement de tous ces mécontentements. Et ayant été une formidable explosion populaire, elle fut la première rencontre de la famine, du chômage et de l'injustice, avec la nouvelle bourgeoisie naissante.

Georges PELLETIER



HIRO-HITO



Le 124ème empereur du Japon, Hiro-Hito, dernier chef suprême de la coalition des dictatures fascistes, vient de disparaître dans la tranquillité après un règne de 62 ans.

Il fut, selon la mythologie locale, le descendant en ligne directe d'Amaterasu Omikami, déesse shinto du Soleil. Avant de renier dans un célèbre message à la nation, en 1945, ses origines divines, il couvrit de son autorité la politique de conquête du militarisme japonais, donnant son aval à l'invasion de la Mandchourie (1931) et de la Chine (1932); en 1933, il consentit au départ du Japon de la Société des Nations (SDN) puis, en 1941, il signa, en tant que chef de l'armée impériale, la déclaration de guerre de son pays contre l'Angleterre et les Pays Bas, suivie de l'attaque surprise à Pearl Harbor de la flotte américaine le 7 décembre 1941.

Bien intentionné, semble-t-il, et de caractère souple, plus porté vers les études en laboratoire que vers la politique, Hiro-Hito vivait sans cesse, durant les années 30, dans la crainte d'être assassiné par les ultra-nationalistes, auxquels il céda le plus souvent. A aucun moment, il n'a tenté d'abdiquer ni d'opposer son autorité divine au fanatisme.

Si le général Mac-Arthur lui évita d'être considéré comme criminel de guerre, le nom de Hiro-Hito, évoque pour des millions d'hommes les monceaux de cadavres, les pelotons d'exécution, les villages brûlés, la bombe atomique ... Remémorer, ne serait-ce que très brièvement, le contexte de cette époque nous a semblé utile et nécessaire.

Quand le 19 septembre 1931 les troupes japonaises, prenant prétexte d'un sabotage de la voie ferrée sud mandchourienne qu'elles occupaient depuis 1905, entreprennent l'invasion de toute la Mandchourie, elles inaugurent un nouveau type de rapports entre les Etats. La méthode des coups de force constitue en effet une rupture avec la diplomatie des négociations que les puissances adhérentes avaient accepté de pratiquer sous l'égide de la SDN. En ce sens, la seconde guerre mondiale commence en Extrême-Orient : sollicitée par la Chine, la SDN ne put obtenir le retrait des troupes, ni proclamer le Japon agresseur, et la "condamnation morale" ne fit que donner à celui-ci l'occasion espérée de quitter l'organisation internationale (27 mars 1933). L'impuissance de la SDN fut ainsi démontrée, révélant aux agresseurs potentiels qu'ils pouvaient agir dans l'impunité, sans se heurter à une résistance ferme des grandes puissances démocratiques.

Les initiatives belliqueuses et les conquêtes japonaises s'étendent ainsi sur une quinzaine d'années. Elles se confondent à partir de 1941 avec la guerre planétaire, et la bombe de Hiroshima, qui clôt la période, marque aussi, le 2 septembre 1945, la fin de la seconde guerre mondiale.

Une série d'agressions précoces

Les conquêtes furent jalonnées par la création de l'"Empire du Mandchoukouo" (1933), par le "grignotage" des provinces septentrionales de la Chine (1933-35), suivi d'une guerre généralisée contre ce pays. Après Pearl Harbor (opération déclanchée sans déclaration de guerre afin de blanchir l'empereur en cas d'échec, en attribuant l'affaire à "l'irresponsabilité" des militaires...), une série de conquêtes fulgurantes, réalisées surtout au détriment des Américains, des Anglais et des Hollandais, rassemblent un immense empire, dit "sphère de la co-prospérité de la Grande Asie orientale", comprenant un sixième du globe, soit à peu près 50 millions de kilomètres carrés : tout le littoral asiatique depuis la Mandchourie jusqu'en Birmanie, et tous les archipels du Pacifique occidental jusqu'à une ligne allant des Aléoutiennes à la Nouvelle-Guinée en passant par les Iles Gilbert, situées à 5000 km de Tokyo.

A l'opposé des motivations des dictatures européennes, on ne saurait évoquer, pour expliquer la précocité des agressions japonaises, ni déceptions ni humiliations consécutives à la Grande guerre.

Un capitalisme vorace et archaïque

"Belligérant volontaire" aux côtés de l'Entente dès le 23 août 1914, le Japon à tiré d'énormes bénéfices de la guerre, il a diversifié sa production industrielle, développé sa flotte et ses exportations (qui passent entre 1913 et 1918 de 700 millions de yens à plus de 200 milliards). Du fait de l'effacement momentané des Européens, il a étendu son influence à leurs dépends en Asie orientale, puis consolidé ses positions grâce au traité de Versailles qui a transféré au Japon les possessions allemandes dont il s'était emparé (bases militaires au Chantoung, en Chine, mandat "C", c'est-à-dire annexion au territoire métropolitain des îles Mariannes, Marshall, Carolines et Palaos).

Mais le fait même que la guerre de 1914-18 fut essentiellement un conflit européen et que l'Asie orientale n'a pas connu de destructions notables, le capitalisme japonais n'a pas bénéficié de la prospérité que la manne de la reconstruction a apportée ailleurs, dans les années



Singapour, le 15 février 1942. Les japonais sèment la désolation sur leur passage.



Le jeune empereur Hiro-Hito passe des troupes en revue sur la place impériale de Tokyo en 1930.

1920. Qui plus est, et à la faveur de cette prospérité, les produits européens et américains réapparaissent en Extrême-Orient assez vite, en sorte que les Etats-Unis et la Grande Bretagne sont amenés à freiner l'impérialisme nippon et son commerce : à la conférence de Washington (1921-22) notamment, ils lui imposent de limiter le tonnage de sa flotte de guerre et de respecter "l'indépendance et l'intégrité de l'Etat chinois". Dix ans plus tard, la crise mondiale et les réflexes protectionnistes des années 30 aggravent encore la contraction des exportations japonaises.

Or, "plus la croissance avait été rapide, plus la chute était ressentie durement"; L'expansion économique a fait passer en effet l'indice de la production industrielle de 100 en 1914 à 485 en 1919, elle a élargi les besoins et aiguisé l'appétit au profit des empires industriels et financiers (zaïbatsu), mais laissé archaïque l'économie rurale, qui a du mal à faire vivre sur son archipel montagneux une population qui a connu une croissance exceptionnelle : 50 millions d'habitants en 1914, 60 en 1925, 70 en 1935 et 73 en 1940.

Dès 1920 le pays connaît des difficultés presque permanentes. Dans de nombreuses agglomérations, la hausse des prix est à l'origine des "émeutes du riz" et le ralentissement des exportations fait monter à plusieurs reprises le nombre des chômeurs à plus de deux millions. Ce chômage, dont l'ampleur est tout à fait surprenante pour l'époque, contraint des dizaines de milliers d'ouvriers et d'ouvrières à retourner à leur campagne d'origine, où règne déjà une extrême tension en raison du surpeuplement et du morcellement des terres.

L'agriculture occupe encore la moitié de la population active mais à peine un tiers des paysans sont propriétaires et près de la moitié des familles ne disposent pas de 50 ares. Le métayage qui régit près de la moitié du sol exploité, est très défavorable au paysan japonais. Malgré son importance numérique la paysannerie ne peut donc constituer un marché intérieur correspondant à la voracité de la jeune industrie. Les acheteurs solvables se trouvent en Amérique, en Europe, de même que sont situés au-delà des mers, les territoires qui peuvent fournir les vivres, qui recèlent le caoutchouc, l'étain, le nickel, le chrome, le fer, le bois, le pétrole... Aussi pour certains observateurs contemporains, la doctrine de l'espace vital hitlérien n'était-elle que des "rêveries sentimentales" à côté des exigences japonaises formulées dans le cadre de l'"Ordre nouveau" asiatique.

Une armée de guerre civile

C'était une vieille idée même si l'expression de "Sphère de co-prospérité de la Grande Asie orientale" ne fut employée pour la première fois qu'en août 1940. Elle est liée, nous semble-t-il, à l'histoire de l'armée et à la genèse de l'idéologie impériale. C'est dans cet arsenal que l'élite forgea les moyens et les justifications pour répondre aux contradictions résultant des graves déséquilibres de la "modernisation".

L'armée incarne, depuis sa renaissance sous l'empereur Meiji (1868-1912), une mission de conquête. Une série de succès jalonne effectivement ses entreprises en Chine (1894-95), contre la Russie (1904-05), et en Corée qui est annexée en 1910. Ces entreprises prolongent à l'extérieur celle qui consiste dans le pays même à "faire oublier que l'armée avait d'abord été une armée de guerre civile" (ayant écrasé les samouraï attachés à leur vieux monde et à leurs privilèges, et les paysans ne voulant pas des impôts et de la conscription).

Pour maintenir l'unité nationale, la caserne, la presse, l'école... distillent dans le peuple un nationalisme xénophobe; on cherche à inculquer la croyance que le Japon a "un destin singulier".

L'armée, qui constitue avec les zaïbatsu la véritable force politique du pays, se recrute massivement depuis l'entre-deux-guerres dans la paysannerie et "l'affreuse misère du monde rural" entretient une sensiblerie commune. Parmi ceux en particulier que l'on appelle les "Jeunes officiers", l'origine modeste et la pauvreté des cadres aident grandement à atténuer l'hostilité ancestrale du paysan à l'égard de la chose militaire. L'armée devient, avec ses associations de réservistes et les sociétés secrètes (Fraternité du Sang, Voie de l'Empereur, Bannière de l'Empire...), le grand dépositaire des préceptes moraux et des attitudes traditionnels. Il est tout à fait instructif de voir comment le capitalisme japonais (et bien d'autres) réussit à convertir la tradition communautaire, "collectiviste", en une philosophie des intérêts privés qui dominent largement la notion de bien public.

Un nationalisme religieux

Car ce sont finalement les valeurs et les vieilles croyances du monde rural qui ont contribué le plus à façonner l'armature idéologique du nationalisme religieux, dénommé par analogie et par commodité "fascisme japonais".

Sur ce territoire fangeux et incertain, il semble bien qu'au détriment du bouddhisme, système de pensée universaliste et longtemps urbain dont les divisions en de nombreuses sectes témoignaient d'une pensée active et d'une recherche vivante, les empereurs du Japon avaient toujours soutenu, par politique délibérée, le shintoïsme populaire fondé sur le "kami".

Ce mot désigne tout ce que les phénomènes naturels et humains peuvent receler de mystérieux ou de redoutable, étrange ou d'origine inconnue. Bref, le sacré. Les "huit cents myriades de kami" forment une hiérarchie que domine "l'Auguste Petit-Fils" du Soleil, ancêtre de la dynastie impériale. Bien protégé de toute raison théologique ou profane, l'empereur trouve son affaire dans cette identification avec le surnaturel.

Mais même si pendant des siècles le pouvoir se méfie du syncrétisme populaire entre bouddhisme et shintoïsme, entretient les sanctuaires kami (dont le temple d'Ise dédié au souverain céleste) et les rites shinto du Palais, ce n'est qu'à l'ère Meiji que des théoriciens entreprennent de construire une idéologie globale, fondée sur une religion nationale : ils minimisent alors le rôle du bouddhisme (qui, du reste, avait aidé par sa tolérance les kami à se maintenir), insistent sur le caractère fondateur, la permanence et l'unité du shinto; unité apparente, irrationnelle et sans doctrine concrète, cimentée par la mythologie impériale, le monarque étant le grand-prêtre, "dieu-humain visible" du shinto.

D'après un livre, intitulé *Traité de la droite succession des dieux et des souverains*, composé par le haut fonctionnaire Kitabatake Chikafusa en 1339, et qui connaît à la fin du 19ème siècle un grand succès, c'est à Ise, auprès du sanctuaire du souverain céleste que s'étaient levés au 13ème siècle les "vents divins" (kami-

kaze), "dieux du pays" pour disperser la flotte mongole, menaçant le Japon au moment même où le pouvoir impérial était contesté par les grands féodaux. Tout en exaltant la terre et le patriotisme des Japonais, le livre de Chikafusa contenait déjà le germe du chauvinisme et de l'impérialisme, qui allaient en retenir la mission spéciale du Japon dans le monde. En s'opposant par exemple à l'amidisme pour lequel il n'y a pas de salut individuel tant que l'humanité entière n'est pas sauvée, il affirme que le Japon est le pays des dieux, terre pure, paradis présent et que "cela n'est vrai que pour notre pays; rien de tel n'existe pour les autres empires".

Les idéologues du shinto d'Etat, dont Hirata Atsutane et ses disciples, allaient s'évertuer "à mettre en pratique leur théorie de l'unité du religieux et du politique". Ils s'appuyaient sur tout un réseau de sectes et mouvements populaires issus le plus souvent du monde paysan, qui avaient accepté d'ajuster leur doctrine aux impératifs du shinto officiel, et ils occupaient tous les postes dans l'administration des cultes que le gouvernement Meiji avait le plus grand soin à mettre en place. "Le militarisme nationaliste des années trente trouva dans ce shinto d'Etat l'instrument idéal pour la "mobilisation générale des esprits". La fréquentation des temples et la salutation quotidienne et collective "dans la direction du Palais" étaient rendues obligatoires. Quiconque y dérobait était poursuivi pour crime de lèse-majesté. Les mythes du shinto devenaient autant d'armes dans la guerre psychologique et, pour couronner le tout, Amaterasu elle-même était mobilisée pour patronner l'arme suprême : les kami-kaze, version motorisée des vents divins".

Pourtant, les Japonais n'étaient pas plus prédisposés à recevoir une idéologie militariste que n'importe quel autre peuple ayant hérité dans le cadre de son Etat d'un passé de guerres et de violences.

Un peuple écrasé par la violence

Quand le ministre de la guerre de Meiji prescrit en 1873 la conscription générale toutes sortes de subterfuges démontrent l'hostilité des paysans. Ainsi, "une brochure plus ou moins clandestine sur les moyens d'échapper au service fut un succès en librairie", dans les années 1880; ces années connaissent aussi des insurrections violentes contre l'armée et les impôts accrus qu'elle rend nécessaires.

Plus tard, en pleine guerre russo-japonaise, Katayama Sen, venu représenter les travailleurs de la sidérurgie au congrès de la IIème Internationale à Amsterdam (1904) échangea une poignée de main avec le délégué russe Plekhanov, et au Japon même des pamphlets pacifistes circulaient malgré la censure gouvernementale; en septembre 1905, bien qu'il accordât des avantages substantiels au Japon en matière de conquête, le traité de Portsmouth provoqua la colère populaire réclamant réparation aux sacrifices supportés par les familles des conscrits. Le même réflexe d'opposition au militarisme se manifesta encore lorsque le général Terauchi Masatake ordonna, en 1918, d'envoyer des troupes en Sibérie : de violentes émeutes éclatèrent à travers tout le Japon et se transformèrent - de juillet à septembre - en grève dans les mines et les chantiers navals, et en conflits de métayage dans les campagnes.

Du fait de la répression, ni le pacifisme ni les luttes sociales ne purent trouver une expression politique.

La Sodomei, CGT japonaise, créée en 1921 ne pesait plus que très faiblement eu égard au nationalisme des militaires et du paternalisme des zaïbatsu; un parti communiste fondé la même année fut aussitôt écrasé, tandis que les socialistes se déchiraient et s'invectivaient. La répression, aggravée par des lois de sûreté (1925, 1929) utilisait en fait tous les moyens, comme les formations d'extrême-droite qui, en connivence avec la pègre nippone, les yakuza, intervenaient pour briser les grèves et attaquer des militants de gauche ou des universitaires démocrates. Lors du grand tremblement de terre du 1er septembre 1923 qui détruisit une grande partie de Tokyo et toute Yokohama et fit 132000 victimes, les organisations terroristes profitèrent du désarroi des populations pour réaliser de véritables pogroms. Mues par la xénophobie, elles massacrèrent cinq ou six mille Coréens, et de leur côté, la police et la gendarmerie traquèrent les anarchistes et les syndicalistes. Parmi eux, le leader des anarchistes japonais fut massacré avec toute sa famille ainsi que neuf dirigeants syndicalistes.

En Chine, la répression qui suivit le coup de main de la Marine japonaise sur Changhaï en janvier 1932 (en connivence avec les gouomin-tangistes de Tchang Kaï-chek) préfigurait les atrocités que l'armée japonaise allait commettre durant la guerre mondiale dans les territoires occupés.

Le prince Konoye, politicien "souple" et hésitant. Opposé à la guerre contre les USA et l'URSS, il dut céder la place au parti le plus belliciste en octobre 1941.





Le général Tojo Hideki, au cours d'une conférence de presse en octobre 1941. Il représente "la brutalité la plus belliciste".

Un parlementarisme qui "cafouille"

La vie politique des deux décennies de 1920 à 1940 se caractérise aussi par la violence ainsi que par le pourrissement des moeurs politiques. Derrière la façade parlementaire les zaïbatsu contrôlent en réalité la presse et les clans, dont les rivalités se manifestent par le truquage éléctoral, la corruption et l'assassinat politique (Hara en 1921, Hamagushi en 1930, Inukai en 1932, tous premiers ministres).

La prédominance des milieux d'affaires est sensible jusqu'en 1931. Elle se traduit à l'extérieur par une recherche pacifiste des marchés et des investissements et par une politique "conciliante" : "en fait, il n'y a pas eu pacifisme mais réalisme", en raison de l'isolement diplomatique du Japon. En tout cas, cette situation exacerbe l'agressivité de l'extrême-droite nationaliste et militariste et l'armée renforce son emprise sur la vie publique malgré l'échec d'une série de coups d'Etat (1931, 1932, 1933, 1936).

L'année de rupture est celle de la récession. En 1929 le général Tanaka, Premier ministre et ministre aux Affaires étrangères démissionne : il "tentait la synthèse de la politique militaire et de la politique des partis".

A travers les cabinets qui se succèdent l'homme fort est le général Araki, sans parler du général Tojo, le plus belliciste de tous. Araki, "l'idole des jeunes officiers nationalistes fait doubler en quatre ans le budget de la guerre et peuple de militaires les principaux postes de l'administration". C'est aussi l'époque où de très nombreuses petites et moyennes entreprises disparaissent absorbées par les plus grandes (vers 1934, les quatre grands zaïbatsu, Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo et Yasuda, effectuent presque la moitié du commerce extérieur du Japon).



Matsuoka Yosake, ministre des Affaires étrangères de Konoye, "un esprit confus et plein de contradictions".
Hitler ne lui ayant pas révélé le plan de Barbarossa, il signe, le 13 avril 1941, un pacte de neutralité avec l'URSS.

Vers un fascisme planétaire

Le 25 novembre 1936 est signé le pacte anti-Komintern avec l'Allemagne hitlérienne, contre la propagande communiste et l'URSS. L'Allemagne, malgré le développement de son commerce en Chine, y admet l'expansion japonaise. L'URSS se rapproche alors de la Chine et demande au parti communiste chinois d'offrir une "collaboration amicale" au gouvernement de Tchang Kaï-chek.

L'influence de l'armée connaît une certaine modération durant la présence à la tête de deux ou trois gouvernements du prince (un noble civil) Konoye Fumimaro, qui est censé de pouvoir réconcilier les différentes tendances (1937-1941).

En 1937 l'armée déclanche la guerre contre la Chine et Konoye soutient son action en promulgant la loi sur la mobilisation de tout le pays et "l'édification d'un ordre nouveau en Asie orientale".

La mésentente avec les militaires au sujet de la politique à suivre face à l'Allemagne et l'URSS amène Konoye à démissionner en 1939. Quand il revient au pouvoir en 1940 il obtient la dissolution de tous les partis (juillet), puis devient président de "l'Association pour le soutien de la politique impériale".

Avec la politique allemande, le sytème d'alliances japonais se retrouve en porte à faux à deux reprises :

- lorsque l'armée japonaise subit des défaites devant l'armée rouge à la frontière sibérienne en Mongolie et que les Etats-Unis dénoncent leur traité de commerce avec le Japon (juillet 1939) c'est à ce moment que Berlin signe avec Moscou le fameux pacte germano-soviétique (août 1939)... malgré le pacte anti-Komintern de 1936;
- lorsque le 13 avril 1941 le Japon signe avec Moscou un traité de neutralité pour cinq ans... deux mois plus tard, l'armée hitlérienne envahit l'URSS.

La contradiction ne fut qu'apparente cette fois-ci car le Japon avait signé à Berlin, le 27 septembre 1940, le Pacte tripartite avec l'Allemagne et l'Italie contre les "fauteurs de guerre américains".

Engagé dans la guerre contre la Chine, le Japon hésitait en effet entre deux solutions pour couper ce pays de ses voies de ravitaillement (URSS au nord, France et Grande-Bretagne au sud et sud-est) : se rapprocher de l'Allemagne contre l'URSS comme le souhaitait le ministre des Affaires étrangères de Konoye, Matsuoka, ou bien, comme le voulait le ministre de la Guerre, le général Toyo, occuper l'Asie du sud-est pour couper le chemin de fer français d'Indochine au Yunnan et la "route de Birmanie".

La défaite de la France et la paralysie de la Grande-Bretagne ont consacré la première place du général Toyo. L'occupation de l'Indochine a offert au Japon une excellente base de départ pour son expansion dans l'Asie du sud-est et les mers du sud. Mais avant de s'engager contre son adversaire puissant, les Etats-Unis, il lui fallait assurer ses arrières par la neutralité de l'URSS : Staline la lui accorda, comme il l'avait déjà accordée, en



Hiroshi Oshima, attaché militaire japonais puis ambassadeur à Berlin, avec Ribbentrop. Les militaristes japonais portent une grande admiration à l'Allemagne



Montage photographique illustrant le pacte anti-Komintern - "Nous sommes d'accord, celui qui n'est pas avec nous est communiste".

"tricheur dupé" à Hitler, permettant à celui-ci d'attaquer la Pologne, la France et l'Angleterre puis l'URSS elle-même.

Un demi siècle après la guerre, où l'explication historique du militarisme et du déclenchement du conflit met l'accent plus sur la médiation politique que sur les pesanteurs et les impératifs de l'économie capitaliste, la responsabilité des "chefs" et de leur entourage n'apparaît que plus grande.

Il est certain que si l'empereur du Japon avait été immolé, ne fut-ce que symboliquement, l'outrage qu'il avait infligé à l'humanité aurait reçu quelque réparation. Peut-on du moins espérer que la longue existence du Mikado a été hantée par le souvenir des dix millions de Chinois, Japonais, Anglo-saxons et autres morts sur les fronts de l'Asie et du Pacifique, dans des conditions souvent atroces. En supposant que les "dieux" et les dictateurs soient accessibles à de pareils remords.

Julien PAPP

LECTURES

S. Berstein - P. Milza : *Histoire du Vingtième siècle*, T.1-2, Paris, Hatier, 1987.

B. Droz - A. Rowley : *Histoire générale du XXème siècle*, T.1-2, Paris Ed. du Seuil, 1986.

J.-B. Duroselle : *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, 9ème éd., Paris, Dalloz, 1985.

V. Elisseeff - P. Akamatsu : *Japon*, Encyclopaedia Universalis.

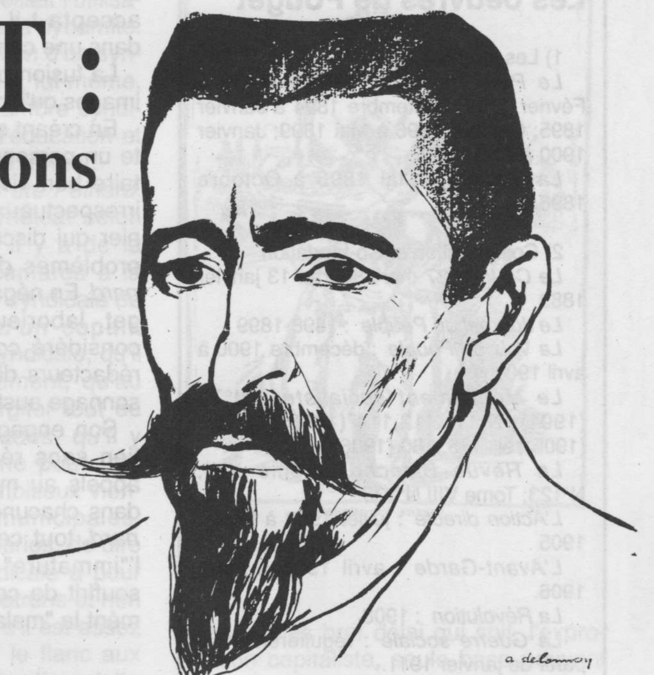
H. Michel : *La seconde guerre mondiale*, T.1-2, Paris, PUF, 1968, 1969.

J. Mutel : *Le Japon, nation guerrière ?*, l'Histoire, N°28, Nov. 1980.

Ph. Pons : *"Yakuza" : la maffia du Japon*, l'Histoire, N°51, Déc. 1982.

R. Sieffert : *Shinto*, Japon, Encyclopaedia Universalis.

EMILE POUGET :
Enthousiasmes et désillusions d'un militant



Quel que soit le soin qu'on puisse y apporter, toute biographie est étonnammant réductrice. Elle emprisonne le personnage qui en est l'objet dans un carcan étroit qui met en lumière certains traits dominants et passe sous silence certains autres.

Qui fut Emile Pouget ?

On peut proposer de multiples réponses qui, considérées isolément, ne seront qu'une vision déformée et grossie de la réalité.



Le personnage

Pouget, militant anarchiste, puis anarcho-syndicaliste ne fut ni un terroriste, ni un éminent théoricien de la pensée anarchiste. Et on ne peut davantage réduire son activité à celle d'"Eminence grise" au sein de la CGT. Il fut tout celà à la fois, et plus encore. Ce qui explique qu'aujourd'hui son nom soit rarement évoqué, que ce soit dans le domaine de l'anarchisme ou dans celui du syndicalisme. Sans doute fut-il trop pluridisciplinaire en cette fin de 19ème siècle passablement étriquée.

Journaliste, militant, secrétaire adjoint de la CGT, écrivain, quelles qu'aient été ses activités, la ligne directrice de Pouget, celle qui définirait le mieux ce qu'il fut réellement, fut la lutte révolutionnaire. "N'ayant jamais poussé le goût de la négativité jusqu'à renier ce qui avait constitué son individualité, il connut assez la force des révolutions pour étudier tous les moyens d'en accroître le plaisir" (Ch. Demay de Goustine *Les matins noirs du syndicalisme*). Demay de Goustine ajoute : "Il se présente davantage comme un personnage que comme une personnalité (...) c'est un caractère plus qu'un penseur, un impulsif plus qu'un diplomate (...). Sans doute la richesse humaine de Pouget, les multiples facettes de son tempérament autant que la rigueur de ses convictions ont-elles nui à sa survivance. Aucune considération ne lui a été accordée dans aucun domaine, ni pour son action syndicale, ni pour son opiniâtreté de journaliste, ni pour ses talents littéraires. Aspirait-il à devenir une *figure* ? Certainement pas. A révolutionner le monde ? De toute évidence. Et c'est justice lui rendre que de reconnaître qu'il a bien travaillé". Personnage à multiples facettes dont il faut retracer l'itinéraire.

Sa vie

Emile Pouget naît le 12 octobre 1860 près de Rodez dans un milieu petit-bourgeois. Son père, notaire, meurt alors que l'enfant n'a que trois ans, et sa mère se remarie cinq ans plus tard avec un employé aux Ponts et Chaussées, dont les opinions politiques sont assez avancées.

A 12 ans, Emile entre au Lycée de Rodez. Il reçoit "une éducation bourgeoise tempérée par le républicanisme de son beau-père". Malheureusement, le décès de son beau-père contraint l'adolescent à quitter le lycée et à se rendre à Paris où il devient employé dans un magasin de nouveautés. Par la force des choses, il découvre le monde du travail, en supporte péniblement les dures lois et cherche très tôt à lutter contre un état de fait qui lui paraît insupportable. A 19 ans, il participe à la création du premier syndicat du Textile parisien, celui des employés.

En 1880, il fait la rencontre d'Emile Digeon qui va constituer le tournant décisif de sa vie. Digeon lui fait découvrir les cercles anarchistes parisiens, surtout celui du 131 rue St Martin, où se retrouvent les premiers disciples de Bakounine. En 1881, Pouget est un des représentants des groupes anarchistes français au Congrès international de Londres.

Deux ans plus tard, il est arrêté avec Louise Michel lors d'une manifestation de Sans-Travail sur l'Esplanade des Invalides. La police découvre des brochuers antimilitaristes en perquisitionnant chez lui. Il est condamné à huit ans de réclusion mais, en fait, ne passe que trois ans à la prison de droit commun de Melun.

A 29 ans, le 24 février 1889, fort d'une vie militante déjà bien remplie, Pouget fonde le *Père Peinard*, hebdomadaire anarchiste, qui connaîtra une existence aussi mouvementée que celle de son fondateur.

En 1893, les "lois scélérates" entraînent une répression sans précédent des activités anarchistes. Pouget s'exile à Londres où il poursuit la publication de son journal. Il est alors condamné à cinq ans de prison par contumace. Acquitté, il rentre en France en 1895 et s'engage plus fermement sur la voie du syndicalisme.

En 1897, la CGT, lors du Congrès de Toulouse, adopte un rapport de Pouget sur le boycottage et le sabotage.

Cependant, Emile poursuit ses activités journalistiques. L'Affaire Dreyfus, en 1898, engendre la création d'un quotidien : le *Journal du peuple*, dont Pouget est le co-secrétaire avec Sébastien Faure. Puis, en 1900, il abandonne le *Père Peinard* (qui reparaissait épisodiquement) et devient rédacteur en chef de la *Voix du Peuple*, organe de la CGT. Un an plus tard, il accepte de se consacrer davantage aux activités syndicales en devenant secrétaire adjoint de la CGT, puis secrétaire de la section des Fédérations en 1902.

En 1906, il est co-signataire de la Charte d'Amiens. Deux ans plus tard, comme les autres principaux dirigeant de la CGT, il se retrouve à la prison de Corbeil, à la suite des événements de Villeneuve-Saint-Georges (le Gouvernement à envoyé l'armée contre les grévistes).

Les oeuvres de Pouget

1) Les journaux
Le Père Peinard : Février 1889 à Février 1894; Septembre 1894 à Janvier 1895; Octobre 1896 à Mai 1899; Janvier 1900 à Avril 1900.
La Sociale : Mai 1895 à Octobre 1896.

2) Collaboration et Co-fondation
Le Ca Ira : 27 mai 1888 au 13 janvier 1889
Le Journal du Peuple : 1898-1899
La Voix du Peuple : décembre 1900 à avril 1908
Le Mouvement socialiste : N°71 (1901); N°111,112,114 (1903); N°151 (1905); N° 179, 180 (1906)
La Revue Blanche : Tome XVI, N°123; Tome VIII N°135.
L'Action directe : juillet 1903 à février 1905
L'Avant-Garde : avril 1905 à mars 1906.
La Révolution : 1908.
La Guerre sociale : régulièrement à partir de janvier 1911.

3) Brochures et livres
Lettres à Gustave Lefrançais sur Dejacques. 19 juin 1894.
Les gueules noires. (en collaboration avec Constantin Meunier) 1894
La calotte internationale. 1896
Les variations guesdistes. 1896
Les lois scélérates de 1893-94 (avec Francis de Pressense) 1899.
Comment nous ferons la Révolution (avec Emile Pataud) 1902.
Grève générale réformiste et grève générale révolutionnaire, 1903.
Le Parti du Travail, 1905.
Syndicat et syndicalisme, 1906.
Boycottage et sabotage, 1906.
L'organisation du surmenage : le système Taylor, 1906.
Le syndicat, 1910.
L'action directe, 1910.
Les bases du syndicalisme, 1910.

Sorti de prison, Pouget cesse toute activité syndicale. Il publie quelques feuilletons dans *l'Humanité* de 1914 à 1918, puis abandonne totalement le militantisme, et devient vendeur de catalogues d'Art. Il meurt le 21 juillet 1931.

Pouget et ses apparents paradoxes...

Quelles sont les images-chocs de ce parcours assez incohérent à première vue ? multiples et superposables : une enfance bourgeoise, une adolescence qui amène Pouget à rencontrer l'univers du prolétariat urbain, la découverte de l'anarchisme, de la violence et de l'illégalisme, puis le choix du syndicalisme, enfin le silence.

Comment expliquer l'engagement précoce d'un adolescent dont l'enfance fut très protégée ? Pourquoi ce choix de la violence et du terrorisme ? Pourquoi après avoir tant combattu le syndicalisme travailla-t-il avec tant d'ardeur sous la bannière de la CGT ? Pourquoi cet individualiste impénitent, ennemi de l'idée même d'organisation, accepta-t-il d'oeuvrer avec d'autres dans une confédération ?

La fusion peut se faire entre les deux images qu'il offre de lui-même.

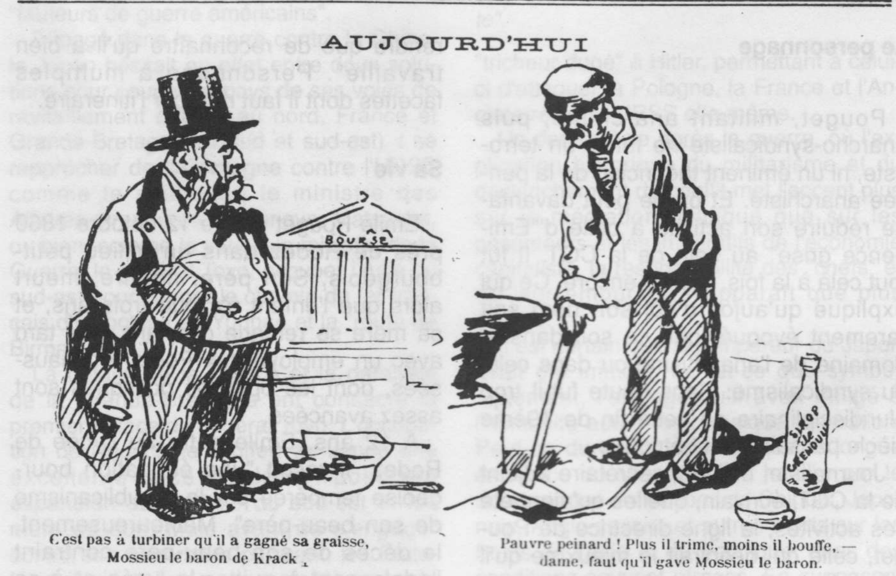
En créant son hebdomadaire, il invente un personnage, type même du libertaire bon vivant, grossier au possible, irrespectueux de tout, violent, cordonnier qui discourt en argot sur tous les problèmes de société : le *Père Peinard*. En négatif s'inscrit l'image de Pouget, laborieux théoricien de la CGT, considéré comme l'un des principaux rédacteurs de la Charte d'Amiens, personnage austère et peu disert.

Son engagement libertaire, son soutien sans réserve de la violence, les appels au meurtre qui transparaissent dans chacune des lignes du *Père Peinard*, tout celà prouve-t-il que Pouget, l'"immature" des années 1880-1895, souffrit de ce qu'on appelle communément la "maladie infantile du communisme" avant que de rentrer dans le droit chemin ?

Il est vrai qu'en 1880, Pouget a 20 ans. Sans doute se laisse-t-il séduire par l'impétuosité des Libertaires. L'Anarchie lui propose un idéal de vie, une pureté sans concession aucune. Pouget rencontre enfin des hommes qui s'intéressent au quotidien, qui luttent contre toutes les formes que revêt l'Autorité, que ce soit dans le cadre de la famille ou dans celui de l'usine.

A 20 ans, las des théories économiques et politiques, Pouget cherche une solution plus radicale aux malheurs de ses compagnons prolétaires. La révolte fait naître la violence en lui.

Il exècre les discours théoriques et pompeux sur le monde ouvrier. Le *Père Peinard* n'est pas un journal où ont lieu des débats polémiques; c'est un journal d'humeurs dont le contenu est fait essentiellement de faits divers présentés sous forme de fables édificatrices. Pouget "prend le ton de la


N° 105. LE PÈRE PEINARD, parait le Dimanche 22 Mars 91

AUJOURD'HUI

C'est pas à turbiner qu'il a gagné sa graisse, Mossieu le baron de Krack.

Pauvre peinard ! Plus il trime, moins il bouffe, — dame, faut qu'il gave Mossieu le baron.

DEMAIN



Finie la rigolade! Mossieu le baron est en purée! Bouffe ton or et tes billets, cochon, t'en chioras pas épais!


Le veinard, il bouffe à sa faim maintenant! Mais aussi il a envoyé dinguer les richards!

conversation d'estaminet; la phrase devient courte, le style ironique, le vocabulaire violent. Astucieux propagandiste, il excelle à présenter l'événement d'actualité, à toucher la fibre affective, à soulever l'indignation au récit de tel ou tel scandale conté avec emportement" (Demay de Goustine).

Le Père Peinard

Le *Père Peinard* est un cordonnier, un artisan révolutionnaire dans la ligne de la tradition sans-culottes. Le titre même de *Père Peinard* n'est pas sans rappeler le *Père Duchesne* d'Hébert.

Pouget rêve d'une grande révolution qui s'inspirerait de celle de 1789 et la description qu'il fait parfois, dans les colonnes de son journal, du passage à la société future prend l'apparence d'un grand carnaval rempli de symboles, tels la fourche, le bonnet phrygien, la lanterne...

Pouget a une vision dichotomique du monde : d'un côté les exploiteurs, de l'autre les exploités. La théorie révolutionnaire qu'il développe dans les lignes du *Père Peinard* ne tient aucun compte de la situation économique et sociale du prolétariat de son époque (et notamment de la division croissante du travail). Or, la réalisation de la révolution sociale dont rêve Pouget nécessite que le prolétariat soit une classe unie et solidaire avec une forte conscience révolutionnaire. La réalité va à l'encontre de ses espoirs.

Première désillusion : Demay de Goustine avance que les années 1885-1895 sont des années de tâtonnement et qu'elles conduisent Pouget à l'anarcho-syndicalisme parce qu'il se rend compte que la lutte dans la violence et l'illégalité ne peuvent mener à rien.

Un homme d'action

Il est vrai que Pouget est avant tout un homme d'action. Il ressent, comme d'autres anarchistes une profonde impuissance. La violence et le terrorisme les ont coupé du monde ouvrier, et Pouget sent qu'il lui faut choisir une voie "plus légale". La jonction se réalise sans difficulté aucune avec la CGT. Déjà, dès la fin des années 1880, Pouget envisageait le syndicalisme comme un moyen possible d'émancipation; mais parallèlement, il conseillait l'utilisation de la propagande et de la dynamite. Après 1895, il fait la promotion d'un syndicalisme pur se suffisant à lui-même, alors qu'auparavant, la Chambre syndicale était d'abord un lieu d'éducation et la préfiguration de la société à venir.

En 1894, par la voix du *Père Peinard*, s'esquisse la vision du syndicat selon Pouget : "Un endroit où il y a de la riche besogne pour les camaros à la redresse, c'est la Chambre syndicale de leur corporation (...) qu'un copain essaie, qu'il adhère à sa Syndicale, qu'il ne brusque pas le mouvement, qu'au lieu de vouloir (faire) ingurgiter tout de go ses idées aux camarades, qu'il y aille en douceur, et prenne pour tactique, chaque fois qu'un ambitieux viendra bavasser éléctions municipales, législatives ou autres saloperies, de dire en quatre mots : "La Syndicale a pour but de faire la guerre aux patrons et non de s'occuper de politique", s'il est assez finaud pour ne pas prêter le flanc aux mensonges des aspirants bouffe-galette qui ne manqueront pas d'en baver pis que pendre sur son compte, il se verra vivement écouté". Sur la voie de Kropotkine qui dit : "Il faut être avec le peuple, qui ne demande plus l'acte isolé, mais des hommes d'action dans les rangs", Pouget préconise en quelque sorte le noyautage des syndicats. Pour le moment, ceux-ci sont aux mains des réformistes (entendre socialistes) pour qui seule la politique a de l'intérêt; il faut donc installer des camarades dans chaque chambre syndicale pour donner un nouvel élan à l'éducation des prolétaires.

Le Syndicat

En 1905, Pouget publie *Le Syndicat* et l'on peut noter au passage que, si le style est totalement différent, il y a une extraordinaire continuité de vues; simplement la pensée s'est affinée :"Le groupe corporatif (...) est la seule agrégation d'êtres humains résultant de l'identité absolue des intérêts (...) Le syndicat tend à préparer une coordination grandissante des rapports de solidarité de manière à rendre possible,



CAPITAL ET TRAVAIL

dans le plus bref délai qui soit, l'expropriation capitaliste, seule base pouvant servir de point de départ à une transformation intégrale de la société (...) Ainsi, grâce au syndicat la question sociale se manifeste avec une netteté et une accuité telles que son évidence s'impose aux moins clairvoyants; le groupe corporatif trace, sans équivoque possible, la démarcation entre les salariés et les maîtres".

Le syndicat s'inscrit donc dans la vision manichéenne que Pouget a du monde.

Il faut apprendre aux ouvriers à s'unir; l'enseignement se déroule à l'école du syndicat; les leçons de choses sont les grèves.

La C.G.T.

Au sein de la CGT, comme auparavant lorsqu'il était rédacteur du *Père Peinard*, Pouget développe une activité éducative inépuisable.

Paul Delesalle, dans *La vie militante d'Emile Pouget*, note : "Il me serait facile, la collection de *La Voix de Peuple* aidant, de reprendre une à une les campages de tous ordres, lutte contre les bureaux de placement, repos hebdomadaire, journée de huit heures, lutte contre les iniquités les plus diverses auxquelles le nom d'Emile Pouget est constamment mêlé et toujours au premier plan de la bataille (...) Il suffit de reprendre la collection des Congrès de la CGT entre 1896 et 1907 pour bien juger de l'influence profonde qu'il exerça sur ces assises du travail. Ses rapports, ses interventions et surtout son travail effectif au sein des commissions sont encore les plus sûrs garants de ce que lui doit le syndicalisme".

Pouget travaille donc au sein de la CGT mais reste libertaire. Il apporte avec lui sa vision du monde et continue

UN·ROND — Du Dimanche 26 Février au 5 Mars

LE PÈRE PEINARD

Réflecs d'un GNIAFF

PARAISSANT LE DIMANCHE

MUSÉE DES HORREURS EN 19..



de négliger tout ce qui a trait, de près ou de loin, au domaine économique. Ce qui compte le plus à ses yeux, c'est la recherche du bonheur et la prise en compte de l'individu.

Or, "il s'est avéré que dans le socialisme aussi l'homme pouvait être malheureux et, qu'en tout état de cause, le socialisme - même s'il parvenait à écarter entièrement les origines du malheur général - ne pouvait garantir le bonheur personnel" écrit Adam Schaff (dans *Le marxisme et l'individu. Contribution à la philosophie marxiste de l'homme*). La Révolution à venir ne peut engendrer la naissance d'une nouvelle Ere où le bonheur serait général. C'est avant tout une révolution sociale. Schaff ajoute : "(pour les marxistes) la libération de l'individu, la victoire sur l'aliénation sont (...) conditionnées par la transformation des rapports et des institutions de la société régnante, par leur abolition grâce à l'abolition des rapports de classes existants. L'économie est strictement liée ici aux problèmes sociaux et à la politique. Dans ce contexte, il n'est plus possible de concevoir l'émancipation de l'individu par des mesures d'auto-perfectionnement spirituel (...) Cette émancipation est une question sociale".

Pour Pouget, l'émancipation reste avant tout une question morale. Il cherche, par le biais d'une éducation permanente, à amener à l'auto-perfectionnement moral des hommes, ce qui relève de l'utopie. C'est là que réside une des plus grandes désillusions de Pouget. Il croit que l'homme est bon par nature, que l'éducation, la religion ... ont perverti cette bonté naturelle, et qu'il suffit de briser les idées reçues pour donner au prolétariat une conscience aiguë de sa force révolutionnaire : or, les faits lui donnent tort.

La CGT se tourne vers le réformisme. Beaucoup de militants acceptent de partir au combat en 1914, au lieu de déserter, ce qui choque profondément l'antimilitariste qu'est Pouget. Pourquoi défendre un gouvernement qui aliène la liberté des masses et participe à son exploitation ? Nouvelle désillusion pour celui qui croyait que le Syndicat allait être le modèle de la société future dont il rêve.

Retour au silence

De désillusion en désillusion, Pouget a cependant conservé l'espoir. Il a prôné, sans jamais faillir, la révolte : "La révolte contre la société qui, affairée à ronger leur existence (celle des prolétaires), à la dissoudre dans les eaux glacées du calcul égoïste, ne paraît relâcher la misère dont elle les accablait autrefois que dans la seule mesure où elle l'intériorise" (Robert Langlais dans la préface d'un livre qui reproduit les articles les plus significatifs du *Père Peinard*. Editions Galilée, 1976). Il ne faut pas que le peuple intériorise sas misère.

Que ce soit dans les colonnes du *Père Peinard*, ou au sein de la CGT, Pouget cherche à éveiller la conscience révolutionnaire du prolétariat. Mais il sent l'ampleur de son échec.

Pouget voulait détruire les mythes. Il cherchait inlassablement à montrer les tares de la société bourgeoise, à détruire le respect que les classes laborieuses éprouvent pour les puissants, à abattre tous les symboles de l'Autorité.

Assoiffé d'absolu, Pouget rêvait d'une révolution qu'il souhaitait proche et définitive. Les événement sont allés à l'encontre de ses désirs. Les tentatives réformistes de la CGT l'ont, sans aucun doute, éloigné du syndicat dans lequel il mettait beaucoup d'espoir.

Il est retourné au silence de sa province de Lozère après avoir tenté longuement de faire partager à d'autres sa propre vision du monde.

Mort trop tôt, il n'a pas eu le bonheur de connaître 1936, les grèves générales et les occupations d'usines, formes de lutte chères à son coeur. Celà l'aurait sans doute réconforté et lui aurait montré que son inlassable activité militante avait laissé une forte empreinte.

Catherine GIRAULT

Cet article a été rédigé à partir d'un mémoire de maîtrise soutenu par Catherine Girault en Novembre 1985 à l'université de Tours intitulé : Le Père Peinard ou la vision du monde selon Pouget.

BIBLIOGRAPHIE :

Dolleans (E.) : *E. Pouget*, Conférences de l'institut supérieur ouvrier, Paris, 1939 - 29 P.

Demay de Goustine (Ch.) : *Pouget, les matins noirs du syndicalisme,* Paris

Demay de Goustine (Ch.) : *Emile Pouget*, Thèse de droit, Paris, 1961

Articles parus dans *Les hommes du Jour* N°27, 1908 et *La Revue Blanche*, 1er octobre 1898.

1906 : La Charte d'Amiens

La C.G.T. groupe en dehors de toute école politique tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.

Le congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte des classes qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en oeuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le congrès précise par les points suivants cette affirmation théorique :

Dans l'oeuvre revendicatrice quotidienne, le syndicat poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc...

Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'oeuvre du syndicalisme, il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupe de production et de répartition, base de la réorganisation sociale...

Le congrès déclare que cette besogne quotidienne et d'avenir découle de la situation des salariés, qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le congrès affirme l'entière liberté, pour le syndiqué, de participer en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

En ce qui concerne les organisations, le congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale.



NOUS AVONS REÇU :

Campagnes et paysans des Ardennes 1830-1914
par Jacques Lambert



Les Editions Terres Ardennaises, éditeurs d'une revue que nous apprécions, ont également fait paraître quelques ouvrages dans la tradition populaire, qui ont, à chaque fois, retenus notre attention. Le dernier ouvrage, que signe Jacques Lambert, est consacré à la vie des paysans dans les Ardennes. Notre rubrique est trop courte pour écrire tout le bien qu'on pense de ce livre. C'est la raison pour laquelle nous avons demandé à son auteur l'autorisation d'en citer quelques extraits dans les prochains numéros de notre revue (ce numéro était déjà programmé quand nous avons reçu l'ouvrage).

La première partie du livre est consacrée à la population, aux méthodes de cultures, aux productions, élevages et travaux des artisans. La seconde partie, intitulée *La civilisation paysanne*, traite plus particulièrement de la vie à la campagne avec ses rites et ses coutumes du berceau à la mort, les fêtes, les loisirs, l'école, l'armée, les superstitions, etc...

En attendant, ceux qui s'intéressent au monde rural peuvent nous commander cet ouvrage de 583 pages agrémenté de nombreuses illustrations sous cartonnage d'éditeur pour le prix de 225 F.

Bernard Lambert, 30 ans de combat paysan
par Yves Chavagne

Bernard Lambert était agriculteur à Teillé (Loire-Atlantique). Il est mort accidentellement le 24 juin 1984 à l'âge de 53 ans.

Neuf de ses amis se sont réunis pour écrire sa biographie. Ce faisant, c'est un peu leur histoire qu'ils ont raconté, une véritable autobiographie collective qu'ils ont réalisée, dont le fil conducteur s'appelle Bernard Lambert. Le travail de recherche collectif, qui a duré 3 ans, a finalement trouvé sa rédaction définitive sous la plume du journaliste Yves Chavagne.

A travers cette biographie, c'est tout un monde mal connu que ses amis nous dévoilent. De la J.A.C. des années 50 à la Confédération paysanne des années 80, du M.R.P. au P.S.U., de la guerre d'Algérie à la dénonciation des veaux aux hormones... en passant par les grandes heures de la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ouest, la "Commune de Nantes" de 68, la marche des "paysans travailleurs" sur le Larzac de 73, les grands et les petits conflits des fermiers avec leurs propriétaires ou avec le Crédit agricole, c'est toute la vie agricole, sociale et politique d'un tiers de siècle qui est évoquée.

Cet ouvrage restera un témoignage important pour l'histoire du combat paysan et de la lutte syndicale dans un monde changeant, où les paysans sont devenus minoritaires.

Ouvrage de 284 pages avec illustrations hors texte et index des noms cités. 120 F.

Association Bernard Lambert, Le Bourbonnay, 44440 Pannece.

De la Révolution 1989 : l'inventaire des rêves et des armes
par *Claude Guillon.*

Le co-auteur de *Suicide mode d'emploi* (livre que je n'ai jamais lu, mais dont le scandale lui a valu une publicité peut-être imméritée) n'est certes pas dénué d'humour. Considérant que la Révolution est permanente, et ne constitue qu'une série de désillusion, l'auteur nous livre un pamphlet de 270 pages ou chacun y trouve son compte. En voici un court extrait :

"Les balayeurs parisiens sont aujourd'hui dotés d'instruments dont seul le manche reste de bois, tandis que les tiges, moulées dans une matière plastique, imitent la forme des branchages. On a supprimé les pissotières, fabriqué des poubelles quasi impossibles à fouiller, implanté partout un répugnant mobilier publicitaire, mais subsiste envers et contre tout le *balai* (Le mot est emprunté au gaulois) quelque chose de notre patrimoine culturel devant quoi recule le vandalisme technocratique.

"La révolution supprimera le travail et les balayeurs, elle réhabilitera le balai !".

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à compter du numéro 45
Un an (5 numéros dont 1 double) : 150 F — Etranger : 190 F (par avion)
(rayer la mention inutile)

Nom .... Prénom ....

Profession ....

Adresse ....

Code postal.. Ville ....

Adresser bulletin et titre de paiement à : Editions Floréal, BP 872 — 27000 Evreux cedex.
CPP 13 895.29 N PARIS

Ce digne émule de Louis-Sébastien Mercier nous a bien diverti et nous l'en remercions bien sincèrement.

Editions Alain Moreau, 5 rue Eginhard, 75004 Paris. 89 F.

Trois contes des îles
par *Malcom Menzies*

Trois aventures, trois portraits de l'individu en révolte. S'inspirant de faits réels, l'auteur raconte trois histoires d'hommes dans le décor étouffant de l'Amérique tropicale. Prisonniers du bagne ou d'eux-mêmes, ils n'ont que la liberté de rêver leur liberté. Au-delà, les guette la mort.

Corps 9 , Troesnes, 02460 La Ferté-Milon. 45 F.

Spleen et Révolution 68-88
par un anonyme

Charles Jacquier nous a fait parvenir ce livre dont il n'est pas l'auteur, mais qu'il souhaite faire connaître. Ce livre d'humeur vient à contre-courant des reniements habituels des ex-gauchistes et suscite quelques réflexions.

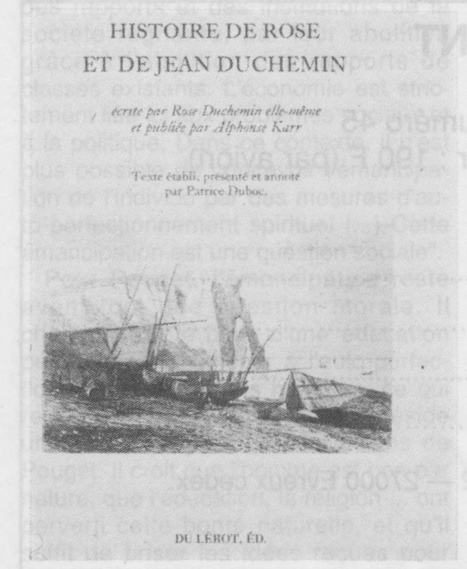
Pour les nostalgiques de 68, et ceux qui refusent la politique de modernité libérale et capitaliste. 60 F

Jean Dupont, 70 Ae Jean Jaurès, 93310 Le Pré Saint-Gervais

Histoire de Rose et de Jean Duchemin
Texte établi, présenté et annoté par Patrice Duboc

Cette histoire écrite par Rose Duchemin est un document authentique sur la vie quotidienne des patrons pêcheurs et marins, mareyeurs, charpentiers, tisserands du pays de caux (Seine maritime). C'est grâce à Alphonse Karr que cet ouvrage de littérature prolétarienne a pu être édité en 1850 chez Barba dans la collection "Les romans populaires illustrés".

En voici une réédition illustrée. 80 F.
Editions Du Lérot, Tusson, 16410 Aigre



HISTOIRE DE ROSE
ET DE JEAN DUCHEMIN

écrite par Rose Duchemin elle-même et publiée par Alphonse Karr

Texte établi, présenté et annoté par Patrice Duboc.

DU LÉROT, ÉD.

REVUES

Le Mouvement social N° 145

Numéro consacré à la France et l'Aéronautique :

-Une technologie nouvelle sans vrais capitalistes ?

-Entreprendre dans l'aviation en France (1900-1980)

-L'entrée de l'aviation dans le monde des lettres.

-Les politiques de reconstruction d'après-guerre dans l'industrie aéronautique.

-L'aéronautique, une industrie productrice de savoir-faire.

Editions ouvrières, 12 Ae Soeur-Rosalie 75621 Paris

Itinéraire. Une vie, une pensée.

Le numéro 4 de cette revue est consacré à Rudolf Rocker (1873-1950) anarchiste allemand méconnu en France (et même dans son propre pays). Après avoir milité au sein du SPD (Parti ouvrier social-démocrate),il rencontra de jeunes anarchistes allemands en Août 1891 au Congrès socialiste de Bruxelles, mais c'est à Paris qu'il s'imprégnera des fondements du syndicalisme. Sa vie sera ensuite une longue succession de luttes qu'il est intéressant de découvrir dans cet excellent numéro d'Itinéraire qui comporte une bibliographie complète des oeuvres de Rocker. 35 F.

Itinéraire, 1 bis rue Emilie 77100 Chelles

L'estocade, journal Franc-Comtois
No 52 - Janvier/février 1989

Nous avons relevé au sommaire de ce numéro un article de Jacques Chambaud sur la place et les rôles de l'eau dans l'histoire de nos villes, intitulé : La vie de nos cités se reflète dans l'eau et sous-titré : histoire d'être eau courante !

Si la révolution scientifique et technologique a permis d'élever le niveau d'hygiène des individus, elle a modifié profondément les rapports de l'homme avec l'eau. C'est ce que nous démontre l'auteur de cet article.

Estocade BP 102, 70002 Vesoul cedex 16 F.

Prévoyance sociale, passé et présent
No 4 - novembre 1988

Au sommaire de cette brochure animée par Pierre Descamps nous relevons :

- La protection sociale et la révolution française par Louis Trénard.

- L'association Sainte Blaise à Tourcoing par Florent Vanremortere.

- Notice historique sur la prévoyance dans les populations minières par Jacques Beurrier.

63 rue du Rempart - BP 499 - 59321 Valenciennes cedex

LES ENFANTS DE LA LIBERTE

Dessins de Didier et Christian Ray

Voici, comme prévu, le début de la bande dessinée relatant l'histoire d'un adolescent pendant la période révolutionnaire. Cette bande est réalisée à votre intention et paraîtra régulièrement, dans chacun de nos prochains numéros.

Outre notre héros, Jacques Fléchard, que nous vous avons déjà présenté, vous allez faire connaissance avec :

- Le père Maréchal, artisan ébéniste du faubourg Saint-Antoine.





- Victor Laurier, compagnon ébéniste, révolutionnaire actif.

- Gérôme Lance, son collègue, révolutionnaire méditatif.





Anaxagoras, écrivain public, le philosophe.

Vous reconnaîtrez également quelques personnages historiques que nos héros croiseront au hasard des événements comme Santerre, Marat, Robespierre...






Mon nom est Jacques Fléchard. Je suis né à Paris en 1775. De bonne heure, j'ai perdu mes parents dont je n'ai plus le souvenir. Par contre, je me souviens parfaitement de l'atelier. J'avais huit ans et je travaillais déjà chez le père Germain Maréchal, maître ébéniste au faubourg Saint-Antoine. J'avais été recueilli à la mort de mes parents par une vieille voisine, Adélaïde Bélat, brave femme qu'on appelait la mère Bélat. C'est elle qui me mit en apprentissage chez le père Maréchal. C'était un brave homme d'une cinquantaine d'années, droit et sec comme un I, la tête toute grise avec l'air sérieux et triste. Il occupait deux compagnons, Victor Laurier et Gérôme Lance. Le premier enthousiaste et hardi que je rencontrai plus tard dans les manifestations populaires du faubourg, le second méditatif et sagace qui me rendit le service de m'apprendre à lire, chose rare chez un






ouvrier de l'époque. Le vieil Anaxagoras devait être mon second professeur. Des flots de chevelure et de barbe encadraient sa tête ridée qu'éclairaient deux yeux pétillants de flamme. De petite taille, il portait un sarrau de cuir. Mystérieux pour les habitants du faubourg, il exerçait la profession d'écrivain public. Depuis la porte Saint-Antoine jusqu'à la place du Trône (place de la Nation) une rue longue s'étendait bordée de ruelles misérables. Au fond des cours s'élevaient des maisons hautes et noires. Là, des familles ouvrières travaillaient encore après la tâche rude de la journée : il fallait bien vivre. Tous les dimanches il y avait foule à l'église Sainte-Marie, on voyait défiler les bourgeois, commerçants et patrons dont certains étaient fort riches. Les compagnons charpentiers appartenaient à l'association des *chiens* alors que les ouvriers du meuble étaient les *loups*. Ces diffé-





rences d'associations ou *de devoirs* créaient des disputes entre les ouvriers qui s'assommaient avec leurs longues cannes. "Les imbéciles! disait Anaxagoras. Ils sont le nombre, ils ont les mêmes intérêts et c'est entre eux qu'ils se battent pendant que les maîtres se donnent du bon temps!" Au faubourg Saint-Antoine, dans tous les cabarets on tenait des discours qui faisaient l'étonnement des vieux ouvriers. C'étaient les idées de bon sens et de dignité qui s'éveillaient peu à peu dans la grande masse et devaient, les événements aidant, faire éclater cette tempête : la **Grande Révolution**!

Liste des articles parus dans Gavroche



N° 1
La résistance aux inventaires (1906)
Boissons économiques au 19e siècle
Ventres creux et ventres dorés :
Les insurrections de Germinal et Prairial An III.
Vivre sur la zone (1920)
La révolution sociale des Capuchonnés (1182-1184)
Panorama de 1881
Le bourrage de crâne par la caricature (1914-1918)

N° 2 (épuisé)

N° 3
Accouchements au XVIIIe siècle
Indochine (1930) (I)
Quand les Gaulois prenaient les eaux
Les barricades de la Commune (1871)
Sur les routes des carillons
Les Fortifs (1850-1924)
Panorama de 1932 (2e trimestre)

N° 4/5
Au temps des 1er Tours de France (1903-1905)
Femmes au bagne (1858-1906)
La fête au bois Hourdy
Les Insurrections vietnamiennes de 1930-1931 (II)
Les frères Le Nain
Pour améliorer l'ordinaire des Poilus
Les agrandissements de Paris (IIe Empire)
Les colonnes infernales (1794)
Une moisson à la fourche (1953)
La bataille de Homestead (1892)
Le STO : témoignages et résistances
Panorama de 1832.

N° 6
Des usines remises en marche sans leur patron (1944-1949)
La rosière de Nanterre
Paysanne en Languedoc (1900)
L'enfermement des pauvres, 17e siècle
Les colporteurs au 19e siècle
Panorama 1932 (3e trimestre)

N° 7
La grande colère des maraîchers (1936)
Jardins ouvriers à Taverny (témoignage)
Solidarité France-Pologne (1830-1831)
An II : un théâtre sans culotte
Attaques de diligences au 19e siècle
La promenade du bœuf gras à Paris
Panorama de 1922

N° 8
Les soulèvements de 1851 dans les campagnes
Bateleurs et charlatans au 17e siècle
Les Pâques sanglantes de Dublin 1916
Le fascisme vert (1936)
Un savant libertaire : Elisée Reclus
Les maçons de la Creuse au 19e siècle
Panorama de 1903 (vie politique et internationale)

N° 9 (épuisé)

N° 10
Voleur ou héros populaire ? Cartouche
Rafles sanglantes d'Algérien (17.10.1961)
Les paludiers de Guérande
Une parole ouvrière : l'Atelier 1830-40
La révolte du Roure 1670
Hauts lieux de la fécondité
Cabrera, l'île de la mort

N° 11
La Peste de 1720 à Marseille
Le peuple dans les Mille et une nuits
Godin, et le Familistère
La fête de la Choule
USA : La piste des larmes (1830-1840)
Querelles, charivaris et amours contrariés au 18e siècle

N° 12
Les procès d'animaux
Témoignages sur les camps nazis
Les cadrans solaires (19e siècle)
Les tricoteuses de l'An III
Benoît Raclet, vainqueur du "ver coquin"
A propos de "Avoir 20 ans dans les Aurès"

N° 13
Charles Martel a-t-il arrêté les Arabes à Poitiers en 732 ?
Les soldats de l'An II :
Lettres de conscrits auvergnats
Education civique ou propagande républicaine ?
Pain jaune et marché noir
Entretien avec Cl. Jean-Philippe

N° 14
1947 : Le départ des ministres communistes.
Onze jours d'exode (1940)
Mystères et fêtes religieuses au Moyen Age
Le canular du Lapin agile
La découverte archéologique de Glozel
Le braconnage en Sologne au siècle dernier
La vie dans les campagnes nîmoises dans l'Antiquité
Un almanach saisi en 1872 en Bourbonnais
Barthélémy Thimonnier, inventeur malheureux de la machine à coudre

N° 15
La Résistance en Bretagne
L'insurrection de Paris en août 1944
La rue et ses métiers au 18e siècle
Août 1914 : les débuts de la grande guerre en Languedoc.
Joutes et quintaines populaires
Un mineur français au "paradis" de Staline (1936)

N° 16/17
Les 63 jours héroïques de Varsovie (1944)
Mineurs d'argent en Lorraine au 16e siècle
Les communistes ont-ils voulu prendre le pouvoir à la Libération ?
Le crime de la Nanon (un infanticide au 18e siècle)
Les Bretons de Paris à la Belle Epoque
Mariages morvandiaux au siècle dernier

N° 18
Les massacres de septembre 1792
Dossier "Guerre d'Espagne" :
La France, terre d'asile ?
Le pourquoi de la défaite républicaine
Les mariniers d'Auvergne (17e/19e siècles)
Français et canaques (repères historiques)

N° 19
Madame du Coudray, maîtresse ès-accouchement
Un accouchement "sensationnel" au 18e siècle
Jeux de masques, momons et jeux de nobles
Comment les Jacobins ont quadrillé la France
La morale selon St-Just
Fileuses et tisserands au Moyen Age
Guerres afghanes

N° 20
"1984" et le phénomène totalitaire
Un chasseur de sorcières en 1609 au pays Basque
1936, la solidarité déchirée à l'Espagne républicaine
L'exemple lyonnais
Chiffonniers de Paris au 19e siècle
L'instruction civique à l'école

N° 21/22
La première guerre scolaire
Le discours des aliénistes au lendemain de la Commune
Marn'rons (témoignage)
Repères historiques pour l'Albanie
Le jeux de l'oie de l'affaire Dreyfus
Le vagabondage des mineurs à Paris au 19e siècle
Le droit de réunion au siècle dernier
La traversée d'un jeune soldat de Bret à la Guadeloupe (1874/1875)

N° 23
Les briseurs de machines en France et en Grande-Bretagne.
Galerie des machines ou galerie des monstres !
Les miracles racontent...
Clous et cloutiers d'hier.
Le droit d'aubaine

N° 24
L'Ecole, l'Eglise et l'Etat sous l'ancien régime.
Une tentative d'Eglise nationale au 19e siècle. L'Eglise française de l'Abbé Chatel.
Le communisme en milieu rural avant et pendant la guerre (Berry).
Les chaufourniers.
Dossier sur l'intolérance.
L'affaire Dreyfus et la défense nationale vues par l'Action française.

N° 25
Souvenirs d'une sage-femme
Jean-François Piron
Le Béranger du compagnonnage
"Libérez nos camarades !"
Les rebelles chinois du fort Saint-Irénée
Jeux d'enfants au 16e siècle
1848 : Ateliers nationaux en Champagne (1e partie)
Naissance, vie et déclin d'une coopérative ouvrière :
"Les travailleurs syndiqués" de Saint-Laurent-de-Cerdans

N° 26
Ateliers nationaux en Champagne (2e partie)
La loi Falloux (15 mars 1850)
Les frères Trinitaires, six siècles de rachat des captifs de l'Islam
Il y a 50 ans : la publicité dans un almanach de province Panorama express de 1906 en cinq dessins, une chanson et un portrait
Gueux et gueuserie
Cris de la tranchée (mémoires de 2 poilus)

N° 27/28
1936 : le Front populaire
— Le cinéma du Front populaire
— L'église et le cinéma entre les deux guerres
Genève choisit la Réforme
Un quart de siècle pour Amnesty
La naissance du Boulangisme
La révolte des garçons de café
Le drame de Decazeville
Il était une fève
L'exode par mer des Havrais et les 800 morts du "Niobé"

N° 29
Marianne marraine et le crayon rouge
L'école du Second Empire
Les grèves tragiques de 1886 en Belgique
L'espéranto
Les brosseries de l'Oise
Les Normands en Amérique
Un camp de concentration français pendant la Seconde Guerre mondiale

N° 30
Deux mille ans de lutte contre l'incendie :
L'histoire des sapeurs pompiers
Le destin tragique de Maxime Marchand... et l'Algérie
Fête de l'ours
Noces normandes

N° 31
Débardeurs
La vie cahotique d'un caricaturiste célèbre Alfred Le Petit (1841-1909)
L'histoire de Jean-François Albert, curé révolutionnaire (1753-1802)
La pomme de terre et les Bretons.
Gavroche interdit de séjour à Paris ?

N°32
Une école militaire sous la Terreur : les quatre mois de l'Ecole de Mars (1794) (I)
Conseils aux ouvriers (1874)
I Le chemin du bien-être
L'Echappée belle — 1930 — Les ch'tis à l'assaut des loisirs
La Résistance à l'occupant dans les Vosges et dans l'Aude.

N° 33/34
Un demi siècle de télévision
Les quatre mois de l'école de Mars (II) Les fêtes de l'école
Métiers disparus : La fabrication des liens
Les réfractaires : La hantise des mauvais numéros (1815-1868)
Le jeu de l'oie automobile (1933)
Conseils aux ouvriers (1874)
II — Le bienheureux ouvrier
L'histoire chic du ticket choc et les embarras de Paris (1907)
Les infortunes de Jean Gogo (Bande dessinée 1921)

N°35
La Fernsehsender Paris - La télévision en 1943-44
(III) L'Ecole de Mars et la terreur
L'expo de 37
Politique et philatélie
Guernica
Une ébauche de Sécurité sociale

N° 36
Quand l'heure était décimale (1798)
Les couturières
Avoir 20 ans en zone interdite
Les communautés juives en France
Le monnayage de la commune
Le jeu de la bourse

N° 37
Du Mont Blanc aux Glières : Les maquis de Haute-Savoie (I)
Le scandale des décorations et l'élection présidentielle (1887)
Une mode révolutionnaire : le costume pendant la Révolution
La cocarde et le drapeau tricolore ou la pénible naissance des symboles nationaux
Un colloque sur "la politique nazie d'extermination"
Pour la paix/lettre aux conscrits

N° 38
Le devoir des mères (I)
"Le sou du soldat" (1900-1914)
Les maquis de Haute-Savoie (II)
Judex chronologique des articles parus dans Gavroche
La vie quotidienne dans le Coglais au XIXe

N° 39/40
La paix de Brest-Litovsk et la guerre civile en Russie (1918)
Les élections de 1789
Les demi-mères (II)
L.S. Mercier prophète de la Révolution
Scènes de la vie parisienne à la veille de la Révolution (I)
Le théâtre de tradition populaire
Le racisme contre la nation
La vérité historique et les révisionnistes

N° 41
Le siècle d'or des nourrices (III)
Scène de la vie parisienne à la veille de la Révolution (II)
La journée des Tuiles et l'assemblée de Vizille
Les bûcherons de Camors (Morbihan)
Bretons et Barbaresques
La résistance dans l'Eure

N° 42
La grande misère des soldats de la Révolution
Jeu et société dans le milieu Minier du Nord au 19e siècle
Le choix d'une nourrice (I)
Le 11 novembre 1918 — La fin d'un carnage

N° 43
Les Etats Généraux de 1789
Les "Pénichiers" mariniers du Nord (I)
Les nourrices (II)
Témoignages sur les camps
Ludovic Massé

Les numéros disponibles peuvent être adressés franco aux conditions suivantes : 1 à 22 : 20 F. Numéros doubles 40 F — à partir du 23 : 25 F numéros doubles : 50 F — Commande et règlement à adresser à Editions Floréal BP 872 27008 Evreux.



L'amateur de livres

A la demande de nombreux lecteurs, nous publions à nouveau une liste de livres anciens ou d'occasion disponibles à la vente. Cette première liste ne comporte que des ouvrages relatifs à la Révolution.

AEGERTER (Emmanuel) - La vie de Saint-Just. Gallimard 1929 (Coll Vies des hommes illustres N°38)...50 F

ARTHUR-LEVY — Un grand profiteur de guerre sous la Révolution, l'Empire et la Restauration, G.-J.Ouvrard. Calmann-Lévy 1929...45 F

BALDE (Jean) Madame Elisabeth. Spes 1937...35 F

BALLOT (Charles) - Le coup d'état du 18 fructidor an IV. Rapports de police et documents divers. Sté de l'Histoire de la Révolution Française 1906 25x16 br...120 F

BARRAU (Théod.H.) - Histoire de la Révolution Française (1789-1799). Hachette 1881...80 F

BARTHOU (Louis) - Danton. (Les grands révolutionnaires). A.Michel 1932...80 F

BERTAUD (Jean-Paul) - Les amis du roi. Perrin 1984. Journaux et journalistes royalistes en France de 1789 à 1792...50 F

BERTAUT (Jules) - Madame Tallien. Fayard 1946...50 F

BESSAND-MASSENET (P.) - Babeuf et le parti communiste en 1796.(L'attaque de Grenelle). Hachette 1926...45 F

BLANC (Louis) et CRETINEAU-JOLY (Jacques) - Les guerres de Vendée. Club du livre d'Histoire...-50 F

BLANC (Olivier) - La dernière lettre - R.Laffont 1984. Prisons et condamnés de la Révolution 1793-1794...50 F

BORDONOVE (Georges) - Les marins de l'An II. Laffont 1974 ill...40 F

BORDONOVE (Georges) - La vie quotidienne en Vendée pendant le Révolution. Hachette 1974...45 F

BRAESCH (Frédéric) - 1789 L'année cruciale. Gallimard 1941. 25x16 br... 100 F

BREHAT (Jean) - Barras ou les jeux corrupteurs de la politique et de l'amour. Baudinière 1934...50 F

CASTELNAU (Jacques) - Madame Tallien, Révolutionnaire, favorite, princesse. Hachette 1938...50 F

CASTELOT (André) - Le rendez-vous de Varennes. Perrin 1971 ill...50 F

CASTRIES (Duc de) - La Fayette pionnier de la liberté. Hachette 1974 (défraîchi)...40 F

CLEMENCEAU—JACQUEMAIRE (Madeleine) - Vie de Madame Roland. J.Tallandier 1929. 2 vol. 20x13 br. ill...100 F

DAUDET (Ernest) - Le roman d'un conventionnel.Hérault de Séchelles et les dames de Bellegarde. Hachette 1904. Rel.d.toile ill..140 F

DAUNOU - Mémoires du général Dumouriez pour servir à l'histoire de la Convention Nationale. Rel.d.bas. Firmin-Didot Paris 1878...140 F

DENARQUES (Edmond) - Mirabeau Professeur d'éloquence. Bernardin-Béchet 1945...30 F

DOMECQ (Jean-Philippe) - Robespierre, derniers temps. Seuil 1984...50 F

DUJARRIC DE LA RIVIERE (R.) - Dames de la Révolution. Mmes Lavoisier, Helvétius, Talma, Delphine de Custine. E.O. n.c. Fanlac Périgueux 1963...60 F

FRANCOIS-PRIMO (Jean) - La jeunesse de Brissot. Grasset 1932...50 F

FUNCK-BRENTANO (Frantz) - La bastille et ses secrets. Tallandier 1979...40 F

GALLO (Max) - Maximilien Robespierre Histoire d'une solitude. Perrin 1968. Ill. Cart.éd...50 F

GAXOTTE (Pierre) - La Révolution Française. A.Fayard 1932...50 F

GIGNOUX (C.J.) - Saint-Just. La table ronde 1947...50 F

GRENIER (Edouard) - Jacqueline Bonhomme (1789-1800). Tragédie en vers. Hachette 1878...50 F

HENRY-ROSIER (Marguerite) - Rouget de lisle. Gallimard 1937...40 F

HERISSAY (Jacques) - Le monde des théatres pendant la Révolution 1789-1800. L.A.Perrin 1922. 10 grav.h.t...120 F

ISORNI (Jacques) - Appel de Louis XVI à la Nation 1793. Flammarion 1949...50 F

KORNGOLD (Ralph) - Saint-Just. Grasset 1937...70 F

KUNSTLER (Charles) - La vie privée de Marie-Antoinette. Hachette 1943...50 F

LABRACHERIE (Pierre) - Fouquier-Tinville, accusateur public. Fayard 1961. S.P...80 F

LACOMBE (Bernard de) - La vie privée de Talleyrand. Plon 1910...80 F

LA FUYE (Maurice de) - Louis XVI. Denoël 1943...50 F

LAMARTINE (A.de) - Histoire des Girondins. Le Chevalier 1865-1866. Edition illustrée, 3 vol.rel.d.bas.rouge (taches et rousseurs)...300 F

LE CORBEILLER (Armand) - La sombre destinée d'un jacobin. Ed.de Fontenelle...50 F

LE CORBEILLER (Armand) - Le calvaire de Madame Roland. Ed.C.L. 1942...50 F

LENOTRE (G.) - Robespierre et la "Mère de Dieu". Perrin 1926 (lég.défraîchi)...60 F

McNair Wilson (R.) - La belle Tallien, ambassadrice de la finance internationale. Nelle Revue Critique 1939. S.P...60 F

MADELIN (Louis) - Fouché 1759-1820. Plon 1945. 2 vol.br...200 F

MADELIN (Louis) - La Révolution. Hachette 1920 (défraîchi)...45 F

MANCERON (Claude) - Le vent d'Amérique 1778/1782. R.Laffont 1974. 2ème vol.de la série Les hommes de la Liberté...80 F

MARICOURT (André de) - Prisonniers et prisons de Paris pendant la terreur. Lemerre 1929 (défraîchi)...60 F

MARTET (Jean) - Le procureur de la lanterne (Camille Desmoulins). A.Michel 1935...45 F

MATHIEZ (A.) — La Révolution Française. A.Colin 1922. 3 vol. 17x11 br...150 F

MATHIEZ (A.) - Autour de Danton. Bibliothèque historique Payot 1926...100 F

MATHIEZ (A.) - Le dix août. Hachette 1934. 23x18 cart.éd.ill...70 F

MAZE (Jules) - Les journées révolutionnaires d'octobre 1789. Hachette 1939...60 F

MEMOIRES de Armand Louis de Gontaut, duc de Lauzun, général Biron. Rel.d.toile. H.Jonquieres, Paris 1928... 80 F.

MEMOIRES du Comte Alexandre de Tilly pour servir à l'histoire des moeurs de la fin du XVIIIe siècle. 2 vol rel' d.toile.ill. index, coll Jadis et naguère. H.Jonquières, Paris 1929...150 F

MERILHOU (Joseph) - essai historique sur la vie et les ouvrages de Mirabeau. (Défraîchi sans couv.). Brissot-Thivars, Paris 1827...90 F

MONTJOYE (C.F.L.de) - Histoire de la conjuration de Maximilien Robespierre. (Défraîchi, sans couv) Maret Paris An IV, 1796...100 F

OZOUF (Mona) - La fête révolutionnaire 1789-1799. Gallimard 1976 ill...60 F

PELLISSIER (A.) - Monarchie et Révolution essais anecdotiques. Ouvrage royaliste 25x17 Br. R.Haton Paris 1893...80 F

PONS (Louis) - La Fayette aux Etats-Unis. Téqui 1918...60 F

RIBADEAU DUMAS (François) - La destinée secrète de La Fayette. R.Laffont 1972. Ill...60 F

ROUSSET (Camille) - Les volontaires 1791-1794. Perrin 1892...100 F

SAINT-JUST - Le gouvernement révolutionnaire jusqu'à la paix. Notes de J.Gaucheron. Raison d'être 1946...50 F

SAINTE-BEUVE (C.-A.) - Monsieur de Talleyrand. Lévy 1870...70 F

SAVINE (Albert) - La vie à la Bastille, souvenirs d'un prisonnier. Louis-Michaud 1908...60 F

SIEYES (Emmanuel) - Qu'est-ce que le Tiers Etat?. PUF 1982...30 F

TONDINI DE QUARENGHI _ Influence sur la Russie du calendrier républicain. (Plaquette) La Nouvelle Revue 1889...40 F

VAISSIERE (Pierre de) - A Coblence ou les émigrés français dans les pays rhénans de 1789 à 1792. Les belles-lettres 1924...100 F

VAN LEISEN (Herbert) - Mirabeau et la Révolution royale. Grasset 1926...40 F

VERDUN (Jean) - Brumaire an VIII. Club des Editeurs 1961...40 F

VIALAY (Amédée) - Les cahiers de doléances du Tiers-Etat aux Etats Généraux de 1789. Etude historique, économique et sociale. Perrin 1911...150 F

VIVENT (Jacques) - Barras. Hachette 1938...30 F

WALTER (Gérard) - Babeuf et la conjuration des égaux. Payot 1937...70 F

LIBRAIRIE FLOREAL

41, rue de la Harpe BP 872 — Tél. : 32.33.22.33

Nous vous proposons un certain nombre d'ouvrages anciens ou d'occasion que vous pouvez nous commander à l'aide du bon de commande ci-dessous.

Veuillez ne pas adresser de règlement sans vous être assuré par téléphone ou par lettre que les livres sont encore disponibles.

Auteur	Titre	Prix
	Port et emballage forfaitaire	15,00
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à librairie Floréal


TABLEAUX MEMORABLES QUI ONT DONNE LIEU A LA REVOLUTION
dans le temps passé foulée aux pieds le tiers
TAILLE IMPOTS CORVEE 1
les plus utille etoient etat portoit tout le fardeau
ils y a trop longtemps de mes ennemis je veux
REVEIL DU TIER ETAT 2
que je vis sous lopression enfin briser mes fers
ARRIVEE EN FRANCE PENDANT LES ANNEE QUATRE VINGT 9 · 90 · 91 ·
lanoblesse est abolie pour conte marquis baron cheval
A ORLEANS CHEZ
SUPRESSION DES ARMOIRIE 3
toujours les titres de prince et de monseigneur sont supprimé
LETOURMI
le temps present veut que fardeau des impots
DETTE NATIONAL 4
chaqun suporte le grand de la france